

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les enquêtes semestrielles sur les dépenses d'investissement de l'industrie belge — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES ENQUETES SEMESTRIELLES

SUR LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'INDUSTRIE BELGE

Neuf ans sont maintenant révolus depuis que le Service des Etudes de la Banque a entamé ses premières enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans différentes industries belges. Un article paru dans ce *Bulletin* en avril 1958 ⁽¹⁾ a exposé les principes et la technique des enquêtes; une étude ultérieure a soumis les résultats à un examen critique ⁽²⁾.

Les enquêtes sont effectuées, rappelons-le, en exécution d'un mandat donné par les fédérations patronales et syndicales. Elles consistent à interroger les chefs d'entreprise, au moyen d'un questionnaire simple, sur les principaux aspects de leur activité. Abstraction faite de l'indication de la durée assurée de l'activité dans les entreprises, les réponses ne comprennent pas de chiffres précis : les participants doivent simplement signaler si telle variable a augmenté ou diminué ou est restée inchangée au cours du mois qui vient de se terminer. Certaines questions portent sur l'évolution prévue au cours du mois ou du trimestre suivant. D'autres demandent une appréciation, notamment sur le niveau des stocks et des carnets de commandes.

Les réponses individuelles, pondérées suivant l'importance de la firme, sont regroupées pour donner des résultats globaux. Ceux-ci peuvent porter sur

l'évolution de l'activité d'un secteur dans son ensemble, d'une branche plus spécialisée, ou encore sur l'activité relative à un groupe déterminé de produits.

Les résultats globaux sont présentés sous forme de tableaux en couleurs et de graphiques. Depuis le mois d'août 1962, un graphique synthétique est publié tous les mois dans la partie statistique du *Bulletin* (tableau IV-1) ⁽¹⁾.

Les premières enquêtes sur la conjoncture furent entreprises dans les industries textiles. Par après, le champ d'observation a été successivement étendu à la distribution de produits textiles, à l'industrie du cuir et de la chaussure, à la sidérurgie, aux industries des fabrications métalliques, à l'industrie de la construction, au commerce de gros en produits alimentaires, à l'industrie du papier, à l'industrie du bois, à l'importation et au commerce de gros en appareillage électroménager, à l'industrie de la terre cuite, à l'industrie de la publicité, à l'industrie de la céramique de construction, au secteur des transports et aux cimenteries. Depuis le mois de mai 1962, les résultats des enquêtes nationales sont regroupés dans le cadre d'une enquête communautaire organisée par la Commission de la Communauté Economique Européenne.

⁽¹⁾ « Les enquêtes sur la conjoncture », *Bulletin d'Information et de Documentation*, avril 1958, pp. 269-285.

⁽²⁾ « Examen critique des résultats des enquêtes sur la conjoncture effectuées en Belgique », *ibidem*, mai 1959, pp. 370-388.

⁽¹⁾ Voir à ce sujet : « Publication de graphiques donnant les résultats des enquêtes sur la conjoncture », *ibidem*, août-septembre 1962, pp. 160-161.

En dépit des imperfections inhérentes à toute méthode d'observation rapide, les enquêtes sur la conjoncture se sont révélées très utiles à l'analyse conjoncturelle. Aussi a-t-on envisagé très tôt d'étendre l'application de la méthode à l'examen de grandeurs caractéristiques de l'économie, plus particulièrement les dépenses d'investissement et de consommation. Le regroupement des résultats des enquêtes sur la conjoncture dans l'industrie des fabrications métalliques suivant la nature des produits observés : biens de consommation, d'équipement et de première transformation, constituait une première tentative d'approche macro-économique.

Les informations sur l'évolution de la consommation et des investissements qu'on obtient par les enquêtes courantes se limitent toutefois à une période très courte (un mois) et revêtent un caractère indirect : elles concernent la situation dans les industries produisant des biens de consommation ou d'investissement, mais ne s'adressent pas aux consommateurs et investisseurs eux-mêmes en vue de connaître leur comportement et leurs dispositions.

L'organisation d'enquêtes spécifiques sur les dépenses de consommation et sur les plans des consommateurs s'est heurtée jusqu'à présent en Belgique à de nombreuses difficultés de caractère théorique et pratique, plus spécialement en ce qui concerne la constitution d'un échantillon de participants suffisamment large pour qu'il soit représentatif de l'évolution de la consommation. Il n'est d'ailleurs pas certain que les résultats obtenus à l'étranger par ce genre d'enquêtes, notamment aux Etats-Unis et en France, traduisent parfaitement les tendances réelles.

Des enquêtes sur les dépenses d'investissement ont, au contraire, pu être organisées, sur une base semestrielle, depuis l'année 1958. Le présent article a pour objet d'exposer les principes, la méthode et les résultats de ces enquêtes.

1. Principes et méthodes.

Le principe de base des enquêtes sur les dépenses d'investissement n'est pas différent de celui qui caractérise les enquêtes sur la conjoncture : il s'agit d'obtenir dans un bref délai des informations qui ne peuvent être recueillies qu'avec un retard relativement long par l'investigation statistique exhaustive. Il en résulte qu'on procède par des questions simples qui ne demandent pas des chiffres précis, le but étant de dégager des tendances.

Outre l'avantage qu'elles présentent en fournissant des informations longtemps avant que des statistiques complètes soient disponibles, les enquêtes sur les dépenses d'investissement permettent de déceler la tendance future des investissements sur la

base des programmes des chefs d'entreprise. Point n'est besoin d'insister sur le caractère précieux de ces prévisions, tant pour les autorités responsables de la politique économique que pour les chefs d'entreprise eux-mêmes qui peuvent confronter ainsi leurs propres plans avec les intentions manifestées par les autres entreprises de leur secteur. Les résultats de l'enquête fournissent par ailleurs des éléments d'analyse des marchés pour les fabricants de biens d'investissement.

Un troisième type d'analyse auquel ces résultats peuvent donner lieu consiste dans la comparaison des prévisions formulées à l'occasion d'une enquête déterminée avec les dépenses réalisées telles qu'elles apparaissent dans l'enquête suivante. Lorsque les investissements réalisés au cours d'un semestre donné s'écartent nettement des prévisions formulées pour la même période, il est intéressant d'examiner les motifs qui expliquent le changement dans le comportement des chefs d'entreprise. Ces changements peuvent être déterminés par des faits qui s'imposent comme des données objectives modifiant la décision de l'entrepreneur; dans ce cas, ils auront le plus souvent un caractère évident, bien perceptible par les méthodes d'observation courantes.

Les motifs qui sont à la base d'un changement dans l'attitude du chef d'entreprise peuvent toutefois relever du domaine subtil de la psychologie humaine où jouent de multiples influences échappant à l'observation statistique. Or, le type d'analyse que permettent les enquêtes rapides sur les investissements pénètre dans ce domaine à peine exploré par la science économique. Dans certains pays, les enquêtes sur les investissements comportent d'ailleurs des questions se rapportant directement aux motifs des décisions d'investir. C'est uniquement pour des raisons d'ordre pratique et par souci de ne pas imposer un surcroît de travail aux participants que la Banque n'a pas étendu le champ d'observation de ses enquêtes aux motifs d'investir ou de ne pas investir.

Des enquêtes sur les investissements sont effectuées dans un grand nombre de pays ⁽¹⁾. La Com-

(1) A la fin de 1962, les pays suivants effectuaient des enquêtes de ce genre :

Australie :	Bank of New South Wales, Sydney (uniquement les investissements prévus) ;
Allemagne :	Ifo-Institut für Wirtschaftsforschung, Munich ;
France :	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, Paris ;
Grande-Bretagne :	National Institute of Economic and Social Research, Londres ; Federation of British Industries, Londres (uniquement les investissements prévus) ;
Italie :	Istituto Nazionale per lo Studio della Congiuntura, Rome ;

(voir suite de la note à la page suivante.)

mission de la Communauté Economique Européenne, à l'instar de ce qu'elle faisait déjà dans le domaine des enquêtes mensuelles sur la conjoncture, vient de mettre en route une enquête communautaire qui coordonne les résultats des enquêtes nationales.

Abstraction faite de certains principes communs à la méthode, l'enquête de la Banque a été établie d'une façon originale, en collaboration étroite avec les fédérations professionnelles.

Elle est organisée sur une base semestrielle, les questionnaires étant expédiés respectivement en juillet en ce qui concerne les investissements du premier semestre et en janvier en ce qui concerne les investissements du second semestre de l'année. Les deux questionnaires comportent également une question relative aux investissements prévus pour le semestre suivant; nous y reviendrons plus loin.

La Commission de la Communauté Economique Européenne a, au contraire, retenu l'idée d'une enquête sur une base annuelle, qui serait exécutée en deux stades : un premier questionnaire, expédié à la fin du mois de février, porterait sur les investissements des deux années précédentes et les investissements prévus de l'année en cours; un deuxième questionnaire, expédié à la fin du mois d'octobre, porterait sur les investissements de l'année précédente et de l'année en cours et sur les investissements prévus pour l'année suivante. En optant pour des renseignements fournis sur une base annuelle, le souci de la Commission a notamment été de réunir des données susceptibles de faciliter l'établissement des budgets économiques annuels.

(suite de la note de la page précédente.)

Japon :	Bank of Japan, Tokyo; Economic Planning Agency, Tokyo; Ministry of International Trade and Industry, Tokyo; The Japan Development Bank, Tokyo; Small Business Finance Corporation, Tokyo;
Canada :	Department of Trade and Commerce, Ottawa;
Pays-Bas :	Centraal Bureau voor de Statistiek, La Haye;
Autriche :	Oesterreichisches Institut für Wirtschaftsforschung, Vienne;
Suède :	Central Bureau of Statistics, Stockholm;
Suisse :	Institut für Wirtschaftsforschung an der Eidgen. Techn. Hochschule, Zurich;
Afrique du Sud :	Bureau of Census and Statistics, Pretoria;
Etats-Unis :	The Department of Commerce and the Securities and Exchange Commission, Washington; National Industrial Conference Board, New York; McGraw-Hill Publishing Comp. Inc., New York; « Fortune », New York; University of Pittsburgh (enquêtes à caractère régional), Pittsburgh.

Les enquêtes de la Banque ont, au contraire, pour but principal de mettre en relief l'évolution conjoncturelle des dépenses d'investissement. Or, les données annuelles recouvrent souvent des changements de tendances qui se produisent dans le courant d'une année.

Les variables observées par l'enquête semestrielle de la Banque sont les dépenses d'investissement en biens de capital fixe nouveaux, c'est-à-dire la construction, à l'usage des firmes, de bâtiments industriels et d'immeubles à destination sociale, la construction et l'équipement de bureaux, l'achat de machines et d'appareils de production neufs et de matériel de transport neuf, à l'exclusion donc de l'achat d'immeubles bâtis et de matériel de rempli.

L'enquête ne couvre pas non plus les variations des stocks et des encours de fabrication, ni les achats de terrains.

Les variations de stocks sont en principe déjà observées par les enquêtes mensuelles sur la conjoncture, à la fois au stade de l'industrie et à celui des commerces de gros, de détail et d'importation; c'est d'ailleurs au stade du commerce que les investissements en stocks sont les plus importants et les plus sensibles aux impulsions de la conjoncture; dans l'industrie, ils correspondent largement à des encours de fabrication liés au rythme de la production. Quant aux achats de terrains et d'équipement existants, ils ne constituent pas une dépense d'investissement pour l'économie dans son ensemble, puisqu'ils ne donnent pas lieu à une création de capital productif mais à un simple déplacement d'entreprise à entreprise.

Par dépenses d'investissement, on entend tous les paiements effectués en représentation d'achats de biens et de services nouvellement produits, destinés à l'accumulation de biens fixes de production, dont la contrepartie est comptabilisée au cours de la période envisagée dans la rubrique « Immobilisé » ou similaire des bilans.

Le champ d'observation de l'enquête couvre 70 p.c. environ de l'industrie manufacturière, ainsi que l'industrie de la construction pour ses investissements propres. Pour la facilité de l'organisation, la nouvelle enquête a été commencée en 1958 dans un certain nombre d'industries avec lesquelles le Service des Etudes était déjà en rapport par les enquêtes mensuelles sur la conjoncture : la sidérurgie, l'industrie des fabrications métalliques, les exploitations électriques, les industries du pétrole, des papiers et cartons, de la construction, du bois et du cuir. Le champ d'observation a été étendu, en 1960, à l'industrie textile, en 1961, aux industries des métaux non ferreux et de la céramique de construction et, en 1962, aux cimenteries.

Un échantillon plus ou moins large de firmes est interrogé dans chaque secteur. La participation des firmes a un caractère bénévole. L'échantillon est constitué en collaboration avec la fédération professionnelle intéressée.

Pour l'ensemble des industries couvertes par l'enquête, le nombre de participants est actuellement de 1.634, répartis comme suit parmi les différents secteurs :

industrie textile	787
industrie du cuir	78
sidérurgie	10
industrie des fabrications métalliques	375
industrie de la construction	233
industrie du papier	23
industrie du bois	57
industrie de la céramique de construction	21
industrie du pétrole	10
cimenteries	12
exploitations électriques	18
industrie des métaux non ferreux	10
Total ...	1.634

La proportion des réponses reçues varie, suivant les secteurs, entre 70 p.c. et 100 p.c. du nombre des participants.

La représentativité de l'échantillon est soumise à un examen à des intervalles réguliers; des contacts sont pris à cette occasion avec les fédérations industrielles.

Le questionnaire comporte quatre questions différentes, ainsi qu'il apparaît dans la reproduction ci-contre.

La première question porte sur les dépenses d'investissement effectuées au cours du semestre qui vient de se terminer comparées à la moyenne semestrielle de l'année précédente égale à l'indice 100.

La deuxième question est relative aux dépenses d'investissement que les participants envisagent d'effectuer au cours du semestre qui vient de commencer au moment de l'enquête. Les participants sont interrogés sur leur programme comparé à la moyenne semestrielle des investissements effectués l'année précédente, contrairement à certaines enquêtes à l'étranger qui ont pour objet la propension à investir.

Par la troisième question on cherche à obtenir des renseignements sur la répartition approximative des dépenses d'investissement au cours de l'année dans laquelle se situe le semestre faisant l'objet de l'enquête. Pour les deux enquêtes de l'année 1963, la ventilation concernera donc les investissements de 1963 dans son ensemble. Elle distingue :

d'une part, la construction de bâtiments industriels ou commerciaux, de bureaux (y compris leur équipement) et d'immeubles à usage social;

d'autre part, l'achat de machines, d'appareils de production ou de distribution neufs et de matériel de transport neuf.

L'importance relative des deux catégories d'investissements est exprimée en pourcentages par rapport aux investissements totaux.

Cette ventilation, bien qu'elle soit opérée de façon très approximative, fournit des informations intéressantes sur leur marché aux industries dont l'activité consiste à produire des biens d'investissement : industries de la construction, usines de matériel de bureau, constructeurs de machines ou de matériel roulant.

Enfin, une quatrième question est destinée à recueillir les éléments servant à la pondération des réponses individuelles : elle demande aux participants d'indiquer la valeur de l'immobilisé net de leur firme (montant comptable, amortissements déduits, au dernier bilan) sur une échelle d'ordres de grandeur qui varie de secteur à secteur.

Les participants répondent aux deux premières questions en traçant une croix dans une case indiquant un indice d'augmentation ou de diminution ou un indice 100 (dépenses inchangées). Les cases ne comportent toutefois pas d'indice précis, mais des classes : 101 à 109, 110 à 125, etc., d'une part, 91 à 99, 75 à 90, etc., d'autre part. Si les dépenses d'investissement effectuées par une firme au cours de l'année 1962 se sont élevées à 5 millions de francs par exemple (soit 3,5 millions de francs au cours du premier semestre et 1,5 million de francs au cours du second), la moyenne semestrielle de 1962 sera égale à 2,5 millions de francs. Si les dépenses d'investissement effectuées au cours du premier semestre de 1963 se montent à 4 millions de francs, le participant trace une croix dans la case relative à la classe 151 à 175. En effet $\frac{4 \times 100}{2,5} = 160$.

La Banque n'exige donc pas des participants une donnée numérique précise; le questionnaire leur demande uniquement d'indiquer un ordre de grandeur approximatif de la variation qui a eu lieu ou qu'ils prévoient dans leurs dépenses d'investissement.

Les réponses pondérées sont regroupées par industrie. En vue d'arriver à une présentation des résultats, pour chaque industrie, la Banque procède à une série de calculs tant pour les dépenses d'investissement effectuées que pour les dépenses d'investissement prévues.

En premier lieu, elle calcule sur la base des réponses pondérées les pourcentages indiquant respectivement les augmentations, les diminutions et les situa-

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Service des Etudes

ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Boulevard de Berlaimont, 5
BRUXELLES 1
Tél. 18.37.00

Le secret des réponses est garanti

La rapidité de l'information étant un des principaux avantages des enquêtes sur la conjoncture, nous vous saurions gré de renvoyer un exemplaire du questionnaire pour le 10 février, au plus tard. L'autre exemplaire est destiné à vos dossiers.

ENQUETE SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Une notice explicative est imprimée au verso

Veillez tracer une croix dans la case correspondant à votre réponse

A. — Avez-vous effectué des dépenses d'investissement au cours de l'année 1962 ?

oui non

B. — Avez-vous effectué des dépenses d'investissement au cours du premier semestre de 1963 ?

oui non

C. — Comptez-vous effectuer des dépenses d'investissement au cours du second semestre de 1963 ?

oui non

QUESTION 1 :

Les dépenses d'investissement que nous avons effectuées au cours du premier semestre de 1963, comparées à la moyenne semestrielle de 1962 égale à l'indice 100, se situent entre les indices suivants :

(dépenses plus importantes)	(dépenses égales)	(dépenses moins importantes)
A <input type="checkbox"/> 101 à 109	<input type="checkbox"/> 100	J <input type="checkbox"/> 91 à 99
B <input type="checkbox"/> 110 à 125		K <input type="checkbox"/> 75 à 90
C <input type="checkbox"/> 126 à 150		L <input type="checkbox"/> 50 à 74
D <input type="checkbox"/> 151 à 175	(Veillez tracer une croix dans la case adéquate)	M <input type="checkbox"/> 25 à 49
E <input type="checkbox"/> 176 à 199		N <input type="checkbox"/> 1 à 24
F <input type="checkbox"/> 200 et +		O <input type="checkbox"/> zéro

Si + de 200 indiquez approximativement l'indice

QUESTION 2 :

Les dépenses d'investissement que nous envisageons d'effectuer au cours du second semestre de 1963, comparées à la moyenne semestrielle de 1962, égale à l'indice 100, se situeront entre les indices suivants :

(dépenses plus importantes)	(dépenses égales)	(dépenses moins importantes)
A <input type="checkbox"/> 101 à 109	<input type="checkbox"/> 100	J <input type="checkbox"/> 91 à 99
B <input type="checkbox"/> 110 à 125		K <input type="checkbox"/> 75 à 90
C <input type="checkbox"/> 126 à 150		L <input type="checkbox"/> 50 à 74
D <input type="checkbox"/> 151 à 175	(Veillez tracer une croix dans la case adéquate)	M <input type="checkbox"/> 25 à 49
E <input type="checkbox"/> 176 à 199		N <input type="checkbox"/> 1 à 24
F <input type="checkbox"/> 200 et +		O <input type="checkbox"/> zéro

Si + de 200 indiquez approximativement l'indice

QUESTION 3 :

Nos dépenses d'investissement, en 1963, se répartiront très approximativement comme suit : (compte tenu des dépenses déjà effectuées au cours du premier semestre et de celles qui, d'après nos prévisions, le seront au cours du second semestre).

(en pourcentage du total des dépenses d'investissement)

- a) la construction de bâtiments industriels (et/ou commerciaux), de bureaux (y compris leur équipement) et d'immeubles à usage social (douches, réfectoires, dispensaires, maisons pour le personnel, etc.). p.c.
- b) l'achat de machines, d'appareils de production (et/ou de distribution) neufs et de matériel de transport neuf (wagons, camions, etc.). p.c.
- Le total des pourcentages indiqués ci-contre doit être approximativement égal à 100

QUESTION 4 :

Question destinée à recueillir les éléments servant à la pondération des réponses individuelles.

Veillez tracer une croix dans la case correspondant au chiffre le plus proche de la valeur de l'immobilisé net dans votre entreprise (montant comptable, amortissements déduits, au dernier bilan).

<input type="checkbox"/>	A	<input type="checkbox"/>	G
<input type="checkbox"/>	B	<input type="checkbox"/>	H
<input type="checkbox"/>	C	<input type="checkbox"/>	I
<input type="checkbox"/>	D	<input type="checkbox"/>	K
<input type="checkbox"/>	E	<input type="checkbox"/>	L
<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	M

(La valeur à donner aux lettres est indiquée dans le papillon épinglé à ce questionnaire.)

tions inchangées des dépenses d'investissement par rapport à la moyenne semestrielle de l'année précédente.

En second lieu, elle répartit les pourcentages des réponses pondérées signalant respectivement une augmentation ou une diminution en six classes suivant que les augmentations ou les diminutions se situent entre 1 et 9 p.c., 10 et 25 p.c., 26 et 50 p.c., 51 et 75 p.c., 76 et 99 p.c., 100 p.c. et plus. Ceci peut être illustré par un exemple où les réponses, pondérées par l'immobilisé net des entreprises, se répartissent comme suit : 48 p.c. signalent un accroissement, 47 p.c. une diminution et 5 p.c. des investissements inchangés (la dernière catégorie de réponses est relativement faible dans ce type d'enquête). La ventilation des réponses par classes d'accroissement ou de diminution donne le tableau suivant :

Classes d'accroissement	Accroissements Pourcentages des réponses pondérées	Classes de réduction	Réductions Pourcentages des réponses pondérées
(1)	(2)	(3)	(4)
1 à 9 p.c.	0	1 à 9 p.c.	0
10 à 25 p.c.	0	10 à 25 p.c.	19
26 à 50 p.c.	5	26 à 50 p.c.	28
51 à 75 p.c.	10	51 à 75 p.c.	0
76 à 99 p.c.	0	76 à 99 p.c.	0
100 p.c. et plus	83	100 p.c.	0
	48		47

En troisième lieu, la Banque multiplie les pourcentages des réponses pondérées de chaque classe par la moyenne arithmétique de la même classe. Les produits de ces multiplications sont alors additionnés et le résultat de l'opération donne, par rapport à la moyenne semestrielle de l'année précédente, un indice de l'accroissement moyen ou de la diminution moyenne des dépenses d'investissement pour le semestre pris en considération, ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous.

Moyenne des classes	Accroissements pondérés par la fréquence des réponses	Moyenne des classes	Réductions pondérées par la fréquence des réponses
(5)	(6) = (5) × (2)	(7)	(8) = (7) × (4)
5,0 p.c.	0	5,0 p.c.	0
17,5 p.c.	0	17,5 p.c.	3,325 p.c.
37,5 p.c.	1,875 p.c.	37,5 p.c.	10,500 p.c.
62,5 p.c.	6,250 p.c.	62,5 p.c.	0
87,5 p.c.	0	87,5 p.c.	0
100,0 p.c.	83,000 p.c.	100,0 p.c.	0
	41,125 p.c.		13,825 p.c.

Les dépenses d'investissement ont accusé, au cours du semestre considéré, un accroissement moyen de 41,125 p.c. — 13,825 p.c. = 27,3 p.c. par rapport à la moyenne semestrielle de l'année précédente.

En vue d'obtenir pour l'ensemble des industries participant aux enquêtes un indice moyen de l'accroissement ou de la réduction des dépenses d'investissement et les trois pourcentages des réponses signalant respectivement une augmentation, une diminution ou une situation inchangée de ces mêmes investissements, la Banque pondère les résultats obtenus dans chaque industrie pour les deux types de renseignements (dépenses effectuées et prévues), par la valeur de l'immobilisé net de l'ensemble des entreprises ressortissant à chacune des industries reprises dans l'enquête.

Bien entendu, les chiffres concrets ainsi obtenus ne peuvent être interprétés comme une statistique rigoureuse des dépenses d'investissement. Dans l'interprétation des résultats, il convient de garder présent à l'esprit le but de l'enquête qui est de dégager des tendances. L'utilité des calculs décrits ci-avant est de fournir une vue sur les tendances d'une façon plus synthétique et plus concrète que ne le font les tableaux en couleurs dont il sera question maintenant et qui gardent pleinement leur intérêt.

Les résultats des enquêtes sur les investissements sont en effet présentés de deux façons différentes : d'une part, sous forme de tableaux en couleurs, d'autre part, sous forme de graphiques basés sur les pourcentages de variation décrits ci-avant.

Les tableaux en couleurs (voir l'exemple ci-contre) reproduisent dans leur partie supérieure les pourcentages des réponses pondérées signalant respectivement une augmentation (couleur rouge), une diminution (couleur bleue) ou une situation inchangée (couleur blanche) des dépenses d'investissement par rapport à la moyenne semestrielle de l'année précédente. Au milieu des tableaux sont reproduits les pourcentages des réponses pondérées d'augmentation ou de diminution, mais décomposés cette fois par classe d'accroissement ou de réduction des dépenses d'investissement. Enfin, au bas du tableau, on retrouve la répartition, exprimée en pour cent, du total des dépenses d'investissement entre celles affectées aux immeubles et celles consacrées à l'outillage (réponses à la question 3).

Les graphiques retracent sur plusieurs années les variations semestrielles des indices d'accroissement moyen ou de réduction moyenne des dépenses d'investissement. Les résultats de ces graphiques sont commentés dans la deuxième partie du présent article.

2. Résultats.

La présentation des résultats a été établie en fonction du but principal des enquêtes semestrielles qui est de déceler au plus tôt un changement de tendance en matière d'investissements. La présen-

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
Service des Etudes
ENQUETES SUR LA CONJONCTURE
Boulevard de Berlaimont, 5
BRUXELLES — Tél. 18.37.00

Enquête investeringen

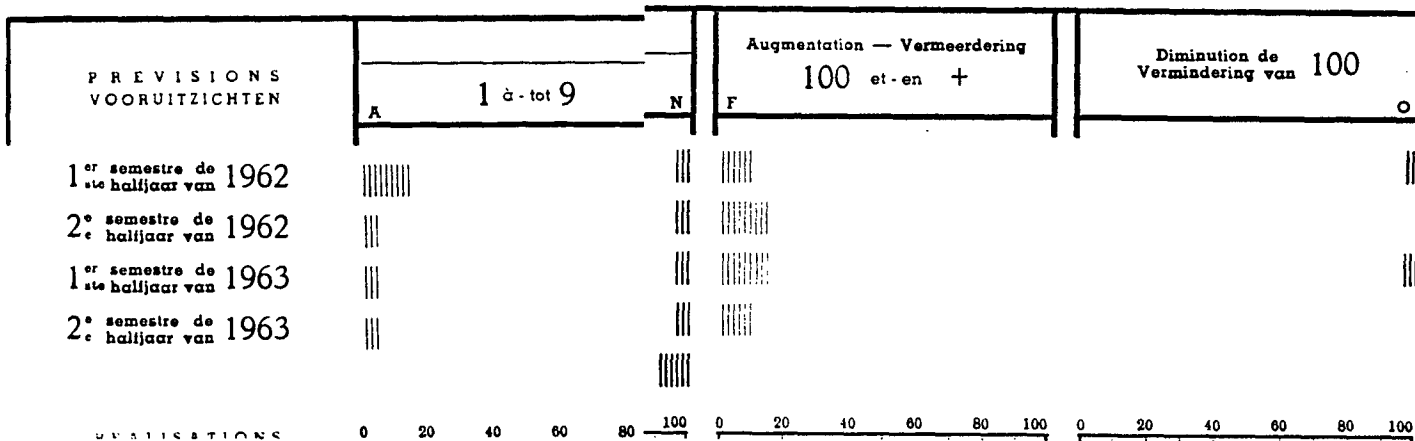
NATIONALE BANK VAN BELGIE
Studiedienst
CONJUNCTUURONDERZOEKINGEN
de Berlaimontlaan 5
BRUSSEL — Tel. 18.37.00

Sidérurgie, fabrications métalliques, métaux non ferreux : en houtverwerking, textielnijverheid, petroleumraffinaderijen, construction, céramique de construction, leder en papier en karton

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ENVISAGEES PAR RAPPORT A LA MOYENNE SEMESTRIELLE DE L'ANNEE PRECEDENTE
VOORZIENE INVESTERINGSUITGAVEN T.O.V. V. HET HALFJAARLIJKSE GEMIDDELDE VAN HET VORIGE JAAR

Répartition en pour cent du nombre total des réponses pondérées — Verdeling in percent van het volledig aantal gewogen antwoorden

Répartition par rapport à l'année précédente
Verdeling het vorige jaar

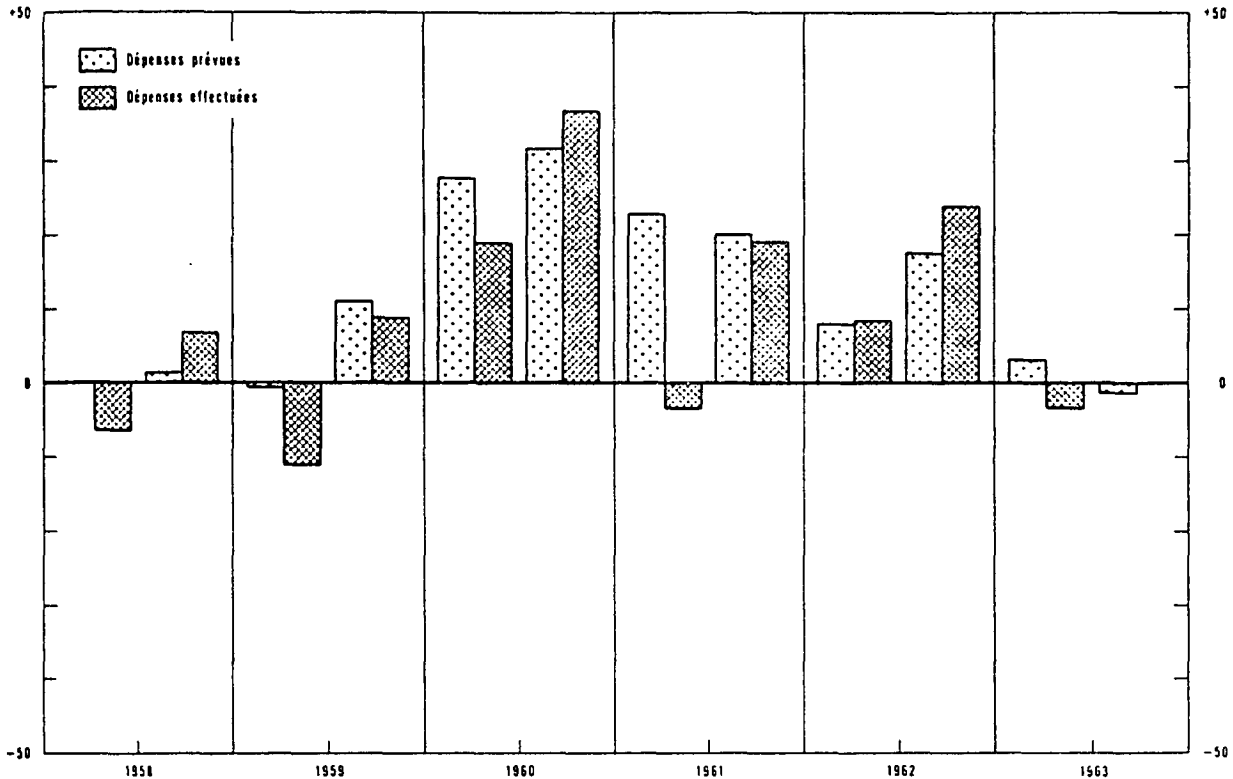


tation la plus commode et la plus appropriée à l'objectif poursuivi s'est révélée, à l'expérience, être celle qui donne les résultats sous la forme de taux moyens d'accroissement ou de diminution, calculés suivant la méthode décrite ci-dessus.

Les taux moyens successifs obtenus depuis la mise en route des enquêtes sont reproduits au graphique ci-dessous, au moyen d'histogrammes, les uns concernant les prévisions, les autres, les réalisations.

Variation moyenne des dépenses d'investissement par rapport à la moyenne semestrielle de l'année précédente (en pour cent)

Synthèse des secteurs observés par voie d'enquêtes



La période de référence des variations présentées dans le graphique change d'année en année, comme dans le cas des indices en chaîne. En conséquence, si l'on veut retracer l'évolution des investissements sur une période de plusieurs années, il faut multiplier les indices des variations semestrielles par rapport à l'année précédente par l'indice moyen de l'année précédente. En procédant de cette façon et en prenant pour base l'année 1958, on obtient l'indice cumulé reproduit au tableau ci-dessous :

Evolution des dépenses d'investissement en capital fixe dans les industries couvertes par l'enquête

	Variations semestrielles (en p.c.)	Indice cumulé depuis 1958
1959 1 ^{er} semestre	- 11	89
1959 2 ^e semestre	9	109
1960 1 ^{er} semestre	19	118
1960 2 ^e semestre	37	136
1961 1 ^{er} semestre	- 3	123
1961 2 ^e semestre	19	151
1962 1 ^{er} semestre	8	148
1962 2 ^e semestre	24	170
1963 1 ^{er} semestre	- 4	152
1963 2 ^e semestre	- 2	155

¹ Préviation.

Le tableau permet, de prime abord, de faire deux constatations au sujet du rythme des dépenses d'investissement en capital fixe.

A première vue, ces dépenses semblent être soumises à une variation saisonnière : au cours de la période étudiée, leur taux d'accroissement a été plus élevé et leur taux de diminution moins élevé au second semestre qu'au premier. La période couverte est cependant trop courte pour pouvoir établir avec certitude l'existence d'un mouvement saisonnier. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant, où l'on constatera un phénomène analogue en ce qui concerne le degré de parallélisme entre les investissements prévus et les investissements réalisés.

Une deuxième constatation est relative à l'ampleur des variations d'un semestre à l'autre des taux d'accroissement ou de diminution des dépenses d'investissement. Celles-ci subissent en effet des accélérations et ralentissements parfois très marqués. Le ralentissement qu'on relève au premier semestre de 1961 doit manifestement être attribué à la vague de grèves au début de l'année qui a retardé l'exécution des investissements prévus et

peut-être même provoqué l'annulation de certaines décisions d'investir. Le ralentissement assez brusque des investissements au premier semestre de 1963 revêt, au contraire, un caractère conjoncturel; la demande globale a néanmoins continué à s'accroître grâce notamment à une expansion vigoureuse des dépenses de consommation.

L'influence conjoncturelle est d'ailleurs nettement perceptible tout au long de la période couverte par les enquêtes. Dans les résultats globaux relatifs à l'année 1958, les effets de la récession ont toutefois été estompés par les investissements considérables effectués par la sidérurgie dans le cadre de programmes à moyen terme. Le climat de récession qui s'était développé au second semestre de 1957, a complètement disparu vers le milieu de 1959, pour faire place à un véritable « boom » des investissements à partir du premier semestre de 1960. Les lois d'expansion économique de juillet 1959 ont favorisé cette évolution.

L'expansion des dépenses d'investissement s'est de nouveau arrêtée en 1963, malgré la progression appréciable de la demande globale. Ce phénomène peut être mis en rapport avec l'apparition de capacités de production excédentaires que les enquêtes sur le degré d'utilisation des capacités de production ont révélées depuis leur mise en route en octobre 1962. A cette date, le pourcentage d'utilisation des capacités de production s'élevait en moyenne à 84 p.c.; en mai 1963, il était revenu à 82 p.c. (1).

Le degré d'utilisation des capacités de production peut être observé également, de façon indirecte, par l'évolution de la durée moyenne assurée de l'activité (signalée par les enquêtes mensuelles sur la conjoncture) qui est obtenue en rapportant le rythme d'activité au niveau du carnet de commandes. Un allongement de cette durée fait présumer que l'industrie n'est plus en état de répondre rapidement à la demande, par suite notamment d'un manque de capacités de production. Une réduction traduit la situation inverse.

L'évolution de la durée assurée et celle des dépenses d'investissement présentent un parallélisme caractéristique : le fléchissement de la durée moyenne assurée de l'activité au second semestre de 1957 et au début de 1958 et en 1962 a été suivi, dans un délai relativement bref, d'un net ralentissement des dépenses d'investissement. Son allongement du second semestre de 1959 au second semestre de 1961 est allé de pair avec une expansion rapide des investissements.

Les tendances révélées par les enquêtes semestrielles de la Banque ne sont pas uniformes dans les différentes industries.

(1) Les résultats de l'enquête de la fin d'octobre ne sont pas encore disponibles.

Dans la sidérurgie, les investissements n'ont pas été marqués par la récession de 1958 : cette industrie était engagée, depuis 1957, dans un programme de travaux de grande envergure en vue de moderniser l'outillage et d'élargir la gamme des productions, notamment dans le domaine des produits laminés spéciaux. Le taux d'accroissement des investissements est devenu relativement faible à partir de 1961, probablement en rapport avec l'affaiblissement du marché de l'acier; on assisterait même à un net recul au second semestre de 1963.

Les dépenses d'investissement de l'industrie des fabrications métalliques se sont révélées très sensibles à la récession au début de la période étudiée. A partir de 1960, elles ont suivi le mouvement général d'expansion. Les deux enquêtes de 1963 indiquent toutefois un changement de tendance : les investissements seraient inférieurs à ceux réalisés en 1962.

Les industries textiles disposent généralement de capacités de production suffisantes et doivent plutôt s'adapter à la concurrence des fabricants étrangers et au manque de main-d'œuvre par des investissements de rationalisation et de spécialisation. Leurs dépenses d'investissement ont connu une progression très marquée en 1960, mais elle s'est concentrée sur une période plus courte que dans la plupart des autres industries. La tendance récente est plutôt indécise et reflète peu de changements par rapport à 1962.

Suivant les résultats des enquêtes, les investissements de l'industrie du papier se sont accrus régulièrement depuis 1958, exception faite du second semestre de 1960 et de l'année 1963. Cette industrie bénéficie en effet d'un accroissement structurel de la demande, qui a nécessité une extension des capacités de production et un élargissement de la gamme de produits fabriqués.

Dans l'industrie de la transformation du bois, les dépenses d'investissement ont fortement diminué en 1958 et 1959. Les années 1960 et 1961 ont constitué une période d'expansion rapide, mais l'effort d'investissement s'est à nouveau affaibli à partir de 1962.

Les investissements de l'industrie du cuir ne révèlent pas un climat de récession au début de la période étudiée. En revanche, ils suivent l'essor conjoncturel des années 1960-1962 avec moins de vigueur que ceux de la plupart des autres industries.

Dans l'industrie de la construction, les dépenses d'investissement en équipements ont progressé de manière à peu près continue de 1958 à 1962, exception faite d'un certain recul en 1960. Une tendance moins favorable se manifeste toutefois en 1963.

La pression de la demande a été particulièrement forte dans ce secteur qui, de surcroît, est affecté par

un manque de main-d'œuvre; son activité a été soutenue, d'une part, par un volume croissant de travaux publics, d'autre part, par une vive demande de logements. L'allongement de la durée moyenne assurée de l'activité, signalé par les enquêtes mensuelles sur la conjoncture, est significatif à cet égard : de 1959 à la fin de 1962, la durée assurée a presque doublé pour le gros œuvre du bâtiment et presque triplé pour les travaux de génie civil.

Dans les enquêtes semestrielles sur les dépenses d'investissement, les industries de l'énergie sont représentées par les raffineries de pétrole et par les exploitations électriques, deux secteurs favorisés par une expansion fondamentale de leurs débouchés. Elles ont, pour cette raison, établi des programmes d'investissement portant sur plusieurs années.

Les raffineries de pétrole ont installé de nouvelles unités de production pendant les années 1960-1962, portant leur capacité de traitement de pétrole brut de 8 millions de tonnes à 10 millions de tonnes. Les enquêtes postérieures à cette période traduisent un recul des investissements.

Dans l'industrie des exploitations électriques, le développement des installations de production et de transport d'énergie électrique s'effectue dans le cadre d'un plan quinquennal d'équipement qui est revu et mis au point chaque année par un Comité de l'Équipement où tous les producteurs sont représentés. Ce plan prévoit, pour les cinq années à venir, l'évolution de la demande d'énergie électrique et les installations à réaliser pour y faire face. Pour les différentes périodes quinquennales depuis 1959, le Comité a retenu les taux annuels de progression suivants pour ce qui concerne la demande :

Périodes quinquennales	Taux de progression prévu de la demande (en p.c. par an)
1959-1963	5,5
1960-1964	5,4
1961-1965	5,3
1962-1966	5,7
1963-1967 (premières estimations)	7,0

Le Comité a prévu une accélération de la demande pour les deux dernières périodes et a décidé un accroissement sensible des investissements, qui apparaît à partir du second semestre de 1961 dans les enquêtes semestrielles et forme contraste avec le ralentissement observé en 1960.

La remontée des investissements dans l'industrie des exploitations électriques a plus ou moins compensé le fléchissement observé, en 1963, dans les industries manufacturières. En effet, les dépenses d'investissement de l'ensemble de l'industrie de l'électricité représentent environ 12 p.c. des investissements totaux de l'industrie belge.

Les enquêtes semestrielles interrogent les chefs d'entreprise non seulement sur la tendance globale des dépenses d'investissement, mais aussi sur la répartition de ces dépenses en deux catégories. On apprend ainsi dans quelle mesure les investissements s'effectueront ou se sont effectués sous la forme de constructions de bâtiments ou sous la forme d'achats de machines, d'appareillage électrique ou de matériel de transport.

Cette distinction présente un double intérêt pour les autorités responsables de la politique économique et pour les producteurs de biens d'investissement. En premier lieu, elle permet de préciser l'industrie, celle de la construction ou celle des fabrications métalliques, qui est ou sera la principale bénéficiaire de l'accroissement des dépenses d'investissement. En second lieu, elle peut apporter une certaine indication sur la politique d'investissement suivie par les industries. En effet, on peut présumer que si la part des dépenses sous la forme de constructions dans l'ensemble des dépenses d'investissement augmente de manière notable, cette évolution traduit une politique visant à l'agrandissement des entreprises et constitue l'indice d'une politique d'investissement d'extension. Inversement, un accroissement notable des dépenses sous la forme d'achats d'outillage reflète plutôt une politique d'investissement intensif, visant à la rationalisation du processus de production. Ces deux politiques exercent des effets différents sur la situation économique d'un pays.

L'évolution depuis 1958 de la répartition des dépenses d'investissement suivant leur nature montre une forte proportion de dépenses destinées à l'acquisition d'outillage et de matériel de transport.

Cette prédominance s'explique par le fait que les enquêtes semestrielles ne font aucune distinction entre les achats de biens d'investissement destinés à l'agrandissement des capacités et ceux destinés au renouvellement. Ces derniers sont évidemment plus importants pour l'outillage que pour les constructions dont l'amortissement s'échelonne sur une période très longue.

La proportion moyenne de 80-82 p.c. pour les investissements en machines, appareillage électrique et matériel de transport et de 18-20 p.c. pour les investissements en constructions, se retrouve dans la plupart des industries. De plus, les pourcentages extrêmes relevés au cours de la période étudiée s'écartent peu de ces moyennes; ils ont été, pour les investissements en machines, appareillage électrique et matériel de transport, de 96 p.c. dans l'industrie de la construction qui, par la nature même de ses activités, n'a que de faibles besoins en bâtiments, et de 72 p.c. dans l'industrie des fabrications métalliques. Les rapports de 80-82 p.c. pour l'outillage et

le matériel de transport et de 18-20 p.c. pour les constructions peuvent être considérés comme caractéristiques de la répartition des investissements effectués par les industries belges observées par voie d'enquêtes.

Répartition des dépenses d'investissement en capital fixe pour l'ensemble des industries participant aux enquêtes

	Outillage et matériel de transport		Constructions	
	Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisations
	<i>(en p.c. du total des dépenses d'investissement)</i>			
1958		80		20
1959	82	82	18	18
1960	81	82	19	18
1961	84	82	16	18
1962	79	80	21	20
1963	82		18	

La part des dépenses consacrées aux constructions s'est quelque peu relevée en 1962, spécialement dans la sidérurgie, l'industrie des fabrications métalliques et les raffineries de pétrole. En 1963, les cimenteries, les exploitations électriques, les industries du papier, du cuir et de la transformation du bois envisagent d'élargir la part de leurs investissements consacrés à la construction de bâtiments. Pour l'ensemble des secteurs couverts par l'enquête, la proportion des années 1959-1961 se trouverait toutefois rétablie.

3. Examen critique des résultats.

Il nous reste à soumettre les résultats des enquêtes semestrielles sur les dépenses d'investissement à un bref examen critique. A cette fin, on peut comparer,

d'une part, les prévisions formulées par les participants aux investissements effectués tels qu'ils apparaissent dans l'enquête suivante.

d'autre part, les résultats chiffrés, calculés suivant la méthode décrite dans la première partie du présent article, aux statistiques *ex post* de la comptabilité nationale.

La première comparaison montre, pour l'ensemble des secteurs observés par l'enquête, un parallélisme frappant entre la tendance des dépenses d'investissement effectuées et celle des prévisions émises pour la même période. Une seule exception : les prévisions relativement favorables formulées pour le premier semestre de 1961 n'ont pu être réalisées, manifestement à la suite des grèves de janvier qui ont perturbé l'exécution des plans d'investissement de nombreuses entreprises (voir le graphique à la page 295).

Si la tendance fondamentale des deux séries est à peu près la même, il y a par contre certaines différences dans l'intensité des mouvements d'ac-

croissement et de diminution des investissements prévus et effectués; en effet, la réalisation effective des programmes dépend d'un certain nombre de facteurs qui ne sont pas toujours prévisibles avec certitude. Ces légères différences semblent même se présenter avec une certaine régularité : au premier semestre de l'année, les dépenses d'investissement effectuées n'atteignent jamais le montant des dépenses prévues, alors qu'au second semestre le phénomène inverse se produit, sauf en 1959. La période couverte par les enquêtes n'est peut-être pas encore suffisamment longue pour conclure à l'existence d'un mouvement régulier qui tend à se reproduire tous les ans. Sinon on pourrait admettre que des raisons de gestion financière peuvent avoir une certaine influence sur la répartition des dépenses d'investissement dans le courant d'une année. Au surplus, l'exécution régulière de certains travaux d'investissement dépend partiellement des conditions climatologiques, or, celles-ci sont généralement plus favorables au second semestre qu'au premier.

Cette concordance entre les prévisions et les réalisations en ce qui concerne la tendance fondamentale des investissements est moins frappante, mais néanmoins relativement étroite, sur le plan des différents secteurs.

Dans la sidérurgie, la tendance signalée par les prévisions a toujours été confirmée par la tendance des dépenses effectuées, sauf au premier semestre des années 1959 et 1961 où les réalisations ont été nettement inférieures aux prévisions. Au cours des premiers mois de 1959, l'exécution des programmes d'investissement a subi un certain ralentissement dans les aciéries ⁽¹⁾. La discordance constatée pour le premier semestre de 1961 s'explique par les retards causés par les grèves.

Dans les exploitations électriques, la tendance des investissements prévus par les chefs d'entreprise a été confirmée par les réalisations, sauf au premier semestre de 1961 pour la raison déjà mentionnée.

La concordance entre les prévisions et les résultats est également très forte dans l'industrie textile, sauf que les réalisations ont accusé une nette augmentation au second semestre de 1962, alors que les prévisions pour le même semestre avaient annoncé le statu quo des investissements; l'amélioration très sensible de la situation conjoncturelle dans l'industrie textile à cette époque offre une explication plausible pour l'exécution plus rapide des plans d'investissement.

Dans l'industrie des métaux non ferreux, l'enquête n'a été mise en route qu'au début de 1961. Aussi ne dispose-t-on pas d'une période suffisamment longue

⁽¹⁾ Voir à ce sujet le *Rapport annuel du Groupement des Hauts Fourneaux et Aciéries belges*, année 1959, p. 60.

pour émettre un jugement valable sur la valeur des prévisions des participants. Les premiers résultats sont satisfaisants, sauf qu'au premier semestre de 1963 certains plans d'investissement n'ont manifestement pas été exécutés.

Dans l'industrie du pétrole, la tendance dégagée par les prévisions est généralement confirmée par les faits. On constate, bien entendu, des différences dans l'intensité des mouvements, surtout au premier semestre de 1960 pour lequel les prévisions avaient été trop optimistes.

Dans l'industrie des papiers et cartons, les seules discordances entre les prévisions et les réalisations concernent le premier semestre de 1959 et de 1960 : les prévisions avaient été trop pessimistes pour la première période et trop optimistes pour la seconde.

Les entreprises de construction ont prévu une réduction de leurs investissements, par rapport à la moyenne de l'année antérieure, pour le second semestre de 1959 et pour les deux semestres de 1962. Or, les investissements effectués pendant ces périodes ont été en augmentation suivant les résultats des enquêtes.

Dans les industries du bois et du cuir, les discordances entre la tendance des prévisions et celle des réalisations ne sont pas nombreuses. Pour la première industrie, elles concernent surtout le second semestre de 1962 et le premier semestre de 1963 pour lesquels les prévisions ont été respectivement trop pessimistes et trop optimistes. Dans le deuxième secteur, les dépenses d'investissement ont accusé une légère tendance à la baisse au premier semestre de 1960 alors qu'une légère hausse était prévue; au second semestre de 1961, les investissements effectués ont marqué une tendance relativement prononcée à la hausse, alors qu'une très légère diminution était prévue.

Enfin, l'industrie de la céramique de construction ne participe à l'enquête que depuis le début de 1961; il est, dès lors, trop tôt pour tirer des conclusions valables en ce qui concerne la valeur des prévisions.

En règle générale, il apparaît donc que les prévisions des participants à l'enquête sur les investissements donnent des indications très intéressantes sur la tendance des investissements; dans la plupart des cas, ces prévisions sont confirmées par les réalisations signalées par les mêmes participants, aussi bien sur le plan des secteurs que sur le plan de l'industrie manufacturière dans son ensemble.

Les réponses des participants relatives aux investissements effectués ne constituent cependant pas une statistique exhaustive des investissements, puisqu'elles ont pour seul but de dégager des tendances. Pour que celles-ci offrent une indication valable, il faut qu'elles ne s'écartent pas trop de la tendance réelle telle qu'elle apparaît dans les statistiques

ex post. En vue de vérifier le degré de concordance entre celles-ci et les résultats des enquêtes, nous avons eu recours aux comptes nationaux publiés par l'Institut National de Statistique pour les années 1953-1962 (1). Comme la première enquête ne couvre que le second semestre de 1958, nous avons limité la période de comparaison aux années 1959-1962.

L'estimation officielle des investissements dans l'industrie, pour les années 1959-1960, est basée principalement sur les résultats des statistiques annuelles de l'Institut National de Statistique, corrigés pour tenir compte des petites entreprises non couvertes par ces statistiques et des nouvelles entreprises. Cette méthode n'a cependant pu être appliquée à tous les secteurs : pour certaines industries, il a fallu se contenter de l'analyse des bilans des sociétés anonymes les plus importantes, tandis que pour un certain nombre de petits secteurs on a tenu compte de l'évolution des investissements dans le secteur dont l'activité est la plus proche. Pour les années 1961 et 1962, les investissements des industries manufacturières repris dans les comptes nationaux ont été établis par voie de sondages portant sur tous les établissements occupant 50 ouvriers ou plus (2).

Bien qu'elle s'efforce de saisir la réalité d'aussi près que possible, la statistique officielle de la formation brute de capital dans l'industrie présente donc certaines imperfections presque inévitables. En outre, la ventilation par secteurs ne coïncide pas exactement avec la délimitation des secteurs adoptés pour les besoins des enquêtes de la Banque. Il paraît néanmoins possible de faire la comparaison pour les secteurs suivants des comptes nationaux (3) :

- 1) sidérurgie et industrie des métaux non ferreux;
- 2) industrie textile;
- 3) industrie des fabrications métalliques et des constructions navales;
- 4) industries du papier, de l'impression et de l'édition;
- 5) industrie du bois et des meubles.

Les résultats de la comparaison sont présentés dans le graphique ci-après.

Le graphique compare, rappelons-le, les résultats d'une statistique *ex post* aux résultats d'une enquête de tendance qui ne cherche pas à fournir des chiffres précis : les résultats chiffrés des enquêtes ont uniquement été calculés en vue d'exprimer le sens de la tendance d'une façon aussi concrète que possible.

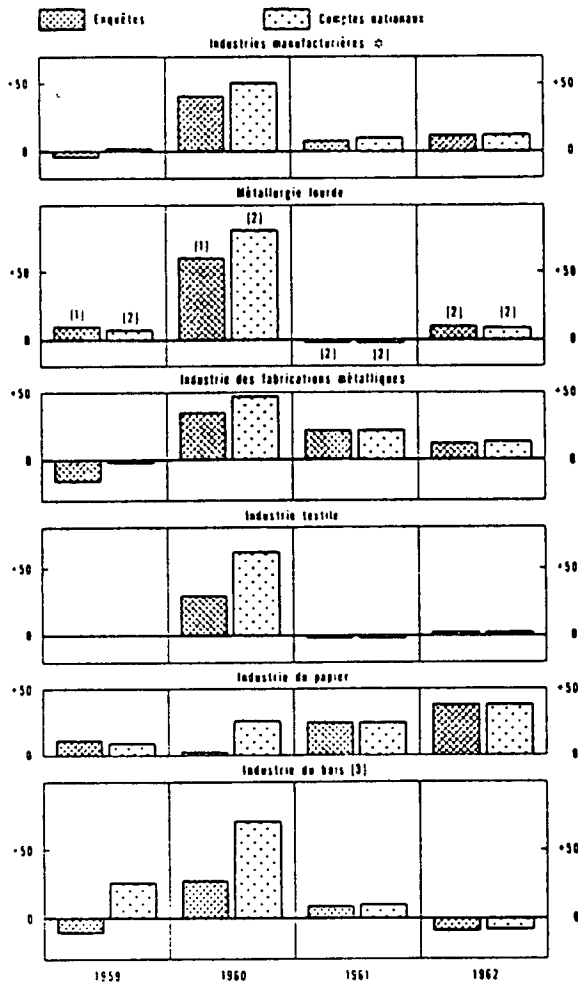
(1) « Comptes nationaux 1953-1962 », *Etudes statistiques et économétriques*, Institut National de Statistique, n° 4, 1963, 143 p.

(2) Voir *ibidem*, p. 72-75.

(3) Voir *ibidem*, p. 114.

**Comparaison des résultats des enquêtes
avec les données correspondantes
des comptes nationaux**

*Variations en pour cent par rapport aux investissements
de l'année précédente*



* A l'exclusion des industries alimentaires, non couvertes par l'enquête de la Banque.
1 Sidérurgie.
2 Sidérurgie et industrie des métaux non ferreux.
3 Les enquêtes s'adressent uniquement au secteur de la transformation.

Compte tenu de cette remarque essentielle sur la nature des deux termes de la comparaison, on constate que les résultats obtenus par l'enquête sont très proches de la réalité. La seule différence dans le sens de l'évolution des investissements apparaît

dans l'industrie du bois en 1959 : l'enquête (qui se limite au secteur de la transformation) signale une diminution des investissements, la statistique officielle (qui englobe l'industrie du bois dans son ensemble), une augmentation.

On observe également une différence dans l'intensité avec laquelle la tendance à la hausse des investissements se manifeste en 1960 : l'accroissement des investissements a été plus fort suivant les comptes nationaux que suivant les résultats chiffrés de l'enquête.

Une comparaison de l'évolution des investissements des industries manufacturières dans leur ensemble ⁽¹⁾, tels qu'ils apparaissent dans les comptes nationaux, avec le mouvement global signalé par les industries manufacturières participant aux enquêtes, donne des résultats tout aussi satisfaisants; les faibles écarts entre les deux séries de chiffres peuvent s'expliquer notamment par le fait que les comptes nationaux comprennent un certain nombre de sous-secteurs non repris dans l'enquête de la Banque.

L'examen critique des résultats de l'enquête semestrielle permet donc de conclure au caractère rigoureux de ceux-ci à la fois comme instrument de prévision de la tendance des investissements au cours des mois prochains et comme source de renseignements *ex post* concernant l'évolution récente des investissements.

Comme l'évolution de la plupart des autres éléments de la formation brute de capital est mieux perceptible par l'observation économique courante (notamment les investissements publics et les investissements en habitations), l'enquête semestrielle de la Banque peut contribuer utilement à saisir de très près la tendance globale de la formation brute de capital dans l'économie.

Il va sans dire qu'elle fournit, au surplus, des indications valables et précieuses sur le climat conjoncturel dans l'industrie belge.

(1) A l'exclusion des industries alimentaires, qui ne sont pas couvertes par l'enquête de la Banque.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de septembre 1963. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

BECQUART F., Etude de la productivité et du problème de son accroissement dans les services administratifs de banque (*Centre d'Etudes bancaires, Bruxelles, Cahier n° 92, juillet 1963, 69 p.*)

Les banques belges au premier semestre 1963. (*Bulletin Economique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 20, octobre 1963, pp. 4-6.*)

VREYS F., Beleidskenmerken en groeitendensen der Belgische Grootbanken. Naschrift. (*Tijd, Anvers, XXXVIII, n° 24, 13 septembre 1963, p. 71.*)

4. FINANCES PUBLIQUES

BOURS E., Les sociétés par actions et la réforme fiscale. (*Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège, VIII, n° 2, 1963, pp. 207-227.*)

BUBLLOT J., La réforme fiscale belge du 20 novembre 1962. Grandes lignes et aspects internationaux. (*La Fiscalité du Marché Commun, Deventer, n° 5, juillet 1963, pp. 107-113.*)

DAOUT R., Le régime fiscal des mesures de rationalisation des entreprises. (*Faculté de Droit, Liège, 1963, 203 p.*)

ILEGEMS G., Enkele beschouwingen over de fiskale hervorming. (*Socialistische Standpunten, Bruxelles, X, n° 4, 1963, pp. 307-313.*)

Impôt des sociétés. Aperçu synthétique de quelques innovations contenues dans la loi sur la réforme fiscale. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, XXXIX, n° 401, octobre 1963, pp. 2061-2075.*)

La réforme fiscale. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 7, juillet 1963, 168 p.*)

Recettes mensuelles en matière d'impôts directs. (*Bulletin des Contributions, Bruxelles, n° 400, août-septembre 1963, pp. 1819-1831.*)

SCAILTEUR C., Principes d'une réforme de la taxe de transmission. (*Recueil général de l'Enregistrement et du Notariat, Bruxelles, CXII, n° 20681 à 20689, pp. 361-366.*)

VAN DE POEL L., La réforme fiscale. Les revenus déjà taxés et les précomptes. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1963, pp. 175-190.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

De quelques contrastes dans les problèmes de placement. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, XVIII, n° 39, 12 octobre 1963, pp. 345-348.*)

Enquête sur les budgets des ménages 1961 (I). (*Etudes statistiques et économétriques, Bruxelles, n° 5, 1963, 107 p.*)

Les bénéfices des sociétés anonymes. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, II, n° 20, octobre 1963, pp. 1-4.*)

Quelques aspects des placements immobiliers. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 36, 21 septembre 1963, pp. 317-321.*)

SKENAZI L., Sur le calcul des investissements avec quelques applications à la gestion industrielle. (*Revue Belge de Statistique et de Recherche Opérationnelle, Bruxelles, IV, n° 1, septembre 1963, pp. 13-31.*)

6. DEMOGRAPHIE

BAUVIR L., L'évolution de la démographie wallonne. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 63, juillet-août 1963, pp. 14-25.*)

CORDY A., Pour une politique familiale et démographique globale. (*Industrie, Bruxelles, XVII, n° 9, septembre 1963, pp. 635-643.*)

SMITS E., Demografisch overzicht 1961 en 1962. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIV, n° 7-8, juillet-août 1963, p. 677-719.*)

7. PRIX ET SALAIRES

COLLARD R., Pour une politique des salaires. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, II, n° 5, septembre 1963, pp. 387-395.*)

DELEECK H. & LAEVAERT W., Nogmaals over het aandeel der lonen en wedden in het nationaal inkomen van België. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIV, n° 9, septembre 1963, pp. 729-752.*)

Enquête sur les salaires dans l'industrie belge. Résultats définitifs pour le mois d'octobre 1962. Résultats provisoires pour le mois d'avril 1963. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, XLIX, n° 7-8, juillet-août 1963, pp. 1577-1595.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

- DALOZE J., Manquons-nous de main-d'œuvre ? (*Revue Générale Belge, Bruxelles, IC, n° 10, octobre 1963, pp. 122-126.*)
- DELETRE G., Le problème des vieux travailleurs. (*Socialisme, Bruxelles, X, n° 59, septembre 1963, pp. 583-589.*)
- DE STAERCKE R., Diminuer le temps de travail ?... (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XVIII, n° 25, 10 octobre 1963, pp. III-VII.*)

9. SECURITE SOCIALE

- DELEECK H., Importance du relèvement du plafond des rémunérations dans le domaine de la distribution verticale des revenus dans le régime des allocations familiales. (*Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, V, n° 7, juillet 1963, pp. 819-828.*)
- RANWEZ A., Réflexions sur la réforme de l'assurance maladie-invalidité. (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XL, n° 7, septembre 1963, pp. 599-610.*)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

- Bijdragen tot de studie van de ruimtelijke welvaartsverschillen in België. II. Bestedingsoptiek, de reële welvaartselementen. (*Uystpruyst, Louvain, 1963, 166 p.*)
- De Belgische economie medio september 1963. (*Tijd, Anvers, XXXVIII, n° 26, 27 septembre 1963, pp. 9-12.*)
- Des modifications aux lois d'expansion économique. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XVIII, n° 23, 20 septembre 1963, pp. 2118-2128.*)
- JACQUEMIN A., L'expansion économique régionale et le projet modifiant la loi du 18 juillet 1959. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, II, n° 5, septembre 1963, pp. 375-379.*)
- La Belgique en 1965. (*Institut Belge d'Information et de Documentation, Bruxelles, 1963, 116 p.*)
- Le Sud-Luxembourg. Enquête préparatoire au plan d'aménagement et de développement. (*Ministère des Travaux Publics, Bruxelles, 1963, 338 p.*)
- LINDEMANS I., De Belgische economie 1962. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LIV, n° 7-8, juillet-août 1963, pp. 649-676.*)
- NOLS E., Dernier coup d'œil sur le premier programme d'expansion. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 63, juillet-août 1963, pp. 39-44.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

- La crise charbonnière belge est-elle surmontée ? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 38, 5 octobre 1963, pp. 333-337.*)
- La nouvelle orientation des cimenteries belges (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 34, 7 septembre 1963, pp. 301-305.*)
- Le commerce extérieur de l'industrie chimique belge en 1962. (*Industrie chimique belge, Bruxelles, XXVIII, n° 9, septembre 1963, pp. 975-978.*)

12. TRANSPORTS

- CORTENBOSCH M., De concessie van de autosnelweg E-3. (*Tijd, Anvers, XXXVIII, n° 23, 6 septembre 1963, pp. 9-13.*)

13. COMMERCE INTERIEUR

- La vente avec primes. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVIII, n° 35, 14 septembre 1963, pp. 309-312.*)
- RAMAEKERS R., Aspects du mouvement coopératif en Belgique. (*Socialisme, Bruxelles, X, n° 59, septembre 1963, pp. 551-567.*)
- VAN FRACEM P., L'étude de marchés - Mythe ou réalité ? (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, II, n° 5, septembre 1963, pp. 355-362.*)
- VAN MEERHAEGHE M., Marktvormen, marktgedrag, marktresultaten in België. (*Story-Scientia, Gand, 1963, XII+346 p.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

- BOOT F. & BOOT J., Pay Interest on Gold ? (*The Banker, Londres, CXIII, n° 452, octobre 1963, pp. 677-680.*)
- Factors Affecting the United States Balance of Payments. (*Compilation of Studies Prepared for the Subcommittee on International Exchange and Payments of the Joint Economic Committee Congress of the United States*) (87th Congress, 2d Session). (*U.S. Government Printing Office, Washington, 1962, III+561 p.*)
- Foreign Long-term Borrowing in the United States. (*Business Conditions, Chicago, septembre 1963, pp. 5-9.*)
- HARROD R., The Dollar. (*Norton, New-York, 2^e édit., 1963, XXXV+156 p.*)
- KERN P., Vers une monnaie unique en Europe ? (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 60, juillet-août 1963, pp. 281-291.*)
- KINDLEBERGER C., La liquidità monetaria internazionale e la futura evoluzione del sistema mondiale dei pagamenti. (*Economia Internazionale, Gènes, XV, n° 3-4, août-novembre 1962, pp. 431-454.*)
- Le marché international de l'argent et la nouvelle législation de l'argent aux Etats-Unis. (*Bulletin économique de la Deutsche Bank, Dusseldorf, n° 4, septembre 1963, pp. 9-12.*)
- Possibilités et limites de la collaboration monétaire internationale. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bâle, n° 4, août 1963, pp. 77-84.*)
- POSTHUMA S., Wandlungen im internationalen Währungssystem. (*Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, Kiel, 1963, 26 p.*)
- ROOSA R., Reforming the International Monetary System. (*Foreign Affairs, New-York, XLII, n° 1, octobre 1963, pp. 107-122.*)
- SAYERS R., Co-operation between Central Banks. (*The Three Banks Review, Edimbourg, n° 59, septembre 1963, pp. 3-25.*)
- The International Role of Private Capital. (*Monthly Economic Letter of the First National City Bank, New-York, septembre 1963, pp. 105-107.*)
- WIEGAND G., New Payments Balance Program Will Not Solve Basic Problem. (*The Commercial and Financial Chronicle, New-York, CXCVIII, n° 6.298, pp. 1.005; 1.031-1.033.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

HOLMES R., The National Farmers Union and the British Negotiations for Membership in the European Economic Community. (*Res Publica, Bruxelles*, V, n° 3, 1963, pp. 276-287.)

JACQUEMYS E., L'Europe des Six et la demande d'admission de la Grande-Bretagne au Marché Commun. (*Institut Universitaire d'Information Sociale et Economique, Bruxelles*, n° 2-3, 1963, 87 p.)

KAUFFMAN J. & von KUNITZKI N., Le programme d'harmonisation fiscale de la C.E.E. (*La Fiscalité du Marché Commun, Deventer*, n° 4, avril 1963, pp. 86-97.)

KERN P., Vers une monnaie unique en Europe ? (*Revue du Marché Commun, Paris*, n° 60, juillet-août 1963, pp. 281-291.)

NICOSIA B., L'investment trust nei paesi della Comunità Economica Europea. (*Bancaria, Rome*, XIX, n° 8, août 1963, pp. 909-919.)

PROCHNOW H., The Common Market and its Implications for the United States. (*First National Bank of Chicago, Chicago*, 1963, 15 p.)

Regional Development in the European Economic Community. (*Political and Economic Planning, Londres*, 1962, 95 p.)

REY J., Les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté Economique Européenne - Opposition ou

partnership - Economie, Politique, Défense. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles*, II, n° 5, septembre 1963, pp. 335-343.)

ROEPKE W., La posizione dell'Europa nel mondo d'oggi. (*Economia Internazionale, Gênes*, XVI, n° 2, mai 1963, pp. 279-289.)

STEINDORFF E., Problèmes des prix imposés dans le Marché Commun. (*Sythoff, Leyde*, 1962, 45 p.)

17. DIVERS

BAETEN J., Het sociaal leven in 1962. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles*, LIV, n° 7-8, juillet-août 1963, pp. 631-647.)

De leasing in België. (*Tijd, Anvers*, XXXVIII, n° 28, 11 octobre 1963, pp. 17-19.)

GUBBELS R., Het voorbehouden van voordelen aan vakbondsleden - Vakbeweging of vakinstelling ? (*Socialistische Standpunten, Bruxelles*, X, n° 4, 1963, pp. 293-306.)

Organisation de la recherche appliquée à Fabrimétal. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimétal, Bruxelles*, n° 901, 12 octobre 1963, pp. 729-733.)

PAELINCK J. & WAELBROECK J., Etude empirique sur l'évolution des coefficients input-output. (*Revue Belge de Statistique et de Recherche Opérationnelle, Bruxelles*, IV, n° 1, septembre 1963, pp. 3-12.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

D'autre part, la législation économique comprend désormais les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Circulaire

relative à l'expansion économique et à la création d'industries nouvelles (Moniteur du 28 septembre 1963, p. 9534).

Loi du 29 mai 1962

portant approbation de la Convention, signée à Bruxelles, le 19 septembre 1960, portant exécution des articles 55 et 56 du Traité instituant l'Union Economique Benelux (Moniteur du 25 septembre 1963, p. 9339).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 26 juin 1963

approuvant les modifications apportées à l'article 9 du règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes (Moniteur du 3 septembre 1963, p. 8578).

Arrêté royal du 28 août 1963

modifiant l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1949 déterminant les conditions auxquelles les avances sont consenties par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique au moyen des capitaux provenant du Fonds B 2 (Moniteur du 26 septembre 1963, p. 9435).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 26 juillet 1963

portant approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de huit arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1962 (Moniteur du 12 septembre 1963, p. 8883).

Arrêté royal du 30 juillet 1963

modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1963, transférant à l'exercice 1963 les crédits d'engagement et les crédits de paiement disponibles au 31 décembre 1962 sur les titres II (dépenses extraordinaires) des budgets de l'exercice 1962 et des budgets extraordinaires de certains exercices antérieurs (Moniteur du 18 septembre 1963, p. 9073).

Arrêté royal du 12 août 1963

Mise à la disposition de divers ministres d'une somme de 35.770.902 francs par prélèvement sur le crédit de 75 millions de francs inscrit à l'article 19-2 du budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1963 (Moniteur du 7 septembre 1963, p. 8755).

Article 1^{er}. — Une somme de 3.470.902 francs (...) en vue du paiement des frais entraînés par l'étude des projets européens de collaboration en matière de recherche spatiale.

Art. 2. — Une somme de 16.000.000 francs (...) à verser sous forme de subvention extraordinaire au Fonds médical de la Recherche scientifique en vue de subventionner les programmes prioritaires dans les domaines de la génétique humaine et de l'enzymologie médicale.

Art. 3. — Une somme de 15.000.000 francs (...) en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective dans les domaines de la biologie moléculaire et de la recherche spatiale.

Art. 4. — Une somme de 1.300.000 francs (...) à verser au Fonds national de la Recherche scientifique, en vue de la formation des chercheurs dans le domaine de la recherche spatiale.

Arrêté ministériel du 9 septembre 1963

relatif à l'émission d'une onzième série d'obligations au porteur par la Caisse autonome des Dommages de guerre (Moniteur du 20 septembre 1963, p. 9165).

Article 1^{er}. — Les obligations au porteur de la onzième série, à délivrer aux ayants droit entre le 1^{er} octobre 1963 et le 30 septembre 1964, porteront intérêt au taux de 5,75 p.c. l'an.

Art. 4. — Les obligations sont amortissables à partir du 1^{er} octobre 1964 jusqu'au 1^{er} octobre 1984 (...).

Arrêté royal du 10 septembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 19 septembre 1963, p. 9112).

Arrêté royal du 16 septembre 1963

transférant des crédits de paiement entre articles relevant du chapitre IV, section A, du titre II (dépenses extraordinaires) du budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1963 (Moniteur du 26 septembre 1963, p. 9419).

Arrêté ministériel du 19 septembre 1963

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 25 septembre 1963, p. 9348).

Arrêté royal du 20 septembre 1963

relatif à deux ouvertures de crédit en dollars des Etats-Unis d'Amérique (Moniteur du 24 septembre 1963, p. 9281).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à contracter avec la Morgan Guaranty Trust Company of New York (...) selon les modalités qui seront fixées dans deux conventions à conclure à cet effet avec cette banque, deux ouvertures de crédit, chacune de cinq millions cinq cent mille dollars des Etats-Unis d'Amérique.

Art. 3. — Pendant la période du 1^{er} octobre 1963 jusqu'à la date du prélèvement du premier crédit ou de la notification donnée par l'Etat belge à la Morgan Guaranty Trust Company of New York et par laquelle l'Etat belge déclarerait renoncer à prélever le crédit, il est alloué à la Morgan Guaranty Trust Company of New York sur le montant de ce premier crédit, une commission d'ouverture de crédit de trois huitièmes pour cent (3/8 p.c.) l'an.

Art. 5. — Les promesses du Trésor portent intérêt au taux de 5 p.c. l'an à compter de la date de leur émission. Les intérêts sont payables trimestriellement à terme échu; ceux courus depuis la dernière échéance trimestrielle jusqu'à la date de remboursement des promesses, sont payables à cette dernière date.

Art. 8. — Le principal et les intérêts des promesses, ainsi que la commission visée à l'article 3, sont exempts de tous impôts et taxes, présents et futurs, au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

Art. 9. — Au cas où à l'avenir l'Etat belge affecterait à titre de gage au profit d'emprunts extérieurs certains revenus ou actifs déterminés, l'Etat belge s'engage à accorder aux promesses à émettre en vertu du présent arrêté les mêmes privilèges sur ces mêmes revenus ou actifs donnés en garantie.

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 29 juillet 1963

complétant l'arrêté royal du 24 mai 1954 coordonnant et modifiant les arrêtés relatifs aux statistiques annuelles de la production industrielle (Moniteur du 11 septembre 1963, p. 8857).

Arrêté royal du 12 août 1963

modifiant et complétant l'arrêté royal du 13 avril 1959 prescrivant une statistique annuelle de la production dans l'industrie de l'impression, du brochage et de la reliure (Moniteur du 3 septembre 1963, p. 8571).

Arrêté ministériel du 30 août 1963

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 7 septembre 1963, p. 8759).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 23 août 1963

rendant obligatoire la décision du 18 décembre 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, concernant la réduction de la durée du travail dans les tueries de volaille (Moniteur du 4 septembre 1963, p. 8631).

Arrêté royal du 9 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 20 mai 1963 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire relative à la réduction de la durée du travail dans les boucheries, charcuteries et triperies (Moniteur du 20 septembre 1963, p. 9172).

Arrêté royal du 9 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 20 mai 1963 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire modifiant sa décision du 23 mars 1959 relative à la réduction de la durée du travail dans les boulangeries artisanales, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juin 1959 (Moniteur du 20 septembre 1963, p. 9171).

Arrêté royal du 9 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 26 juin 1963 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage relative à la réduction de la durée du travail dans les blanchisseries, lavoirs et entreprises de repassage, ainsi que dans leurs dépôts et « shops » (Moniteur du 20 septembre 1963, p. 9174).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 26 juillet 1963

portant approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de huit arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1962 (Moniteur du 12 septembre 1963, p. 8883).

Arrêté ministériel du 30 août 1963

relatif aux importations et exportations par la frontière belgo-luxembourgeoise (Moniteur du 10 septembre 1963, p. 8813).

Arrêté royal du 3 septembre 1963

relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue (Moniteur du 7 septembre 1963, p. 8761).

Arrêté ministériel du 13 septembre 1963

relatif à l'importation de porcs (Moniteur du 28 septembre 1963, p. 9520).

Arrêté royal du 10 septembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 19 septembre 1963, p. 9112).

Arrêté ministériel du 19 septembre 1963

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 25 septembre 1963, p. 9348).

9. — TRANSPORTS

Arrêté royal du 16 juillet 1963

modifiant l'arrêté royal du 10 septembre 1930 portant extension de la rade d'Anvers (Moniteur du 4 septembre 1963, p. 8640).

Loi du 30 juillet 1963

portant approbation du Traité d'Amitié, d'Etablissement et de Navigation entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 21 février 1961 (Moniteur du 21 septembre 1963, p. 9211).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 12 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 21 décembre 1962 de la Commission paritaire nationale du transport fixant les salaires horaires minimums et les conditions de travail des ouvriers des entreprises de déménagement et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 4 septembre 1963, p. 8619).

les meuneries (Moniteur du 10 septembre 1963, p. 8820).

Arrêté royal du 18 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 4 décembre 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs modifiant la décision du 27 mars 1958 de la même commission fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juin 1958 (Moniteur du 4 septembre 1963, p. 8621).

Arrêté royal du 12 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 3 avril 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie hôtelière réglant les conditions de travail du personnel occupé dans les entreprises qui relèvent de cette commission (Moniteur du 5 septembre 1963, p. 8666).

Arrêté royal du 18 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 26 avril 1963 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de grès et de quartzite pour tout le territoire du Royaume à l'exception de la province de Liège, fixant les salaires des travailleurs occupés dans les entreprises relevant de sa compétence (Moniteur du 4 septembre 1963, p. 8624).

Arrêté royal du 12 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 18 décembre 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire fixant les conditions de travail dans

Arrêté royal du 18 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 29 mai 1963 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique qui modifie sa décision du 23 novembre 1962 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 8 mars 1963, fixant les conditions de travail des travailleurs occupés dans les entreprises d'installation électrique (Moniteur du 5 septembre 1963, p. 8671).

Arrêté royal du 18 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 8 mai 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie verrière fixant certaines conditions de travail des ouvriers et ouvrières de l'industrie de la miroiterie et de la fabrication de vitraux d'art (Moniteur du 6 septembre 1963, p. 8709).

Arrêté royal du 29 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 29 mai 1963 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique fixant les salaires des ouvriers occupés dans les entreprises artisanales de la transformation des métaux (Moniteur du 4 septembre 1963, p. 8627).

Arrêté royal du 29 juillet 1963

rendant obligatoire la décision du 7 février 1963 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux, concernant la classification professionnelle et les salaires minimums des travailleurs occupés dans les entreprises de fabrication de chaussures et de pantoufles et de leurs parties en cuir (Moniteur du 12 septembre 1963, p. 8896).

Arrêté royal du 23 août 1963

rendant obligatoire la décision du 18 avril 1963 de la Commission paritaire nationale des magasins d'alimentation à succursales multiples modifiant la décision du 4 décembre 1961 de la même commission, fixant les conditions de travail et de rémunération des employés et des gérants des entreprises relevant de ladite commission paritaire, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 juillet 1962 (Moniteur du 7 septembre 1963, p. 8774).

Arrêté royal du 23 août 1963

rendant obligatoire la décision du 20 mai 1963 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire rattachant les salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 13 septembre 1963, p. 8944).

Arrêté royal du 5 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 29 mai 1963 de la Commission paritaire nationale de la construction métallique qui modifie la décision du 23 novembre 1962 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 mars 1963 fixant les conditions de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de construction de carrosserie (Moniteur du 20 septembre 1963, p. 9169).

Arrêté royal du 5 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 27 juin 1963 de la Commission paritaire nationale de la construction modifiant la décision du 27 avril 1962 de la même commission relative aux conditions de travail applicables dans les entreprises qui relèvent de cette commission, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 20 novembre 1962 (Moniteur du 21 septembre 1963, p. 9226).

Arrêté royal du 9 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 20 mai 1963 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires minimums des ouvriers de la boulangerie artisanale (Moniteur du 26 septembre 1963, p. 9413).

Arrêté royal du 9 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 20 mai 1963 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire fixant les salaires horaires minimums des ouvriers de la viande (Moniteur du 26 septembre 1963, p. 9415).

Arrêté royal du 9 septembre 1963

rendant obligatoire la décision du 26 juin 1963 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil, fixant les salaires dans les couperies de poil (Moniteur du 28 septembre 1963, p. 9523).

Arrêté royal du 12 septembre 1963

fixant le salaire annuel moyen des marins de la marine marchande pour l'application de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer (Moniteur du 24 septembre 1963, p. 9284).

Arrêté royal du 23 septembre 1963

fixant les salaires des receveurs de l'enregistrement et des domaines en matière de privilège agricole (Moniteur du 27 septembre 1963, p. 9467).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 9 août 1963

modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (Moniteur du 7 septembre 1963, p. 8770).

Arrêté royal du 4 septembre 1963

complétant les articles 41 et 57bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 17 septembre 1963, p. 9031).

Arrêté ministériel du 2 septembre 1963

modifiant les articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1955 portant exécution de l'arrêté royal organique de l'assurance maladie-invalidité et des conventions bilatérales et multilatérales de sécurité sociale en ce qu'elles visent l'assurance maladie-invalidité (Moniteur du 14 septembre 1963, p. 8985).

Arrêté royal du 5 septembre 1963

modifiant l'article 106ter de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National de l'Emploi (Moniteur du 28 septembre 1963, p. 9522).

Arrêté royal du 3 septembre 1963

modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 17 septembre 1963, p. 9030).

Arrêté royal du 16 septembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1954 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer (Moniteur du 26 septembre 1963, p. 9412).

Arrêté royal du 4 septembre 1963

modifiant l'arrêté royal du 5 avril 1958 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur du 14 septembre 1963, p. 8981).

Arrêté royal du 16 septembre 1963

portant majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 26 septembre 1963, p. 9412).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Décision de la Commission du 30 juillet 1963
(63/503/C.E.E.)**

portant autorisation au Royaume de Belgique d'introduire un contingent tarifaire pour le plomb brut (Journal Officiel du 4 septembre 1963, p. 2331/63).

**Décision de la Commission du 31 juillet 1963
(63/506/C.E.E.)**

relative aux recours du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas à l'article 115, alinéa 1, du Traité C.E.E., pour exclusion du traitement communautaire les engrais minéraux ou chimiques azotés de la position 31.02 B du tarif douanier commun originaires de pays tiers et mis en libre pratique dans les autres Etats membres (Journal Officiel du 4 septembre 1963, p. 2335/63).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1960	1961	1962
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.178	9.190	9.251
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.906	5.921	
dont : Hommes	»	2.902	2.928	2.937	
Femmes	»	2.948	2.978	2.984	
Population active ¹ :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.504	3.525	3.571
dont : Agriculture	»	423	257	249	240
Industries extractives	»	191	131	115	105
Industries manufacturières	»	1.311	1.203	1.235	1.259
Bâtiments et construction	»	197	241	249	263
Transports	»	243	240	243	241
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.312	1.339	1.386
Chômeurs complets	»	92	120	95	77

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1958	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Rémunération des salaires ¹										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	105,9	108,8	115,1	124,2	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,0
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	7,8	8,2	8,7	9,5	10,1	10,7	10,6	11,8	12,5	13,5
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	16,3	16,9	18,5	20,3	23,4	23,9	23,6	26,2	28,9	31,8
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	42,8	44,7	47,7	49,8	52,6	57,6	59,1	63,0	64,3	69,7
e) Corrections et compléments	12,0	11,9	11,9	13,8	17,2	16,9	16,5	20,0	17,7	18,8
Total ...	184,8	190,5	201,9	217,6	239,0	246,3	246,6	265,8	276,1	299,8
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	19,9	19,5	20,3	19,5	22,8	21,1	22,2	22,9	26,6	23,6
b) Professions libérales ¹	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3	13,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5	83,0
d) Revenu des sociétés de personnes ²	4,9	5,3	6,0	6,4	6,1	5,5	5,9	6,4	7,0	7,3
e) Ajustement statistique	2,1	1,9	1,2	1,7	3,2	3,0	2,4	3,3	1,5	1,0
Total ...	101,7	105,3	108,6	111,5	115,3	113,6	116,5	121,9	127,9	128,7
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	10,4	11,4	12,4	13,5	14,4	15,8	17,1	19,1	20,8	23,0
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	29,4	32,9	33,5	33,7	34,1	34,1	34,3	34,1	34,2	34,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	9,1	9,3	11,0	12,5	13,4	12,2	11,4	13,2	14,6	15,5
Total ...	48,9	53,6	56,9	59,7	61,9	62,1	62,8	66,4	69,6	72,5
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	6,8	9,5	12,3	13,3	10,2	7,2	10,6	11,4	13,9	13,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,3	6,8	6,7	8,3	8,7	7,8	7,6	9,2	8,9	8,9
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	3,4	4,0	4,0	4,2	5,1	4,2	4,4	5,3	5,0	5,3
7. Intérêt de la dette publique	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7	-16,8
Revenu national net au coût des facteurs	344,1	360,5	380,3	403,6	428,5	429,4	436,0	465,5	484,7	512,3
8. Amortissements	33,6	35,8	38,5	42,3	43,5	44,2	46,2	48,0	50,0	53,2
Revenu national brut au coût des facteurs	377,7	396,3	418,8	445,9	472,0	473,6	482,2	513,5	534,7	565,5
9. Impôts indirects	40,7	41,7	46,2	50,8	54,2	55,2	60,1	65,2	73,2	79,5
10. Subsidés	- 3,4	- 5,0	- 4,1	- 6,5	- 6,5	- 6,9	- 6,4	- 6,5	- 6,7	- 7,8
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

¹ Avant taxation.
² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHE

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

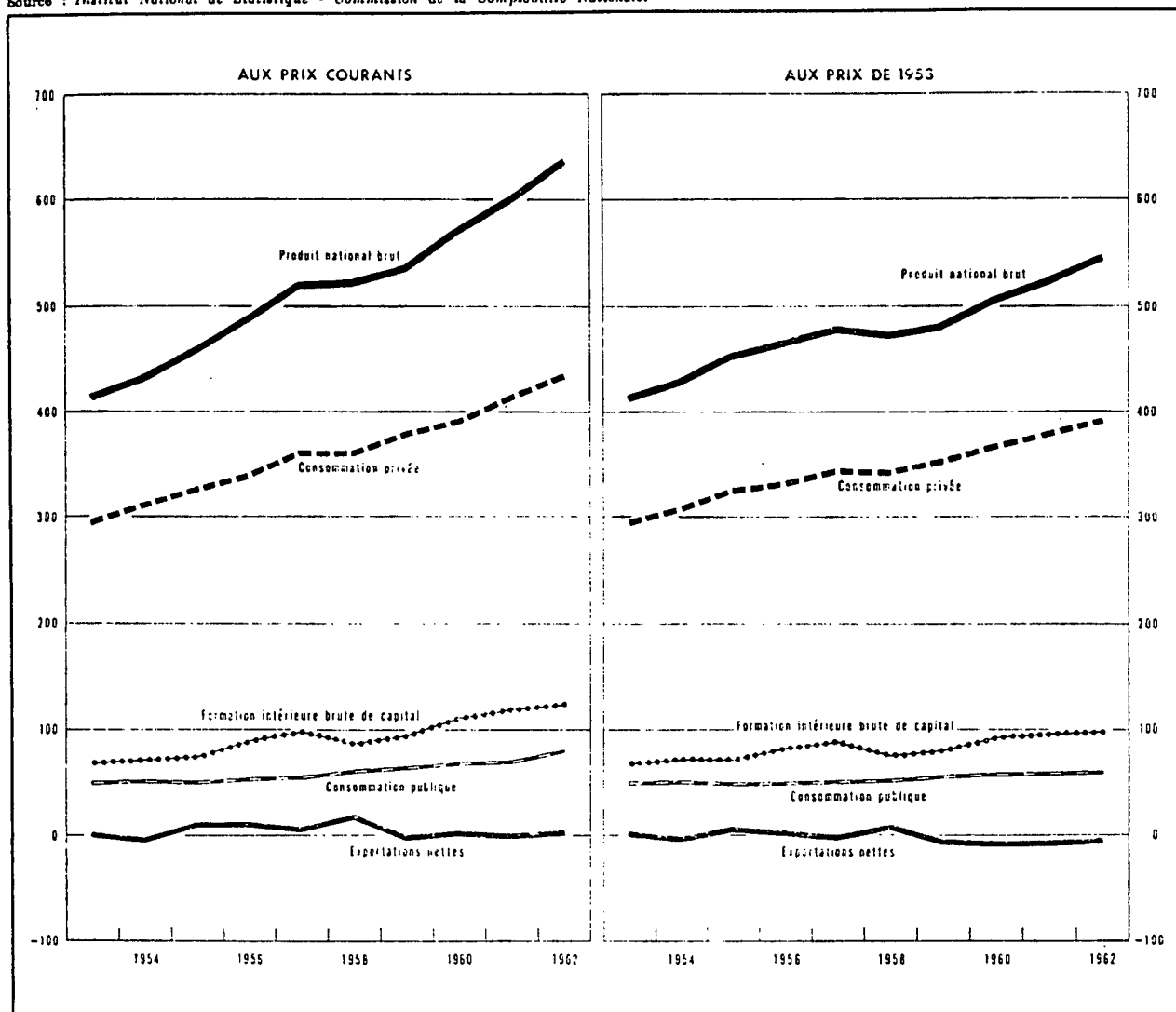
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Agriculture, sylviculture et pêche	31,3	31,2	32,6	31,8	35,5	33,8	35,1	36,2	40,0	37,1
2. Industries extractives	17,6	16,8	17,8	18,6	21,2	18,2	14,3	14,0	13,6	13,7
3. Industries manufacturières										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,7	38,9	39,4	41,1	41,6	42,3	43,5	44,6	47,2	48,7
b) Textiles	13,0	13,9	13,6	14,9	15,8	13,0	14,2	15,6	16,2	16,7
c) Vêtements et chaussures	5,5	5,7	6,0	6,3	6,9	6,6	6,9	7,3	8,0	8,6
d) Bois et meubles	4,3	4,3	4,8	5,0	5,3	5,6	5,6	5,7	6,8	7,9
e) Papier, impression, édition	5,9	6,6	6,6	6,9	7,4	7,5	7,8	8,5	9,3	9,6
f) Industries chimiques et activités connexes	10,6	11,9	12,3	13,4	13,3	12,9	13,7	14,5	15,4	17,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	5,8	6,1	7,0	7,5	8,0	7,8	9,0	10,1	10,4	11,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	12,0	10,5	14,2	14,9	15,4	13,6	14,5	18,7	17,2	17,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	27,4	29,2	29,4	31,6	35,2	33,7	33,2	36,8	41,3	45,9
j) Industries non dénommées ailleurs	9,3	10,0	10,9	11,7	12,5	12,6	13,2	14,8	15,5	16,8
<i>Total des industries manufacturières (rub. 3)</i>	<i>131,5</i>	<i>137,1</i>	<i>144,2</i>	<i>153,3</i>	<i>161,4</i>	<i>155,6</i>	<i>161,6</i>	<i>176,6</i>	<i>187,3</i>	<i>200,5</i>
4. Construction	29,0	31,0	30,8	34,0	39,9	38,0	40,2	43,1	45,8	49,5
5. Electricité, gaz et eau	8,4	9,1	9,1	9,7	10,2	10,8	10,7	11,1	11,6	12,6
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation										
a) Commerce	45,6	46,6	50,8	53,7	56,6	58,0	63,7	67,2	72,5	79,1
b) Services financiers et assurances ...	8,9	9,4	11,5	12,0	13,0	13,4	15,0	16,0	17,3	19,2
c) Immeubles d'habitation	30,8	34,7	35,6	36,3	37,0	37,5	38,0	38,4	38,9	39,3
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>85,3</i>	<i>90,7</i>	<i>97,9</i>	<i>102,0</i>	<i>106,6</i>	<i>108,9</i>	<i>116,7</i>	<i>121,6</i>	<i>128,7</i>	<i>137,6</i>
7. Transports et communications	30,3	30,8	33,7	37,0	38,0	38,7	40,9	44,1	46,1	47,4
8. Services	81,5	84,7	89,7	93,7	100,1	107,6	110,6	117,0	121,9	128,1
9. Corrections	-3,7	-2,5	-0,3	2,4	-1,2	2,7	0,9	1,7	-0,2	5,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	411,2	428,9	455,5	482,5	511,7	514,3	531,0	565,4	594,8	631,9
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	3,8	4,1	5,4	7,7	8,0	7,6	4,9	6,8	6,4	5,3
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,2

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses

(Système normalisé)

(Milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique - Commission de la Comptabilité Nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée										
a) Produits alimentaires	88,7	91,9	94,2	99,4	102,6	103,5	106,9	108,2	113,0	119,1
b) Boissons et tabac	23,0	22,8	23,6	24,0	26,1	27,2	28,3	29,1	30,5	31,0
c) Vêtements et autres effets personnels	29,4	31,1	34,1	34,7	36,4	36,5	37,7	39,1	40,5	42,0
d) Loyers, taxes, eau	38,1	42,6	44,1	45,1	46,6	47,5	48,7	49,4	50,3	51,2
e) Chauffage et éclairage	15,5	16,3	17,3	19,0	20,4	18,9	18,8	19,7	20,0	24,4
f) Articles ménagers durables	20,8	22,1	23,7	25,6	28,7	27,0	28,7	32,9	34,6	36,9
g) Entretien de la maison	13,9	14,6	15,2	16,0	17,1	17,5	18,3	18,9	19,5	20,3
h) Soins personnels et hygiène	16,2	17,0	17,7	18,5	19,8	22,1	23,6	25,3	26,8	28,6
i) Transports et communications	21,1	22,9	24,7	27,0	29,2	29,3	31,3	35,4	36,0	37,5
j) Loisirs	22,8	23,2	24,3	25,3	27,4	30,3	29,5	29,6	31,5	32,5
k) Autres dépenses et ajustement statistique	6,5	6,1	7,0	4,0	4,3	- 1,8	6,9	4,1	10,4	9,3
Total ...	296,0	310,6	325,9	338,6	358,6	358,0	378,7	391,7	413,1	432,8
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	31,9	33,5	35,7	37,0	39,3	43,3	45,3	49,3	51,1	55,4
b) Biens et services	17,7	16,6	13,6	14,5	14,4	15,4	16,5	17,6	17,4	21,0
c) Loyer net imputé	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0
Total ...	51,3	51,9	51,2	53,5	55,9	61,0	64,3	69,5	71,4	79,5
3. Formation intérieure brute de capital										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	3,2	3,3	3,8	3,9	4,0	3,8	4,0	4,5	4,9	4,7
b) Industries extractives	2,4	2,5	2,2	3,0	3,0	2,7	1,9	1,5	1,4	1,4
c) Industries manufacturières	13,9	14,0	16,7	20,1	20,0	18,3	18,7	26,4	28,8	31,9
d) Construction	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	3,7
e) Electricité, gaz et eau	3,4	3,5	4,1	4,6	5,0	4,9	6,0	4,8	4,2	5,4
f) Commerce, banques, assurances	4,4	4,6	4,8	5,3	5,5	4,9	5,5	6,2	6,6	7,0
g) Immeubles d'habitation	18,3	22,2	20,6	23,0	31,2	26,0	29,7	33,1	35,9	36,5
h) Transports et communications	9,1	9,3	10,7	12,1	11,9	13,4	12,8	14,4	13,0	12,8
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	6,6	7,4	8,3	9,1	8,4	8,9	12,2	12,3	12,4	14,9
j) Autres services	2,0	2,1	2,2	2,4	2,5	2,5	2,7	2,9	3,3	3,4
k) Variations de stocks	1,8	2,9	-0,4	4,0	6,6	0,8	-1,2	3,7	4,2	3,3
l) Ajustement statistique	-0,3	-0,4	-0,5	-1,3	-1,5	- 2,1	-1,5	-2,4	-0,8	-1,7
Total ...	66,3	73,1	74,3	83,3	98,9	86,0	93,1	110,0	117,2	123,3
4. Exportations nettes de biens et services										
a) Exportations totales	121,9	129,0	155,2	179,6	184,4	177,1	176,1	199,8	214,3	231,4
b) Importations totales	120,5	131,6	145,7	169,8	178,1	160,2	176,3	198,8	214,8	229,8
c) Exportations nettes	+1,4	-2,6	+9,5	+9,8	+6,3	+16,9	-0,2	+1,0	-0,5	+1,6
Produit national brut aux prix du marché	415,0	433,0	460,9	490,2	519,7	521,9	535,9	572,2	601,2	637,3

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1953, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
1. Consommation privée									
a) Produits alimentaires	101	106	108	108	111	111	114	118	120
b) Boissons et tabac	100	104	104	112	111	116	118	124	126
c) Vêtements et autres effets personnels	106	117	119	120	119	122	124	128	132
d) Loyers, taxes, eau	102	105	105	106	107	108	109	110	110
e) Chauffage et éclairage	105	111	118	117	108	110	117	121	147
f) Articles ménagers durables	108	118	125	134	125	133	158	162	171
g) Entretien de la maison	105	108	111	114	115	118	119	120	123
h) Soins personnels et hygiène	105	108	111	113	123	128	134	138	145
i) Transports et communications	109	118	124	129	131	137	149	151	160
j) Loisirs	101	105	106	111	117	114	114	120	121
Total ...	104	110	112	116	115	119	124	128	133
2. Consommation publique									
a) Rémunérations et pensions	106	109	109	109	114	121	122	124	126
b) Biens et services	94	74	76	72	79	84	89	87	103
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	97	103	110	116	122	126	136	147	162
Total ...	101	97	97	97	102	108	111	112	119
3. Formation intérieure brute de capital									
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	99	112	111	109	99	103	112	120	111
b) Industries extractives	102	88	111	104	93	63	51	44	44
c) Industries manufacturières	100	115	130	121	109	111	152	165	172
d) Construction	111	112	126	131	106	133	145	184	195
e) Electricité, gaz et eau	102	115	122	125	120	148	115	100	120
f) Commerce, banques, assurances	104	103	110	108	96	108	117	128	126
g) Immeubles d'habitation	121	109	117	147	117	133	146	153	148
h) Transports et communications	103	115	123	115	129	123	139	123	119
i) Pouvoirs publics et enseignement ...	112	123	128	109	110	150	148	145	164
j) Autres services	104	103	110	108	107	116	121	136	135
Total ...	111	109	124	132	111	120	140	145	146
4. Exportations nettes de biens et services									
a) Exportations totales	111	128	141	141	144	149	166	179	195
b) Importations totales	114	125	141	144	140	156	175	186	202
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1953)	103,8	109,6	112,3	115,4	114,2	116,2	122,5	126,5	131,5

Références bibliographiques :

Population : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).
 Revenu national et P.N.B. : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juin 1963, p. 1121. — Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.) — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)	Construction		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques					Construction de matériel de transport
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	99,2	97,8	106,9	
1961 3 ^e trimestre ..	100,1	66,4	104,8	107,5	108,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
1961 4 ^e trimestre ..	100,9	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1962 1 ^{er} trimestre ..	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
1962 2 ^e trimestre ..	102,4	62,2	105,3	105,6	107,3	125,2	113,7	99,8	96,7	107,3	
1962 3 ^e trimestre ..	103,8	61,5	106,0	105,2	108,3	127,7	112,9	101,1	97,2	109,5	
1962 4 ^e trimestre ..	103,0	61,6	106,6	105,7	112,3	130,3	114,4	100,2	99,1	110,0	
1963 1 ^{er} trimestre ..	98,2	60,0	105,8	103,4	113,1	127,4	113,8	97,1	99,1	83,9	
1962 Mars	100,5	62,6	104,9	105,9	109,2	124,8	117,3	96,3	98,0	101,9	
1962 Avril	101,1	62,6	105,0	105,6	107,9	125,7	113,7	98,0	96,9	104,7	
1962 Mai	102,0	62,2	105,3	105,7	107,4	124,6	114,1	100,1	96,7	109,3	
1962 Juin	104,2	61,9	105,6	105,4	106,7	125,2	113,4	101,2	96,6	107,9	
1962 Juillet	104,0	61,8	105,3	104,9	107,0	125,8	113,0	101,0	97,0	107,8	
1962 Août	104,1	61,4	105,8	104,9	107,2	128,1	112,8	101,1	97,2	110,3	
1962 Septembre	103,2	61,2	106,8	105,8	110,7	129,3	112,9	101,3	97,5	110,3	
1962 Octobre	103,4	61,6	106,9	105,8	110,3	130,9	113,7	101,9	99,3	110,9	
1962 Novembre	103,1	62,0	106,7	105,9	113,2	130,2	116,3	98,4	98,9	109,8	
1962 Décembre	102,6	61,2	106,2	105,4	113,5	129,7	113,3	100,3	99,1	109,4	
1963 Janvier	97,0	59,4	105,9	105,7	112,3	126,5	115,9	96,0	99,0	77,0	
1963 Février	94,5	60,0	105,2	105,1	111,8	127,7	112,9	96,2	98,7	64,9	
1963 Mars	103,2	60,7	106,3	99,5	115,1	128,1	112,6	99,1	99,5	109,9	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	306	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 6	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1962 1 ^{er} trimestre	* 60	140,9	74,6	66,3	2.818	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
1962 2 ^e trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
1962 3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
1962 4 ^e trimestre	62	90,1	39,8	50,3	1.845	15,4	7,1	6,5	17,1	15,7	13,0
1963 1 ^{er} trimestre	65	176,1	47,0	129,1	3.816	16,9	12,0	3,4	22,3	16,6	12,2
1963 2 ^e trimestre	61	44,1	30,0	14,1	897	15,0	5,9	7,2	10,1	18,3	19,6
1963 3 ^e trimestre	63	35,4	24,7	10,7	743	15,4	5,8	7,4	7,9	13,6	18,9
1962 Octobre	19	51,0	34,4	16,6	918	13,5	5,6	8,0	12,8	20,9	14,8
1962 Novembre	20	65,6	39,0	26,6	1.313	15,2	4,7	6,5	17,1	14,1	12,9
1962 Décembre	23	143,6	44,7	98,9	3.303	17,2	8,3	5,1	21,3	12,1	11,4
1963 Janvier	20	245,7	50,9	194,8	4.914	17,1	14,8	3,0	25,9	14,8	10,2
1963 Février	20	219,4	49,9	169,5	4.387	16,6	13,5	3,1	24,3	13,2	11,0
1963 Mars	25	85,8	41,6	44,2	2.146	17,0	5,9	4,3	16,8	21,7	15,5
1963 Avril	18	49,1	33,5	15,6	884	13,7	5,8	6,6	12,3	21,2	19,5
1963 Mai	19	45,1	31,1	14,0	857	14,7	5,7	7,3	10,2	18,3	19,4
1963 Juin	24	39,5	26,6	12,9	949	16,9	6,2	7,7	7,8	15,3	19,9
1963 Juillet	19	35,8	25,1	10,7	680	14,9	6,0	7,1	8,0	12,0	17,8
1963 Août	19	34,9	24,2	10,7	663	14,6	5,0	7,5	7,5	13,2	18,2
1963 Septembre	25	35,4	24,8	10,6	886	16,5	6,3	7,6	8,4	16,6	19,8
1963 Octobre	19	36,3	25,1	11,2							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de jours de chômage par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

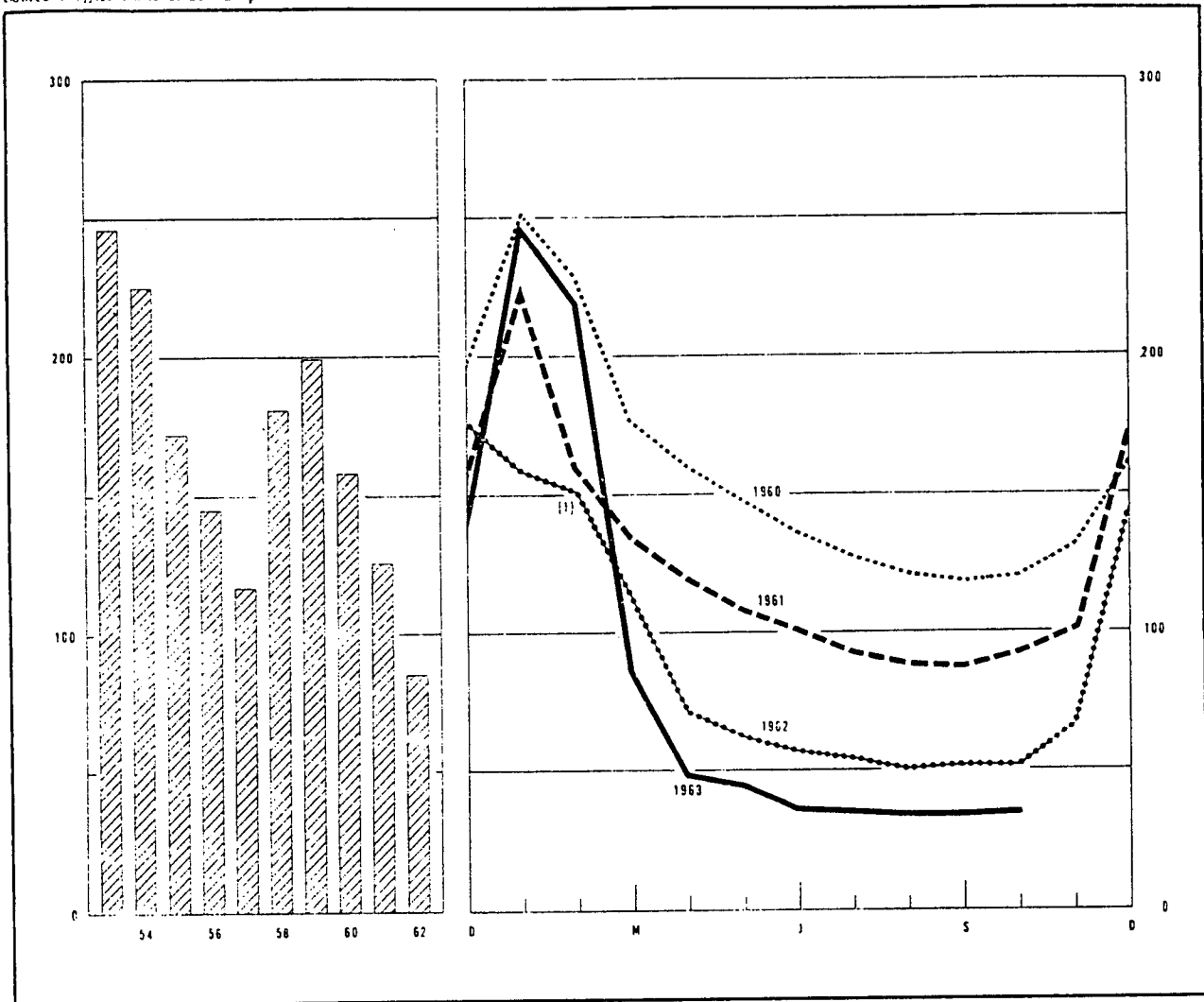
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1960	1961	1962	1963
1954	225	319	219	179	179	Janvier	252	226	158	246
1955	172	280	152	116	137	Février	229	160	151 ¹	219
1956	145	247	122	95	115	Mars	177	135	113	86
1957	117	144	96	88	138	Avril	161	120	71	49
1958	181	204	166	149	204	Mai	148	109	62	45
1959	199	292	182	150	171	Juin	137	102	57	40
1960	158	221	149	123	137	Juillet	128	93	54	36
1961	126	177	111	90	124	Août	122	89	50	35
1962 ¹	85	141	64	52	90	Septembre	119	88	51	35
1963	176	44	35			Octobre	121	93	51	36
						Novembre	132	102	66	
						Décembre	162	176	144	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).
¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	274	272	260	260	296	275	273	256	252
dont : froment	184	191	188	208	219	201	203	206	209
seigle	82	74	68	66	69	62	63	44	39
Céréales non panifiables	233	234	254	238	240	256	252	263	260
Plantes industrielles	95	98	99	92	94	89	96	92	93
Plantes racines et tuberculifères	163	152	151	145	141	143	131	120	116
Légumes cultivés pour la graine	13	13	14	13	12	12	11	11	10
Prés et prairies	815	815	818	814	811	827	819	821	829
Divers	149	147	132	137	128	133	134	142	135
Total ...	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.705	1.695
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	575	714	597	751	779	793	773	722	^p 835
Autres céréales	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992	1.063
Betteraves sucrières	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703	2.053
Lin (graines et paille)	236	272	235	182	170	125	214	196	231
Chicorée à café	109	95	54	51	56	44	55	60	37
Pommes de terre	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.789	1.872
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	208	195	189	182	178	170	159	148	141
Total des bovidés	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832
dont : vaches laitières et de trait	971	985	973	976	995	1.012	1.023	1.025	1.051
Porcs	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	381	392	400	391	412	424	441	429	462

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Aiglefin	448	546	519	445	374	232	262	285	300
Cabillaud	715	870	764	662	834	653	689	698	868
Plie	378	392	379	427	451	381	390	291	346
Sole	465	323	299	289	815	257	350	314	347
Raie	241	312	314	356	337	342	323	328	310
Hareng	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409	273
Crevettes	122	178	266	84	64	89	39	80	48

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole (F.A.O.).

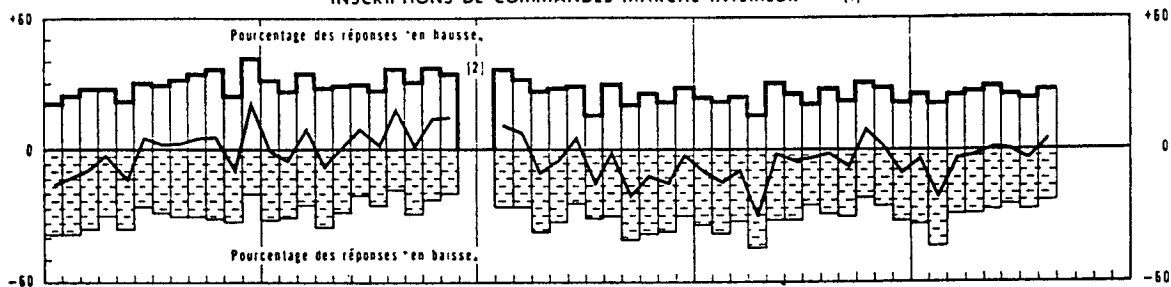
IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

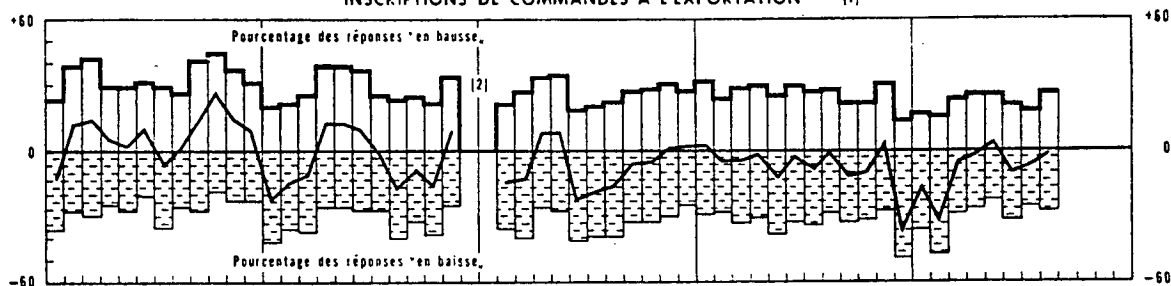
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

— Solde des pourcentages des réponses, abstraction faite des inchangés.

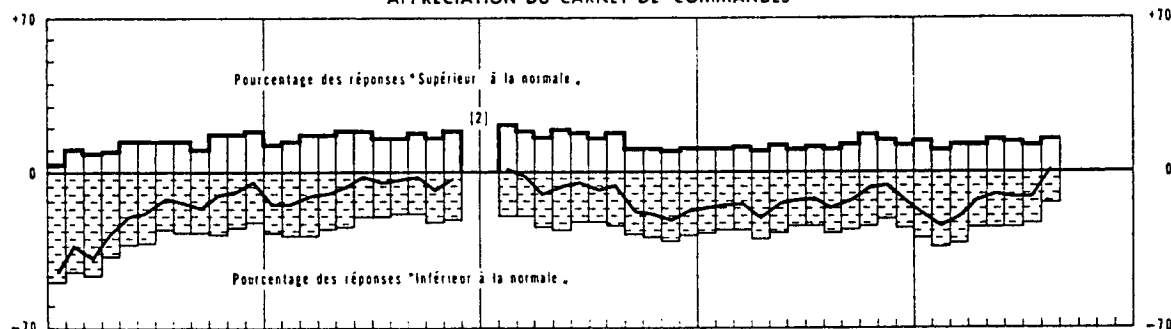
INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



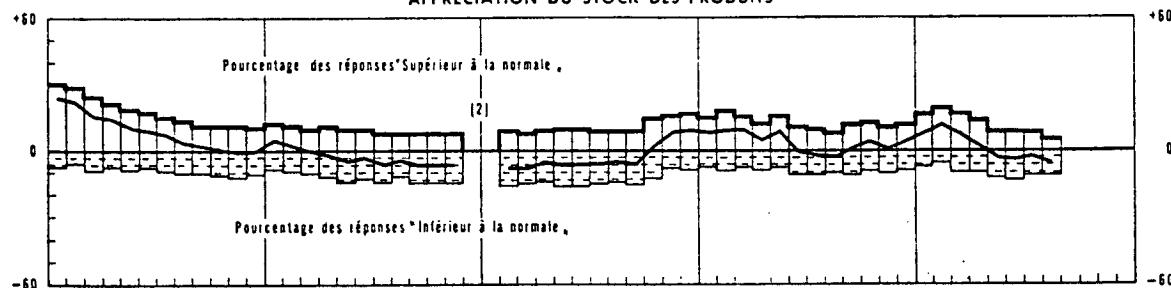
INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



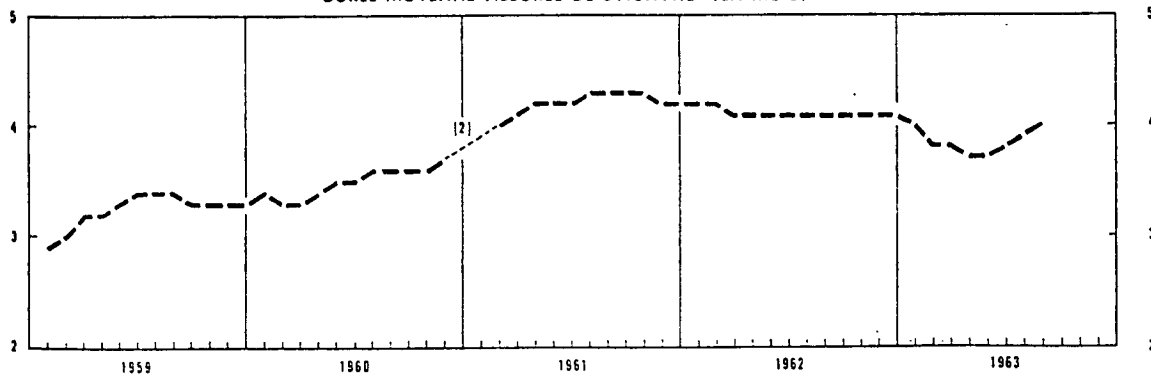
APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS



DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

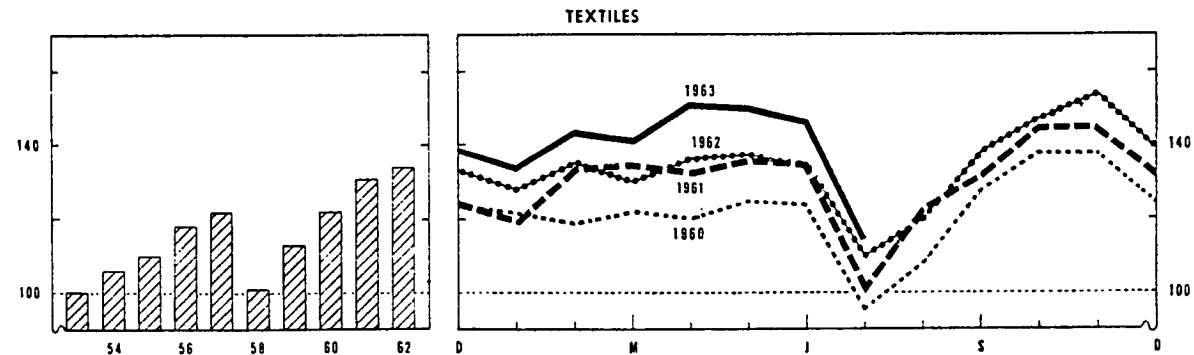
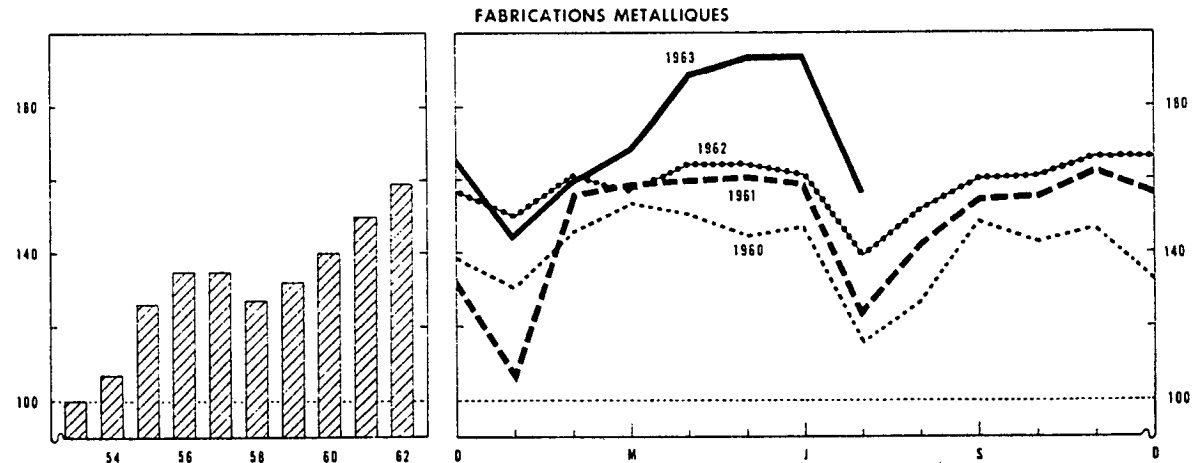
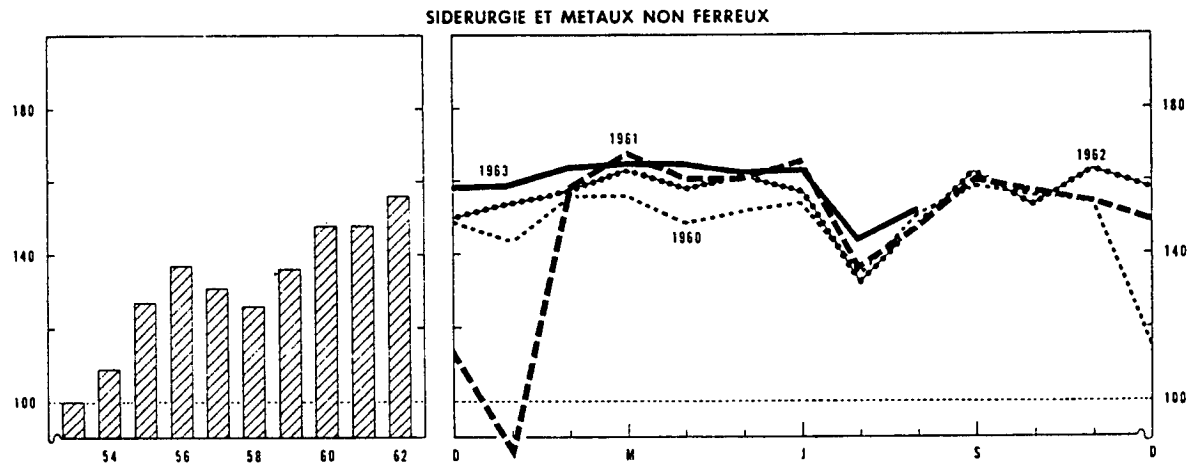
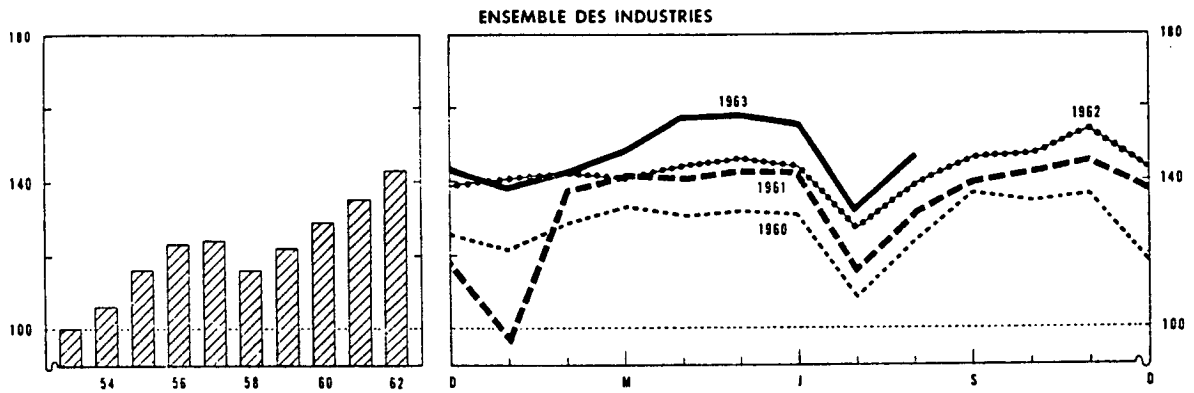


1 Pourcentage du nombre de réponses, pondérées par les chiffres d'affaires, qui indiquent la variation du mois par rapport au mois précédent. Les mouvements saisonniers ont été éliminés.

2 Grèes dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

Base 1953 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (8) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mises en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	n.d.	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	n.d.	92	168
1956	2.463	179	85	2.777	841	987	n.d.	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	445	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	542	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	546	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	579	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.479	1.090	1.247	660	102	196
1962	1.769	1.351	182	2.580	1.149	1.868	705	104	214
1962 1 ^{er} trimestre	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	663	103	227
2 ^e trimestre	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	738	106	206
3 ^e trimestre	1.615	2.002	180	2.312	1.145	1.253	688	101	189
4 ^e trimestre	1.869	1.351	309	2.807	1.187	1.565	728	105	233
1963 1 ^{er} trimestre	1.863	974	362	2.648	1.185	1.588	971	101	255
2 ^e trimestre	1.801	631	456	2.727	1.166	1.392	996	103	273
3 ^e trimestre	p 1.562	p 446			p 1.125				
1962 Octobre	1.929	1.845	254	2.874	1.169	1.541	759	106	211
Novembre	1.922	1.642	296	2.700	1.185	1.555	725	99	225
Décembre	1.756	1.351	377	2.848	1.206	1.600	701	110	264
1963 Janvier	2.017	1.294	202	2.515	1.181	1.665	811	103	282
Février	1.719	1.158	388	2.478	1.193	1.501	1.004	95	245
Mars	1.853	974	496	2.951	1.180	1.599	1.098	104	238
Avril	1.875	766	342	2.953	1.182	1.460	940	104	218
Mai	1.917	726	519	2.725	1.185	1.399	1.028	102	210
Juin	1.611	631	508	2.504	1.132	1.316	1.021	104	390
Juillet	1.931	563	515	2.342	1.092	1.253	1.024		
Août	p 1.655	p 469			p 1.124	1.324	1.047		
Septembre	p 1.699	p 446			p 1.160				
Octobre	p 1.950	p 446			p 1.151				

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1962 1 ^{er} trimestre	622	463	5,18	4,32	9,50	8,63
2 ^e trimestre	626	458	5,20	3,84	9,04	9,00
3 ^e trimestre	592	423	5,26	3,15	8,41	8,52
4 ^e trimestre	614	462	5,74	3,67	9,41	9,63
1963 1 ^{er} trimestre	612	469	p 5,05	p 3,84	p 8,89	p 8,82
2 ^e trimestre	620	483	p 5,83	p 4,03	p 9,86	p 10,78
3 ^e trimestre	p 615					
1962 Octobre	614	468	7,07	3,55	10,62	9,99
Novembre	610	470	5,44	3,63	9,07	9,22
Décembre	617	449	4,72	3,81	8,53	9,68
1963 Janvier	629	477	p 4,88	p 3,65	p 8,53	p 8,27
Février	571	438	p 4,78	p 3,27	p 8,05	p 8,46
Mars	636	491	p 5,50	p 4,59	p 10,09	p 9,74
Avril	619	489	p 5,65	p 3,92	p 9,57	p 10,77
Mai	636	492	p 6,38	p 3,97	p 10,35	p 10,65
Juin	604	468	p 5,47	p 4,18	p 9,65	p 10,90
Juillet	589	418	p 5,69	p 4,98	p 10,57	p 9,22
Août	628 ¹					
Septembre	629 ¹					
Octobre	695 ¹					

1 Estimation sur base chiffre Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530
1961	44.552	31.603	10.436	1.407	38.010	3.498	12.785	3.958	7.071	6.170
1962 p	39.017				32.178					5.169

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1961 4 ^e trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 ^{er} trimestre	3.585	1.869	613	287
2 ^e trimestre	3.158	3.294	630	474
3 ^e trimestre	3.320	3.226	1.010	476
4 ^e trimestre	2.943	2.337	897	486
1963 1 ^{er} trimestre	3.135	656	r 692	158
2 ^e trimestre p	3.301	2.636	939	593
1962 Juillet	3.517	2.859	945	390
Août	3.398	3.466	1.033	501
Septembre	3.044	3.353	1.052	538
Octobre	3.155	3.358	1.048	649
Novembre	2.891	2.438	842	479
Décembre	2.783	1.216	802	330
1963 Janvier	2.804	161	658	73
Février	2.884	132	r 641	55
Mars	3.717	1.674	r 777	347
Avril	3.435	2.254	r 920	411
Mai	3.280	2.875	981	712
Juin p	3.187	2.779	916	655
Juillet p	3.130	2.122	962	372

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,6	185	188	+ 1,6
2 ^e trimestre	185	197	+ 6,5	142	146	+ 2,5	193	203	+ 5,2
3 ^e trimestre	171	182	+ 6,4	180	137	+ 6,0	181	192	+ 6,1
4 ^e trimestre	194	206	+ 6,2	143	149	+ 4,1	202	214	+ 5,9
1 ^{er} trimestre	189	193	+ 2,1	140	143	+ 2,7	188	192	+ 2,1
2 ^e trimestre	197	208	+ 5,6	146	157	+ 8,2	203	213	+ 4,9
3 ^e trimestre	182			137			192		
4 ^e trimestre	206			149			214		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *	1961	1962	% variat. *
	1962	1963		1962	1963		1962	1963	
1 ^{er} trimestre	184	196	+ 6,5	196	220	+ 12,2	160	163	+ 1,9
2 ^e trimestre	187	199	+ 6,4	199	219	+ 10,1	162	168	+ 3,7
3 ^e trimestre	158	168	+ 6,9	197	211	+ 7,1	154	162	+ 5,2
4 ^e trimestre	195	207	+ 6,2	217	236	+ 8,8	165	173	+ 4,8
1 ^{er} trimestre	196	197	+ 0,5	220	231	+ 5,0	163	164	+ 0,6
2 ^e trimestre	199	212	+ 6,5	219	243	+ 11,0	168	174	+ 3,6
3 ^e trimestre	168			211			162		
4 ^e trimestre	207			236			173		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

2 Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Pédchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique)*. — *Energie*. — *Pigas, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz*. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

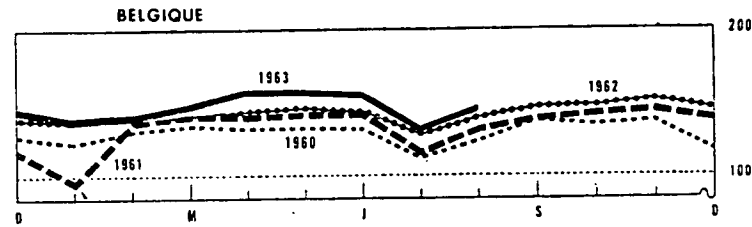
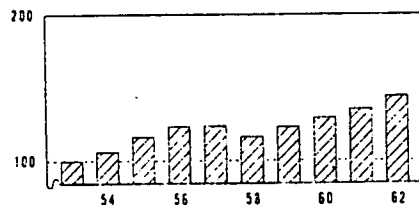
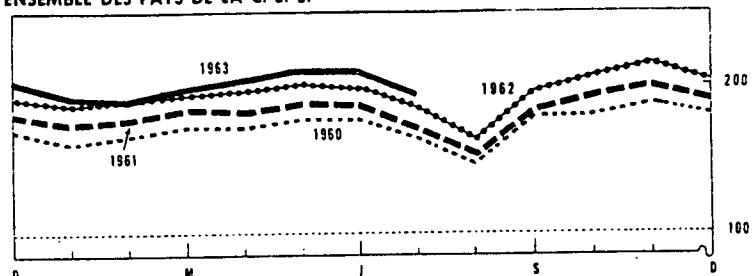
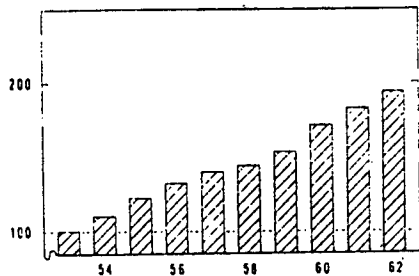
IV - 7 — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

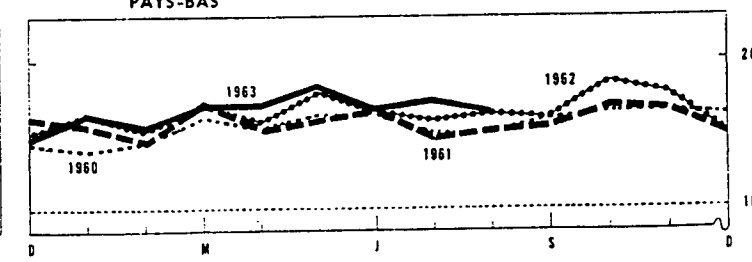
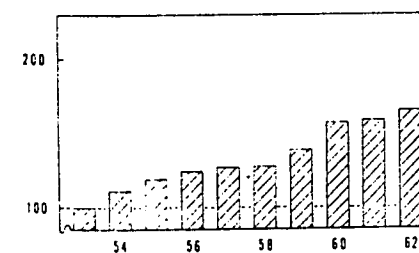
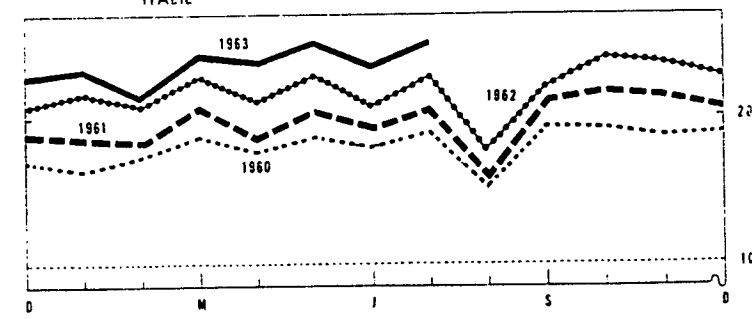
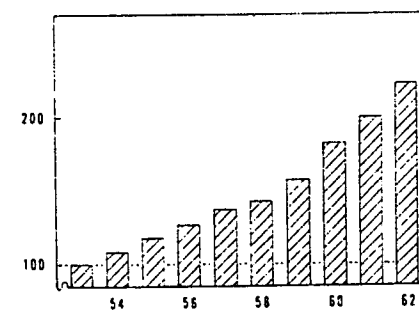
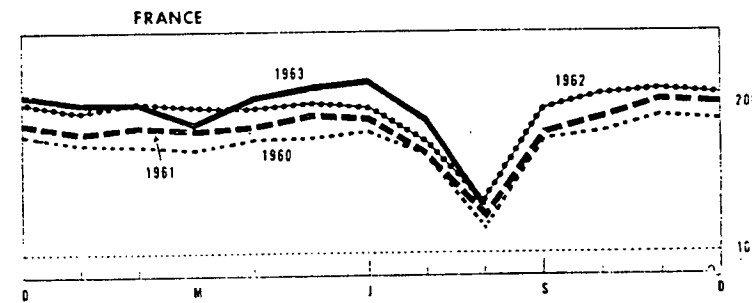
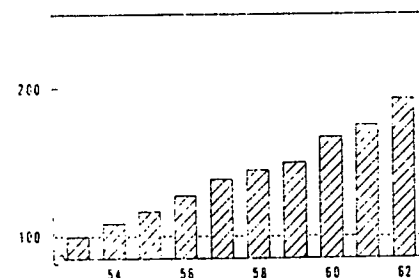
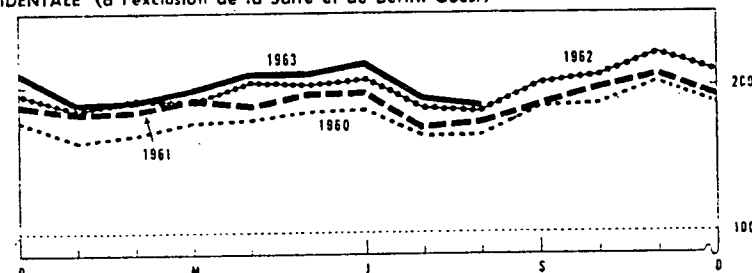
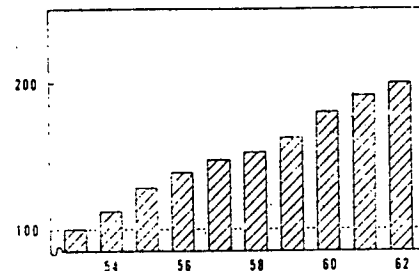
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportés 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets) dont					Trafic payant aérien régulier (millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	combustible et huiles minérales	Minerais			
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1961 4 ^e trimestre	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1
1962 1 ^{er} trimestre	728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1
2 ^e trimestre	753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3
3 ^e trimestre	766	505	4.897	1.856	1.173	188	173,0	18,8
4 ^e trimestre	739	569	5.499	2.149	1.198	191	88,2	11,4
1963 1 ^{er} trimestre	p 718	617	5.615	2.358	1.090	181	74,3	10,5
2 ^e trimestre	p 760	552	5.428	2.216	1.162	166	112,8	13,5
1962 Août	781	512	5.082	1.987	1.148	170	170,1	18,4
Septembre	749	511	5.032	1.949	1.154	202	165,7	18,0
Octobre	745	567	5.648	2.146	1.212	239	115,0	13,7
Novembre	749	579	5.634	2.204	1.195	183	71,4	9,7
Décembre	722	561	5.214	2.097	1.187	152	78,3	10,8
1963 Janvier	p 748	608	5.453	2.254	1.140	158	74,6	10,7
Février	p 688	643	5.647	2.273	1.134	174	61,2	9,0
Mars	p 717	601	5.744	2.548	997	212	87,2	11,7
Avril	p 767	580	5.612	2.429	1.153	175	91,0	11,4
Mai	p 756	555	5.519	2.225	1.172	169	99,2	12,2
Juin	p 756	522	5.153	1.995	1.162	153	148,2	16,9
Juillet	p 782	499	4.718	1.772	1.102	152		
Août	p 752	507	5.022	1.977	1.158			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1962 1 ^{er} trimestre	4.142	2.005	1.427	121	133	70
2 ^e trimestre	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 ^e trimestre	4.181	1.915	1.224	153	137	68
4 ^e trimestre	4.133	2.394	1.189	146	161	71
1963 1 ^{er} trimestre	4.225	2.363	1.228	150	137	55
2 ^e trimestre	4.367	2.482	1.202	149	151	79
3 ^e trimestre	4.448			150		
1962 Septembre	4.049	1.511	1.436	145	145	64
Octobre	4.258	2.530	1.260	139	201	67
Novembre	4.139	1.950	1.319	150	168	82
Décembre	4.003	2.703	989	149	113	63
1963 Janvier	4.118	2.277	1.228	142	138	75
Février	3.961	2.157	1.165	152	156	27
Mars	4.597	2.656	1.292	156	117	64
Avril	4.160	2.469	1.209	128	103	75
Mai	4.497	2.458	1.205	161	158	61
Juin	4.444	2.500	1.193	158	191	100
Juillet	4.386			166		
Août	4.329			166		
Septembre	4.630			119		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.276	422
5.858	471
5.744	461
5.336	452
2.699	198
6.512	532
5.435	430
5.927	503
5.278	448
4.803	406
1.719	114
1.470	87
4.907	393
6.520	526
6.861	561
6.156	510

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne oc.	U.S.A.
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	18
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1961 3 ^e trimestre	3.602	2.886	196	68	232	77	34
4 ^e trimestre	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
2 ^e trimestre	1.369	997	77	36	115	42	23
3 ^e trimestre	3.590	2.852	199	70	238	82	38
4 ^e trimestre	412	248	30	22	16	23	16
1963 1 ^{er} trimestre	334	196	24	17	14	21	12
1962 Mai	785	517	45	31	58	32	29
Juin	2.065	1.555	88	47	193	60	33
Juillet	4.785	4.047	159	67	273	80	46
Août	4.866	3.781	336	106	347	119	38
Septembre	1.118	728	103	37	95	46	30
Octobre	460	266	33	25	21	29	24
Novembre	391	231	31	20	14	22	15
Décembre	385	246	26	22	14	17	10
1963 Janvier	319	187	23	16	14	19	11
Février	305	182	21	16	12	18	11
Mars	379	219	29	20	16	25	15
Avril	1.272	912	102	35	89	43	20
Mai	832	520	53	36	69	41	33

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 1		Indice général	Horn-mes 2			Sous-vête-ments et acces-soires 3	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1962	170	172	172	154	171	162	166	142	173	172	151	135	154			
1961 4 ^e trimestre	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150			
1962 1 ^{er} trimestre	149	173	139	151	155	149	139	146	158	166	146	134	151			
2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	173	166	154	135	153			
3 ^e trimestre	159	153	157	159	172	143	136	135	173	162	149	130	147			
4 ^e trimestre	205	195	209	153	191	167	181	159	187	193	155	140	164			
1963 1 ^{er} trimestre	p 156	182	148	155	157	160	158	147	170	189	150	140	158			
2 ^e trimestre	p 176	167	195	165	171	159	241	138	176	186	160	142	156			
1962 Août	153	154	139	150	167	145	109	129	179	163	154	136	151			
Septembre	163	162	160	168	175	147	156	118	170	165	153	129	146			
Octobre	178	186	192	149	178	164	200	133	195	185	151	139	174			
Novembre	201	177	200	148	170	154	165	123	181	178	158	142	174			
Décembre	235	221	236	161	225	182	177	220	185	216	155	140	145			
1963 Janvier	p 153	178	153	141	148	170	146	213	182	188	144	148	170			
Février	p 147	178	127	149	158	151	118	109	164	184	153	139	158			
Mars	p 168	189	164	174	166	158	209	120	165	194	153	135	146			
Avril	p 176	177	191	167	166	155	258	145	175	186	154	138	155			
Mai	p 177	172	191	173	179	165	248	137	186	192	160	147	166			
Juin	p 174	153	203	156	169	156	217	132	167	181	165	142	146			
Juillet	p 178	147	198	177	187	147	175	198	185	180	151	132	157			
Août	p 172	167	164	162	185		150	108		186	169					

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.

4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1961 1 ^{er} semestre	1.418	613	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^e semestre	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre	1.405	634	170	601	11,86	3,13	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91
2 ^e semestre	1.373	646	163	564	11,94	3,30	3,96	4,68	5,24	1,87	1,47	1,90
1963 1 ^{er} semestre ...	1.361	641	166	554	12,74	3,60	4,19	4,95	5,70	2,03	1,73	1,94

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 2 ^e semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9
1962 1 ^{er} semestre	53	27	1	25	84,6	30,3	6,2	48,1
2 ^e semestre	54	31	1	22	87,9	33,8	7,6	46,5

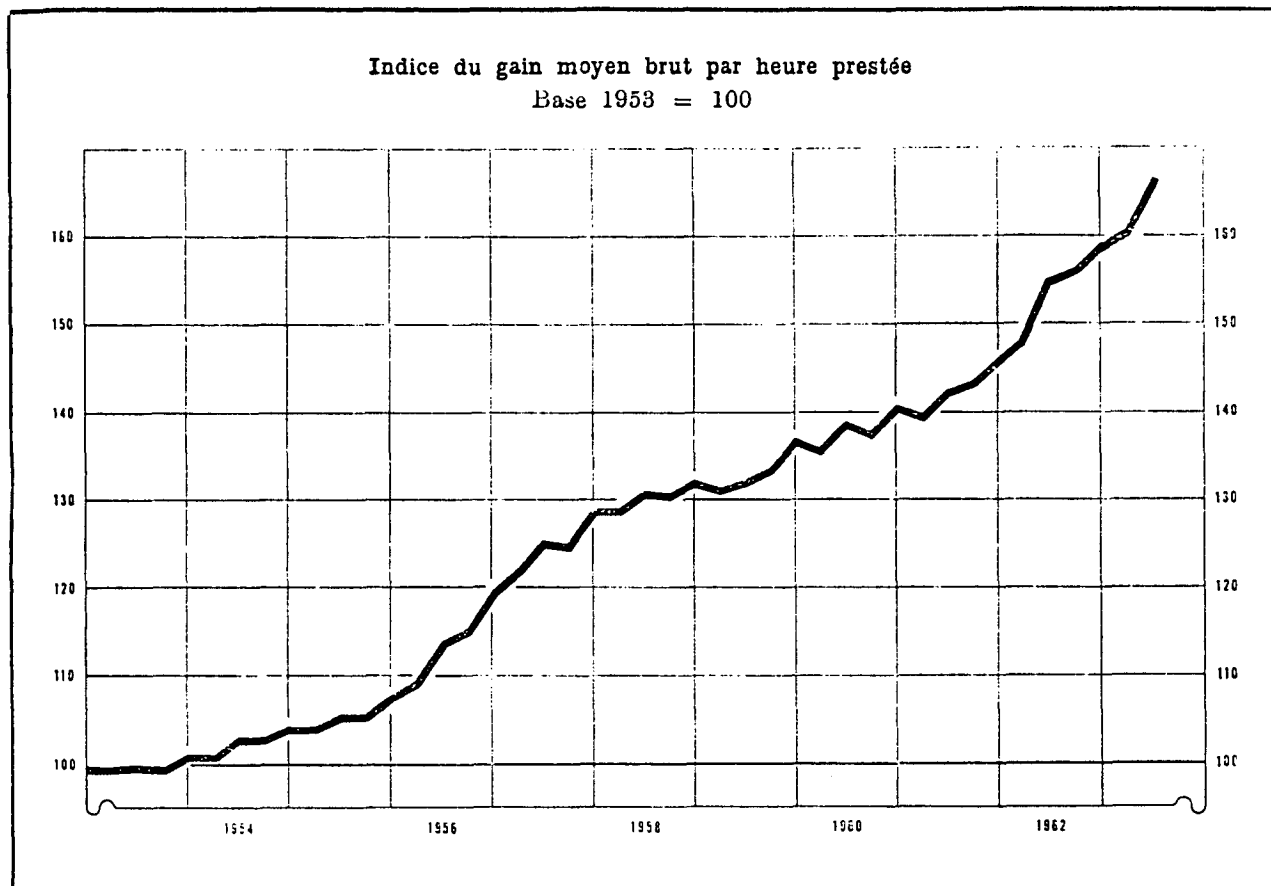
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cibles, outillage agricole (comp. terre, arroseurs, haches, etc.), professions libérales	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1961 1 ^{er} semestre	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^e semestre	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
2 ^e semestre	781	3,5	1,1	2,2	26,6	14,1	15,6	368,6	17,3	7,2	310,2	5,1
1963 1 ^{er} semestre ...	732	4,1	1,2	1,8	35,3	16,4	14,0	347,8	19,7	8,2	277,7	5,9
Crédit accordé (millions de francs)												
1961 1 ^{er} semestre	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	368	1.666	58
2 ^e semestre	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
2 ^e semestre	5.238	463	66	106	1.407	353	108	384	38	428	1.855	30
1963 1 ^{er} semestre ...	5.696	636	81	82	1.820	442	108	308	42	473	1.656	48
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1961 1 ^{er} semestre	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	6,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^e semestre	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8
2 ^e semestre	100,0	8,8	1,3	2,0	26,9	6,7	2,1	7,3	0,7	8,2	35,4	0,6
1963 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,4	1,4	32,0	7,8	1,9	5,4	0,7	8,3	29,1	0,8

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel) — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen par heure prestée	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	p 159
1961 Décembre .	146	141	142		152
1962 Mars	148	144	146		p 153
Juin	155	149	151		p 161
Sept.	156	152	153		p 161
Déc.	159	153	154		p 165
1963 Mars ... p	160	156	158		168
Juin ... p	167	160	162		173

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1954	28,74	87,9	94,3	69,0	n.d.	83,7
1955	29,91	90,1	98,4	71,9	n.d.	84,2
1956	32,68	89,7	97,6	72,5	n.d.	82,4
1957	35,67	92,2	93,7	70,4	n.d.	78,7
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,7
1960	39,71	105,2	98,4	74,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	p78,2	96,3	82,0
1962	44,72	119,6	98,9	p80,3	p 98,9	p91,4
1959 Août-Octobre .	38,80	96,7	94,6	68,6	n.d.	n.d.
1960 Février-Avril .	39,48	99,0	97,3	72,7	n.d.	81,7
Août-Octobre .	39,93	106,7	99,5	75,6	n.d.	81,4
1961 Février-Avril .	41,20	107,4	100,0	p78,0	96,6	82,4
Août-Octobre .	42,32	116,3	101,3	p79,0	97,7	81,7
1962 Février-Avril .	43,72	120,0	100,3	p80,6	99,9	88,4
Août-Octobre .	45,73	119,2	97,5	p81,2	p100,0	p94,2

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(hommes + femmes — en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1958 octobre	1959 octobre	1960 octobre	1961 octobre	1962 avril	1962 octobre	1963 avril (provisoire)
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction du charbon (fond et surf.) ¹	39,24	39,89	40,09	41,29	42,66	45,70	45,70
Carrières ¹	30,99	31,83	34,61	34,79	35,56	37,58	38,44
Total des industries extractives ¹	38,63	39,36	39,72	40,81	42,13	45,10	45,16
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	24,25	25,24	25,98	27,67	28,50	29,41	30,82
Boissons	27,79	29,05	29,21	30,27	30,35	32,30	32,91
Tabac	21,10	21,54	22,27	22,94	24,52	26,12	26,82
Industries textiles	23,09	23,96	25,04	26,94	27,41	27,55	30,04
Chaussures, habillement	18,92	19,20	20,09	21,23	22,10	23,16	24,24
Bois (sauf meubles)	25,13	25,07	26,67	28,25	29,07	30,47	31,50
Industrie du meuble	26,14	26,08	27,59	30,05	30,97	31,38	33,91
Papier, articles en papier	27,82	26,99	28,98	30,85	31,92	33,39	35,24
Impressions et reliures	31,85	32,58	32,85	34,97	37,50	37,02	37,69
Cuir (sauf chaussures, habillement)	22,53	23,25	24,34	25,80	26,48	27,82	29,11
Industrie du caoutchouc	28,50	30,19	30,85	31,65	32,12	34,16	35,94
Industries chimiques	29,14	30,92	31,64	32,84	34,87	35,08	37,86
Dérivés du pétrole et du charbon	42,54	44,20	45,29	47,48	50,12	49,97	54,36
Produits minéraux non métalliques	28,03	29,23	30,37	32,05	33,14	34,43	35,85
Industries métallurgiques de base	37,45	39,19	41,11	42,13	43,12	45,11	46,24
Fabricat. métall. à l'exclus. des machines et du matériel de transport	31,61	30,12	31,08	32,72	34,88	35,92	38,20
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	32,36	32,46	33,66	34,92	37,17	37,70	40,97
Industrie électrotechnique	28,44	28,89	29,60	30,18	32,24	33,57	35,39
Construction de matériel de transport ...	37,06	36,61	37,36	37,58	40,48	42,06	44,98
Industrie du diamant	23,88	24,90	25,42	25,99	26,60	26,72	28,09
Total des industries manufacturières	27,91	28,56	29,59	31,01	32,32	33,26	35,17
dont : hommes	31,60	32,20	33,30	34,63	36,01	37,13	38,98
femmes	18,58	19,13	20,00	21,10	22,10	22,78	24,46
Construction ¹	30,42	30,72	32,76	33,17	33,68	36,21	37,76
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	29,75	30,24	31,36	32,40	33,58	35,00	36,65
dont : hommes	32,51	32,98	34,16	35,14	36,33	37,99	39,54

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.D. — Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne. Etudes et Documents nouvelle série, n° 22, 1959 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Colon 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par baril	
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	93	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,3	2,89
2 ^e trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,5	2,89
3 ^e trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
4 ^e trimestre	273	33,5	93	34,9	24	234	863	25,0	2,89
1963 1 ^{er} trimestre	279	33,9	103	35,5	23	234	853	28,3	2,89
2 ^e trimestre	273	33,5	107	35,9	22	234	898	28,7	2,89
3 ^e trimestre	p 253	p 33,8		p 35,2	p 21	p 234	p 913		
1962 Octobre	271	33,4	92	34,9	23	234	856	24,9	2,89
Novembre	273	33,5	93	34,8	23	234	874	23,6	2,89
Décembre	276	33,6	95	34,9	24	234	859	26,5	2,89
1963 Janvier	276	34,0	103	35,1	23	234	852	28,0	2,89
Février	279	34,0	102	35,5	23	234	852	29,0	2,89
Mars	283	33,6	106	35,8	22	234	856	28,0	2,89
Avril	288	33,2	106	35,9	22	234	881	30,5	2,89
Mai	274	33,4	106	35,9	22	234	905	30,5	2,89
Juin	258	34,0	109	35,8	22	234	907	25,0	2,89
Juillet	248	34,1	108	35,4	21	234	901	25,0	2,89
Août	252	33,4	103	35,1	p 21	234	905	25,0	2,89
Septembre	p 260	p 34,0		p 35,0	p 20	p 234	p 934		
Octobre	p 268								

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1962 1 ^{er} trimestre	83	90	99	103	90	92
2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	90
3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	76
4 ^e trimestre	85	89	97	101	89	83
1963 1 ^{er} trimestre	91	90	99	102	93	91
2 ^e trimestre	94	91	100	103	95	101
3 ^e trimestre	92	89	100	102	94	
1962 Septembre	83	89	96	100	89	78
Octobre	83	88	97	100	89	81
Novembre	85	88	97	101	89	84
Décembre	87	90	98	101	90	84
1963 Janvier	90	90	99	102	92	89
Février	91	90	99	102	93	90
Mars	92	89	99	102	93	93
Avril	93	90	99	102	93	96
Mai	95	93	101	103	96	105
Juin	95	91	101	103	96	101
Juillet	94	90	100	102	95	98
Août	91	88	99	102	92	
Septembre	91	88	100	102	94	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

² La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

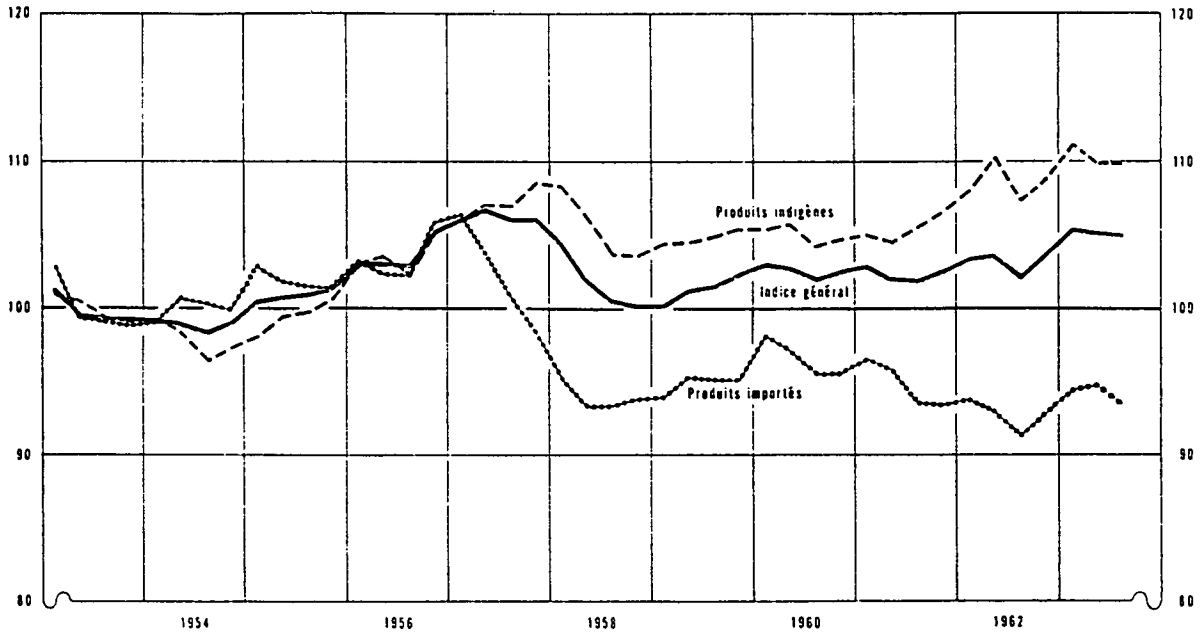
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	101,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,9	97,1	105,7
1962	103,2	108,7	92,7	100,7	106,9	95,1	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	89,1	95,8	103,7
1962 1 ^{er} trimestre	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,0	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	96,1	104,3
2 ^e trimestre	103,6	110,3	93,0	103,5	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,6	95,5	103,1
3 ^e trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,3	95,4	103,7
4 ^e trimestre	103,6	108,7	92,9	102,0	108,7	95,9	104,0	98,2	103,2	91,0	104,4	128,6	88,3	96,0	104,0
1963 1 ^{er} trimestre	105,5	111,3	94,5	108,2	114,5	102,3	104,9	98,3	108,5	94,4	105,8	129,0	p90,2	p97,2	p104,5
2 ^e trimestre	105,1	109,9	94,7	104,9	113,5	97,2	105,1	99,6	108,9	94,4	105,3	130,0	p91,7	p98,3	p105,1
3 ^e trimestre	105,0	109,9	93,5	105,2	118,7	93,7	104,9	99,4	109,7	94,6	103,9	130,1	p92,0	p98,9	p106,4
1962 Octobre	103,0	108,1	92,3	99,9	105,8	94,3	103,7	98,0	108,3	89,9	103,9	128,6	87,5	95,6	103,9
Novembre	103,4	108,5	92,9	101,6	107,5	96,1	103,9	98,0	108,2	90,7	104,6	128,6	88,0	95,9	103,6
Décembre	104,4	109,5	93,4	104,6	112,7	97,3	104,3	98,7	108,0	92,5	104,8	128,6	89,3	96,6	104,2
1963 Janvier	105,7	111,9	94,1	103,1	117,0	101,9	104,9	98,3	108,1	94,8	105,5	129,0	90,0	p97,1	p104,4
Février	105,5	111,2	94,6	107,9	113,8	102,4	104,9	98,3	108,1	94,9	105,8	129,0	p90,4	p97,3	p104,6
Mars	105,4	110,9	94,8	107,5	112,7	102,7	104,8	98,3	109,2	93,6	106,0	129,0	p90,1	p97,2	p104,6
Avril	105,0	110,1	94,5	104,7	110,7	99,1	105,0	99,2	108,8	93,8	106,4	129,9	p91,2	p97,8	p104,7
Mai	105,0	109,6	95,2	104,5	113,6	96,4	105,1	99,6	109,0	94,3	105,5	129,9	p91,5	p98,0	p105,1
Juin	105,2	110,0	94,3	105,5	116,3	96,1	105,1	99,9	108,9	95,2	104,1	130,1	p92,4	p99,0	p105,6
Juillet	104,7	109,5	93,4	104,3	115,7	94,5	104,8	99,1	109,6	94,6	103,9	130,1	p92,2	p98,5	p106,2
Août	104,8	109,5	93,4	104,6	119,7	92,0	104,8	99,2	109,7	94,4	104,0	130,1	p92,0	p99,0	p106,4
Septembre	105,4	110,7	93,6	106,7	120,8	94,7	105,0	99,9	109,9	94,9	103,8	130,1	p91,8	p99,1	p106,5
Octobre													p92,1	p99,3	p107,1

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

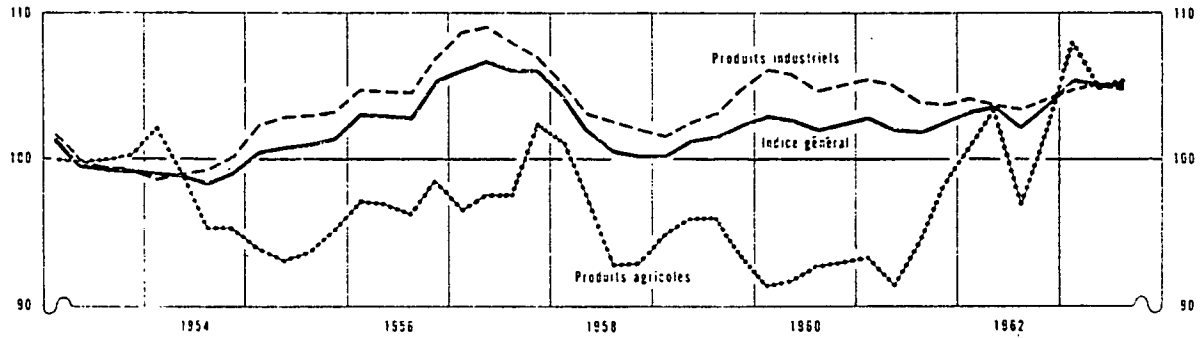
Source: M.A.E.

PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



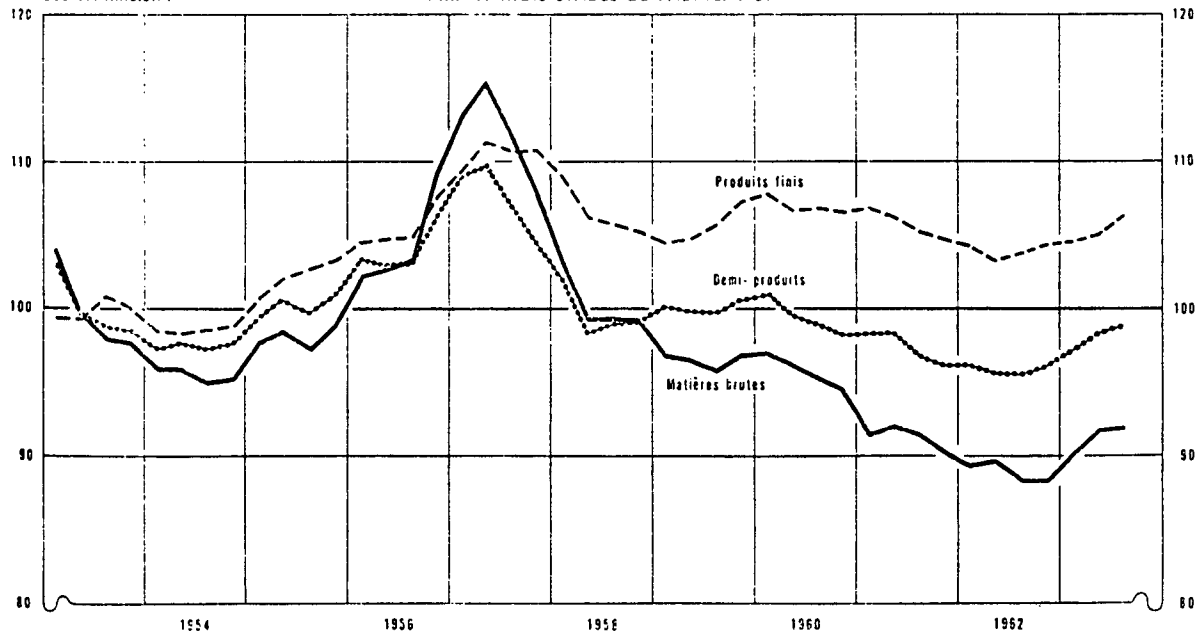
Source: M.A.E.

PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source: I.R.E.S.P.

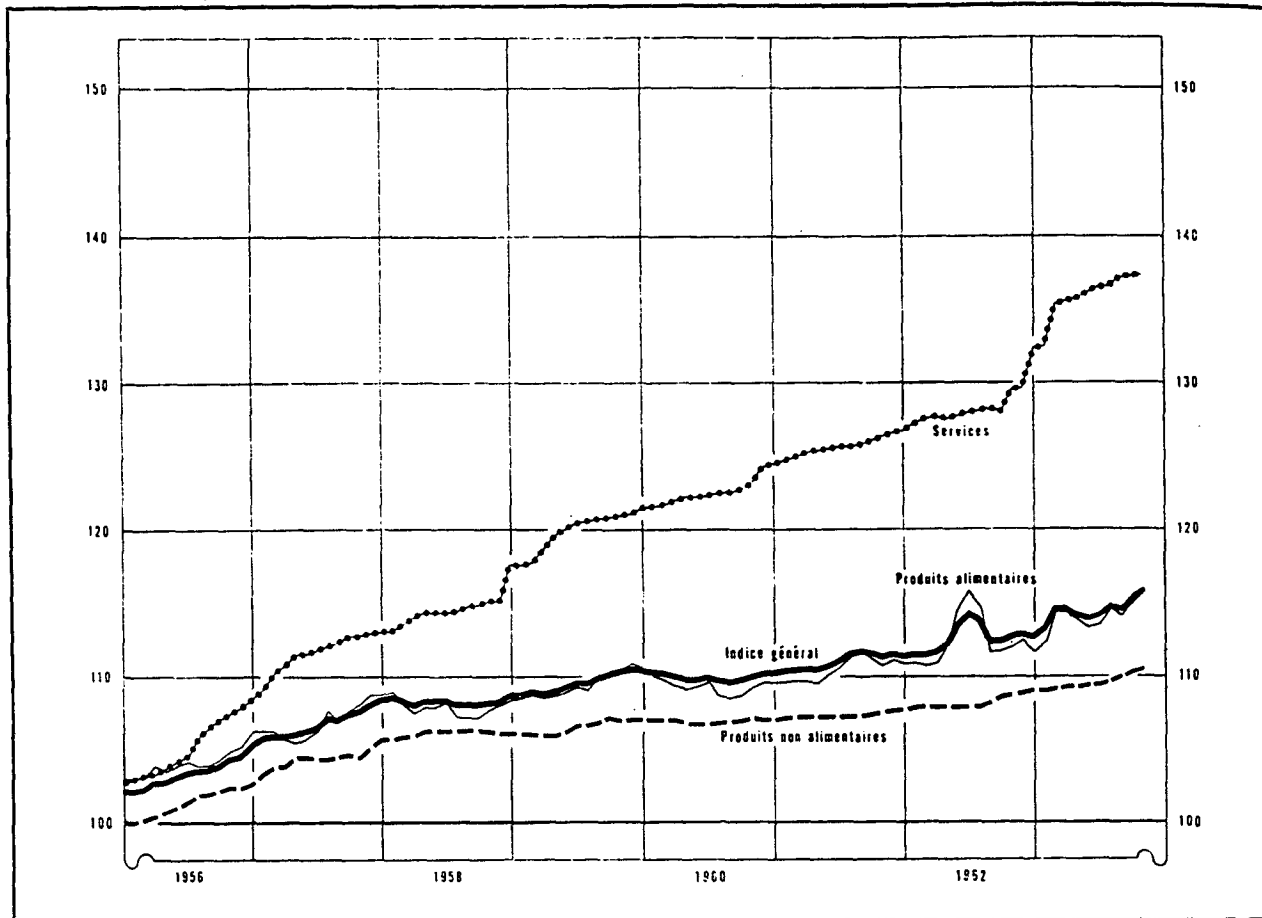
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

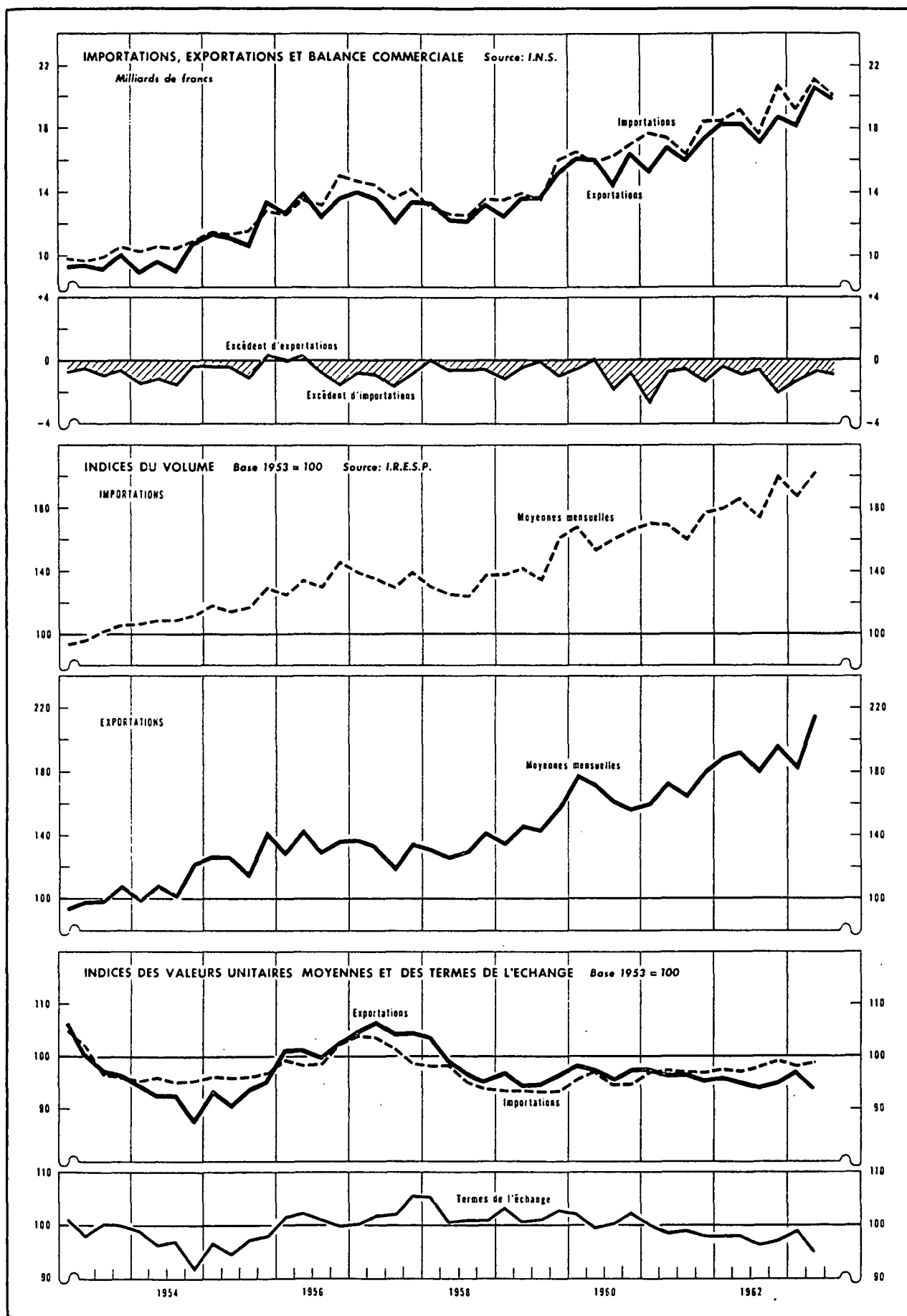
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962	112,62		112,5		108,3		128,5	
		1962	1963		1962	1963	1962	1963
1 ^{er} trimestre	111,56	114,13	110,8	113,7	107,9	109,3	127,5	134,5
2 ^e trimestre	113,36	114,26	114,1	113,6	107,9	109,6	127,8	136,2
3 ^e trimestre	112,77	115,07	112,7	114,6	108,3	110,0	128,1	137,0
4 ^e trimestre	112,80		112,1		108,9		130,5	
Janvier	111,51	113,19	110,9	112,4	107,9	109,1	127,2	132,5
Février	111,49	114,58	110,7	114,4	108,0	109,3	127,6	135,4
Mars	111,67	114,63	110,9	114,4	107,9	109,4	127,7	135,6
Avril	112,22	114,42	112,1	113,9	107,9	109,5	127,6	135,8
Mai	113,61	114,10	114,5	113,3	107,9	109,6	127,7	136,2
Juin	114,26	114,27	115,8	113,5	107,9	109,6	128,0	136,6
Juillet	113,66	114,91	114,7	114,7	108,0	109,7	128,1	136,6
Août	112,25	114,77	111,7	114,1	108,3	110,0	128,2	137,2
Septembre	112,41	115,54	111,8	115,1	108,7	110,3	128,1	137,3
Octobre	112,74	116,02	112,1	115,9	108,8	110,6	129,6	137,4
Novembre	112,92		112,5		108,9		129,6	
Décembre	112,74		111,8		109,1		132,4	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Fobeltez. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financiële Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.I. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de
				importations	exportations	l'importation	l'exportation	l'échange 1	
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,8	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	102
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	185	189	98	95	97
1962 1 ^{er} trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	181	190	98	96	98
2 ^e trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	187	192	97	95	98
3 ^e trimestre	17,6	17,0	- 0,6	97	173	179	98	94	96
4 ^e trimestre	20,8	18,7	- 2,1	90	200	196	99	95	97
1963 1 ^{er} trimestre	19,4	18,1	- 1,3	93	188	183	98	97	99
2 ^e trimestre	21,2	20,6	- 0,6	98	203	216	99	94	95
3 ^e trimestre	p 20,7	19,9	p- 0,7	p 95					
1962 Septembre	17,0	18,2	+ 1,2	107					
Octobre	21,3	19,9	- 1,4	93	} 200	} 196	} 99	} 95	} 97
Novembre	19,2	19,0	- 0,2	99					
Décembre	20,7	17,1	- 3,6	83					
1963 Janvier	18,2	17,4	- 0,8	96					
Février	18,1	16,5	- 1,5	91	} 188	} 183	} 98	} 97	} 99
Mars	21,3	20,5	- 0,8	96					
Avril	21,1	21,1	-	100	} 203	} 216	} 99	} 94	} 95
Mai	21,6	21,1	- 0,5	98					
Juin	19,9	19,7	- 0,2	99					
Juillet	20,0	21,0	+ 1,0	105					
Août	20,6	18,1	- 2,5	88					
Septembre	p 20,2	20,5	p+ 0,2	101					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N.B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.I. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1961 4 ^e trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,33
1962 1 ^{er} trimestre	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
3 ^e trimestre	3,03	4,19	1,18	2,72	1,20	0,22	0,47	0,47	0,78	0,62	2,14	17,02
4 ^e trimestre	3,14	4,35	1,42	3,16	1,25	0,22	0,41	0,51	0,88	0,96	2,35	18,65
1963 1 ^{er} trimestre	2,99	4,34	1,33	3,04	1,33	0,16	0,51	0,47	0,90	0,91	2,16	18,14
2 ^e trimestre	3,35	5,35	1,62	3,23	1,49	0,28	0,67	0,47	0,90	0,80	2,49	20,65
1962 Août	2,79	3,68	0,98	2,40	1,22	0,21	0,50	0,44	0,49	0,56	1,92	15,19
Septembre	3,19	4,14	1,41	3,03	1,25	0,24	0,45	0,50	0,95	0,72	2,30	18,18
Octobre	3,46	4,70	1,50	3,34	1,28	0,23	0,42	0,59	0,93	0,99	2,50	19,94
Novembre	3,15	4,35	1,37	3,15	1,34	0,22	0,51	0,49	1,04	0,98	2,38	18,98
Décembre	2,84	3,98	1,39	3,02	1,11	0,20	0,32	0,45	0,77	0,91	2,15	17,14
1963 Janvier	3,02	4,20	1,17	2,90	1,21	0,17	0,41	0,51	0,91	0,86	2,06	17,42
Février	2,48	4,01	1,25	2,87	1,29	0,09	0,42	0,43	0,82	0,81	2,03	16,50
Mars	3,47	4,82	1,58	3,34	1,49	0,20	0,69	0,46	0,96	1,06	2,42	20,49
Avril	3,49	5,42	1,72	3,28	1,53	0,33	0,60	0,49	0,76	0,96	2,52	21,12
Mai	3,30	5,69	1,54	3,23	1,46	0,27	0,79	0,49	1,15	0,72	2,47	21,11
Juin	3,27	4,95	1,60	3,18	1,50	0,24	0,63	0,43	0,79	0,71	2,41	19,71
Juillet	3,43	5,75	1,60	3,07	1,45	0,24	0,75	0,53	1,02	0,74	2,45	21,03
Août	3,18	4,30	1,23	2,73	1,43	0,26	0,91	0,49	0,60	0,72	2,28	18,13

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962; de l'année 1962 : XXXVIII^e année, vol. II, n° 1 - 2, juillet-août 1963.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.D.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables			Biens d'équipement 13			
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques 9		autres produits 10	alimentaires			durables 12		
													liquides 8	autres					produits animaux				produits végétaux	autres 11
Ancienne série																								
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.961	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1960 1 ^{er} semestre	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635		1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263	
2 ^e semestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.653	1.897	16.713	
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.571	18.981
1961 3 ^e trimestre	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068
3 ^e trimestre	11.948	4.233	1.316	1.289	686	344	171	239	102	271	57	474	368	720	702	293	683	3.268	365	754	319	1.830	2.370	17.586
4 ^e trimestre	14.127	4.597	1.761	1.541	874	323	215	263	114	268	92	768	438	923	835	330	785	3.731	432	936	321	2.042	2.900	20.758
1963 1 ^{er} trimestre	13.373	4.435	1.666	1.485	843	168	234	220	109	203	84	855	520	756	809	304	682	3.582	394	808	336	2.044	2.449	19.404

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement » ;

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée :

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs D.N.B.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	94,5	96,8	101,8	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	94,5	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5	94,7	93,7	94,3
Biens de consommation	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	93,2	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0	94,7	93,3	94,3
Biens d'équipement	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	108,4	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8	108,1	110,3	108,4
Ensemble ...	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	95,7	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5	96,1	95,3	95,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	97,4	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5	97,6	96,6	96,8
Fabrications métalliques	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	99,1	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0	99,3	99,7	99,3
Métaux non ferreux	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	91,4	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8	91,8	90,1	91,1
Textiles	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	82,7	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8	82,8	82,7	82,6
Produits chimiques	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	85,9	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1	87,7	85,4	85,5
Industrie houillère	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	91,4	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7	89,2	93,5	97,3
Industrie pétrolière	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	168,3	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5	170,5	166,2	167,6
Verres et glaces	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	111,0	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3	112,2	110,1	108,7
Produits agricoles	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	111,9	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5	116,6	109,0	112,2
Ciments	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	100,9	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2	100,8	100,6	98,2
Carrières	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	114,7	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0	113,0	116,6	112,6
Céramiques	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	108,9	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4	109,0	111,4	108,4
Bois et meubles	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	100,1	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1	100,2	100,1	100,7
Peaux, cuirs et chaussures	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	93,5	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3	93,2	93,5	96,2
Papier et livre	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	92,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6	92,5	92,8	90,4
Tabacs manufacturés	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	104,2	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9	103,8	114,7	101,5
Caoutchouc	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	76,4	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4	78,4	76,0	74,6
Industries alimentaires	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	82,1	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7	81,3	82,2	84,0
Divers	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	90,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9	99,8	85,6	93,2
Ensemble ...	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	94,9	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5	95,4	94,5	94,9
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	99,2	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0	99,3	99,2	99,2

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.D.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	191,6	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9	192,1	178,3	206,6
Biens de consommation	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	170,4	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4	169,7	165,8	188,0
Biens d'équipement	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	228,9	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7	227,2	215,7	243,5
Ensemble ...	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	191,5	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9	191,7	180,1	207,3
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,1	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1	187,7	171,4	176,6
Fabrications métalliques	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	245,6	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2	263,7	232,3	237,3
Métaux non ferreux	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	165,0	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0	174,5	145,9	172,8
Textiles	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	194,3	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3	194,3	180,5	211,6
Produits chimiques	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	209,8	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4	223,1	205,5	202,3
Industrie houillère	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	69,5	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8	71,1	66,8	63,4
Industrie pétrolière	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	183,4	136,5	164,8	194,2	170,2	193,5	185,5	186,7	164,1
Verres et glaces	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	269,5	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3	283,1	246,8	272,0
Produits agricoles	112,9	131,1	151,7	187,1	191,1	185,2	191,3	211,2	263,8	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9	216,1	295,5	320,4
Ciments	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	72,3	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7	78,5	73,8	79,0
Carrières	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	178,7	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5	191,3	195,5	188,7
Céramiques	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	221,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0	245,5	206,9	235,4
Bois et meubles	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	454,7	276,4	333,7	326,8	408,8	417,3	460,9	427,1	545,5
Peaux, cuirs et chaussures	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	203,3	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8	207,4	197,2	204,1
Papier et livre	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	333,2	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0	334,6	343,6	373,3
Tabacs manufacturés	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	493,5	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4	425,9	474,5	524,1
Caoutchouc	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	277,7	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5	281,7	259,3	304,3
Industries alimentaires	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	186,4	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0	185,4	170,1	213,5
Divers	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	133,4	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3	96,6	155,0	125,2
Ensemble ...	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	195,3	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7	200,4	186,9	198,8

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1961 4 ^e trimestre	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 ^{er} trimestre	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
3 ^e trimestre	3,48	3,21	- 0,27	2,49	1,97	- 0,52	2,64	3,85	+ 1,21
4 ^e trimestre	3,79	3,56	- 0,23	3,10	2,53	- 0,57	3,07	4,36	+ 1,29
1963 1 ^{er} trimestre	3,56	3,25	- 0,31	2,93	2,59	- 0,34	2,92	3,98	+ 1,06
2 ^e trimestre	4,09	3,90	- 0,19	3,31	3,12	- 0,19	3,12	4,72	+ 1,60
1962 Août	3,48	3,39	- 0,09	2,20	1,48	- 0,72	2,46	3,50	+ 1,04
Septembre	3,40	3,32	- 0,08	2,57	2,21	- 0,36	2,78	4,06	+ 1,28
Octobre	4,03	3,72	- 0,31	3,34	2,56	- 0,78	3,19	4,66	+ 1,47
Novembre	3,67	3,58	- 0,09	2,92	2,53	- 0,39	3,09	4,23	+ 1,14
Décembre	3,60	3,39	- 0,22	3,00	2,49	- 0,51	2,80	4,20	+ 1,40
1963 Janvier	3,08	2,97	- 0,11	2,76	2,59	- 0,17	2,70	3,60	+ 0,90
Février	3,47	3,02	- 0,45	2,86	2,24	- 0,62	2,74	3,68	+ 0,94
Mars	4,12	3,77	- 0,35	3,14	2,94	- 0,20	3,20	4,67	+ 1,47
Avril	4,16	4,02	- 0,14	3,35	3,42	+ 0,07	3,10	4,70	+ 1,60
Mai	4,20	4,02	- 0,18	3,43	3,02	- 0,41	3,26	4,95	+ 1,69
Juin	3,86	3,68	- 0,18	3,11	2,91	- 0,20	2,96	4,49	+ 1,53
Juillet	3,88	3,60	- 0,28	2,95	2,92	- 0,03	2,80	5,15	+ 2,35
Août	3,99	3,75	- 0,24	2,74	2,09	- 0,65	2,97	3,91	+ 0,94
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1961 4 ^e trimestre	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
3 ^e trimestre	0,57	0,63	+ 0,06	9,18	9,66	+ 0,48	11,77	12,47	+ 0,70
4 ^e trimestre	0,57	0,86	+ 0,29	10,53	11,31	+ 0,78	13,68	14,45	+ 0,77
1963 1 ^{er} trimestre	0,62	0,93	+ 0,31	10,03	10,75	+ 0,72	12,94	13,83	+ 0,89
2 ^e trimestre	0,71	0,99	+ 0,28	11,23	12,73	+ 1,50	14,40	16,05	+ 1,65
1962 Août	0,60	0,53	- 0,07	8,74	8,90	+ 0,16	11,20	11,52	+ 0,32
Septembre	0,55	0,67	+ 0,12	9,30	10,26	+ 0,96	11,95	13,31	+ 1,36
Octobre	0,65	0,91	+ 0,26	11,21	11,85	+ 0,64	14,42	15,04	+ 0,62
Novembre	0,52	0,81	+ 0,29	10,20	11,15	+ 0,95	13,27	14,50	+ 1,23
Décembre	0,54	0,85	+ 0,31	9,94	10,93	+ 0,99	13,00	13,81	+ 0,81
1963 Janvier	0,58	0,88	+ 0,30	9,12	10,04	+ 0,92	11,77	13,23	+ 1,46
Février	0,60	0,86	+ 0,26	9,67	9,80	+ 0,13	12,50	12,47	- 0,03
Mars	0,69	1,04	+ 0,35	11,15	12,42	+ 1,27	14,38	15,77	+ 1,39
Avril	0,71	0,99	+ 0,28	11,32	13,13	+ 1,81	14,31	16,48	+ 2,17
Mai	0,74	0,95	+ 0,21	11,63	12,94	+ 1,31	14,87	16,34	+ 1,47
Juin	0,68	1,04	+ 0,36	10,61	12,12	+ 1,51	13,85	15,34	+ 1,49
Juillet	0,78	0,98	+ 0,20	10,41	12,65	+ 2,24	13,24	15,86	+ 2,62
Août	0,82	1,02	+ 0,20	10,52	10,77	+ 0,25	13,54	13,88	+ 0,34

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1961 4 ^e trimestre	1,73	1,65	- 0,08	1,49	0,92	- 0,57	1,04	0,79	- 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	1,81	1,94	+ 0,13	1,48	0,85	- 0,63	1,18	0,83	- 0,35
2 ^e trimestre	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
3 ^e trimestre	1,67	1,61	- 0,06	1,44	0,87	- 0,57	0,93	0,68	- 0,25
4 ^e trimestre	2,00	1,52	- 0,48	1,65	0,99	- 0,66	1,17	0,78	- 0,39
1963 1 ^{er} trimestre	1,77	1,53	- 0,24	1,69	1,04	- 0,65	1,19	0,86	- 0,33
2 ^e trimestre	1,97	1,72	- 0,25	1,84	1,23	- 0,61	1,37	0,80	- 0,57
1962 Août	1,53	1,29	- 0,24	1,34	0,81	- 0,53	0,86	0,58	- 0,28
Septembre	1,62	1,84	+ 0,22	1,55	0,99	- 0,56	0,71	0,79	+ 0,08
Octobre	1,86	1,80	- 0,06	1,77	0,95	- 0,82	0,99	0,90	- 0,09
Novembre	2,06	1,61	- 0,45	1,58	1,06	- 0,52	0,87	0,74	- 0,13
Décembre	1,99	1,18	- 0,81	1,55	0,95	- 0,60	1,51	0,62	- 0,89
1963 Janvier	1,54	1,27	- 0,27	1,43	1,08	- 0,35	1,19	0,89	- 0,30
Février	1,62	1,51	- 0,11	1,72	0,91	- 0,81	1,06	0,80	- 0,26
Mars	2,11	1,80	- 0,31	1,90	1,13	- 0,77	1,29	0,88	- 0,41
Avril	2,05	1,75	- 0,30	1,67	1,17	- 0,50	1,26	0,82	- 0,44
Mai	1,78	1,88	+ 0,10	1,88	1,28	- 0,60	1,32	0,82	- 0,50
Juin	2,07	1,53	- 0,54	1,94	1,23	- 0,71	1,16	0,76	- 0,40
Juillet	1,88	2,00	+ 0,12	1,60	1,21	- 0,39	1,49	0,85	- 0,64
Août	1,88	1,54	- 0,34	1,64	1,09	- 0,55	1,35	0,68	- 0,67
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1954	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,81	0,38	+ 0,07
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,86	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,61	0,50	- 0,11
1961 4 ^e trimestre	0,71	0,72	+ 0,01	0,92	0,20	- 0,72	0,71	0,57	- 0,14
1962 1 ^{er} trimestre	0,71	0,67	- 0,04	0,69	0,26	- 0,43	0,51	0,54	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
3 ^e trimestre	0,83	0,55	- 0,28	0,77	0,20	- 0,57	0,65	0,46	- 0,19
4 ^e trimestre	0,91	0,51	- 0,40	0,71	0,16	- 0,55	0,78	0,44	- 0,34
1963 1 ^{er} trimestre	0,89	0,44	- 0,45	0,72	0,17	- 0,55	0,52	0,38	- 0,14
2 ^e trimestre	0,86	0,45	- 0,41	0,67	0,18	- 0,49	0,63	0,47	- 0,16
1962 Août	0,91	0,43	- 0,48	0,94	0,18	- 0,76	0,60	0,43	- 0,17
Septembre	0,72	0,66	- 0,06	0,61	0,19	- 0,42	0,62	0,46	- 0,16
Octobre	0,77	0,61	- 0,16	0,75	0,19	- 0,56	0,81	0,45	- 0,36
Novembre	0,84	0,50	- 0,34	0,40	0,17	- 0,23	0,70	0,44	- 0,26
Décembre	1,03	0,39	- 0,64	0,95	0,11	- 0,84	0,73	0,41	- 0,32
1963 Janvier	0,85	0,49	- 0,36	1,05	0,18	- 0,87	0,53	0,41	- 0,12
Février	0,84	0,37	- 0,47	0,49	0,17	- 0,32	0,50	0,28	- 0,22
Mars	0,93	0,46	- 0,47	0,60	0,16	- 0,44	0,51	0,45	- 0,06
Avril	0,86	0,45	- 0,41	0,76	0,18	- 0,58	0,51	0,44	- 0,07
Mai	0,90	0,44	- 0,46	0,89	0,17	- 0,72	0,63	0,56	- 0,07
Juin	0,74	0,47	- 0,27	0,30	0,20	- 0,10	0,72	0,41	- 0,31
Juillet	0,93	0,48	- 0,45	0,63	0,19	- 0,44	0,71	0,46	- 0,25
Août	1,01	0,52	- 0,49	0,85	0,18	- 0,67	0,84	0,41	- 0,43

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — cfr. N.B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE *

Chiffres annuels — Ancienne série

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ³	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,6
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,8
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,5
10. Transferts de l'Etat ...	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,7
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,0	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	- 0,1	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0	- 3,2
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,3	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,9	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	—	—	—	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

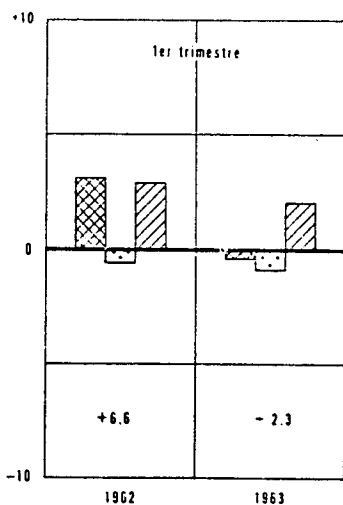
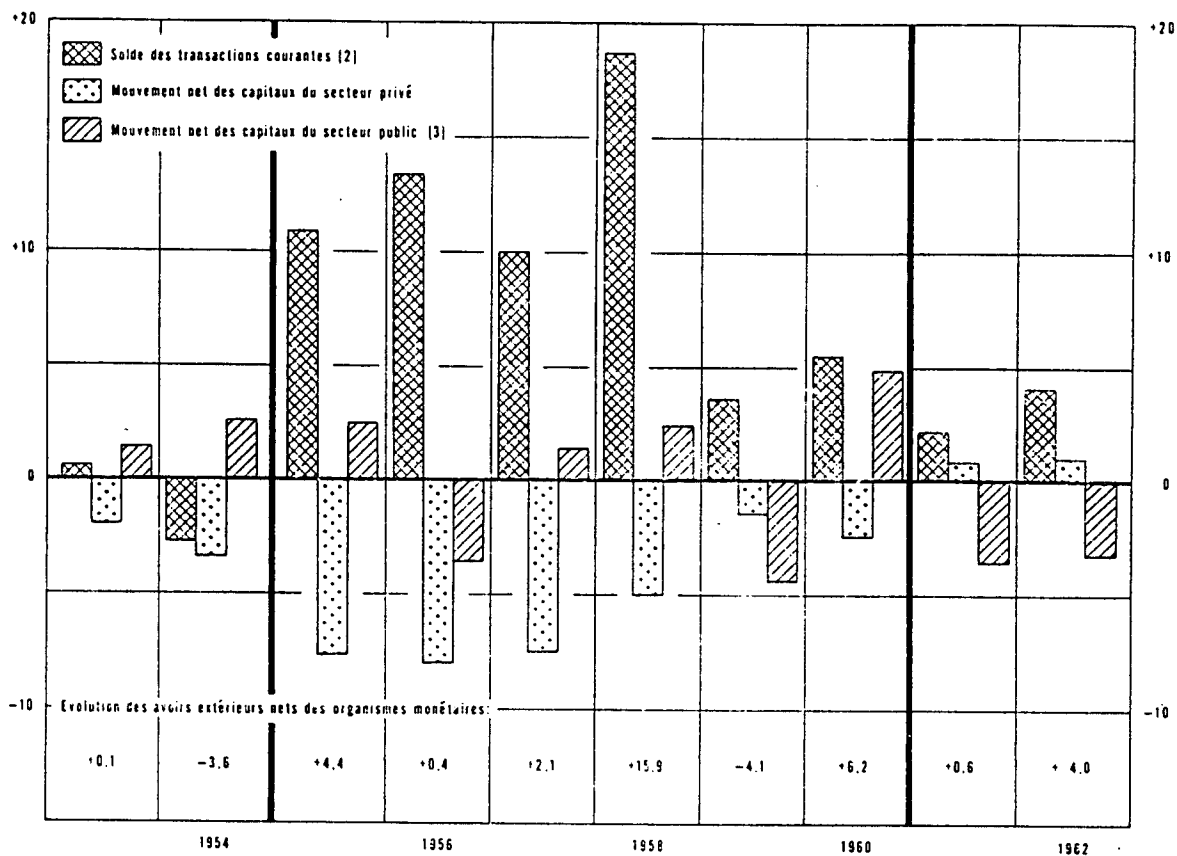
³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de 5 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

IX — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1953 et 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes. En outre, les balances des années 1961 et 1962 ne peuvent être rapprochées exactement de celles des années antérieures en raison notamment de la ventilation, pour ces deux années, de la rubrique « Opérations non déterminées » entre le « Solde des transactions courantes » et le « Mouvement net des capitaux du secteur privé ».

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paratatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres semestriels et annuels — Nouvelle série *

(milliards de francs)

	1961			1962			1963
	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre p
A. Transactions sur biens et services :							
1. Opérations sur marchandises :							
1.1 Exportations et importations ¹	- 5,0	- 1,1	- 6,1	- 2,9	- 3,5	- 6,4	- 2,7
1.2 Travail à façon	+ 1,4	+ 1,3	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,8	+ 3,8	+ 1,7
1.3 Opérations d'arbitrage	+ 1,2	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,1	+ 3,1	+ 0,9
2. Or non monétaire	- 0,4	- 0,5	- 0,9	- 0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,1
3. Frets et assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,3 ³	- 0,1 ³	- 0,4 ³	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,7	...
4. Autres frais de transport	- 0,3 ³	- 0,1 ³	- 0,4 ³	- 0,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,4
5. Déplacements à l'étranger	- 1,9	- 0,7	- 2,6	- 1,3	- 1,1	- 2,4	- 1,4
6. Revenus d'investissements	+ 0,9	+ 1,1	+ 2,0	- 0,3	+ 1,2	+ 0,9	- 0,8
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 0,6	- 0,6	- 1,2	...	- 1,8	- 1,8	- 1,3
8. Autres :							
8.1 Ouvriers frontaliers	+ 1,6	+ 1,7	+ 3,3	+ 1,9	+ 1,8	+ 3,7	+ 1,9
8.2 Autres	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 0,6
Total des transactions sur biens et services	- 2,3	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 2,4	- 0,8
B. Transferts :							
9. Transferts privés	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,2	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,8
10. Transferts de l'Etat	...	- 0,9	- 0,9	...	...	...	- 0,7
Total des transferts ...	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,7	+ 0,1
C. Mouvement des capitaux :							
11. Etat	- 6,2	+ 0,4	- 5,8	- 1,3	- 1,5	- 2,8	+ 2,8
12. Autres pouvoirs publics	...	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	...
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	+ 0,5	+ 1,4	+ 1,9	+ 0,3	- 0,4	- 0,1	...
14. Organismes paraétatiques de crédit	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	- 0,6	- 0,1	- 0,7	+ 0,5
15. Autres :							
15.1 Court terme recensé	+ 0,1	- 1,4	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	- 0,8
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières	- 2,5	- 0,7	- 3,2	- 0,8	- 1,4	- 2,2	- 2,3
15.3 Autres	+ 2,3	+ 3,1	+ 5,4	+ 1,8	+ 1,6	+ 3,4	+ 2,4
Total du mouvement des capitaux ...	- 5,7	+ 3,0	- 2,7	- 0,6	- 1,6	- 2,2	+ 2,6
16. Erreurs et omissions	...	+ 1,1	+ 1,1	+ 1,6	r+ 0,5	r+ 2,1	+ 1,9
17. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 7,6	+ 8,2	+ 0,6	+ 4,1	r- 0,1	r+ 4,0	+ 3,8

* Diverses modifications, apportées pour suivre les prescriptions du « Balance of Payments Manual » du Fonds Monétaire International ont eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance des paiements.

La nouvelle série diffère essentiellement de la série 1955-1961 du tableau IX-1 sur les points suivants :

- les importations comprennent désormais la valeur de certaines marchandises qui étaient antérieurement considérées comme étant travaillées à façon et les exportations, cette même valeur majorée du coût du transport depuis le pays d'origine jusqu'en U.E.B.L. et du coût de la transformation;
 - les frais de transport et d'assurances sont actuellement ventilés suivant le nouveau schéma prévu par la 3e édition du « Balance of Payments Manual »;
 - la méthode employée antérieurement pour obtenir une évaluation f.o.b. des importations a été abandonnée. Il en résulte qu'une partie des dépenses de transport et d'assurances afférentes aux importations est actuellement comprise dans celles-ci;
 - les transactions qui étaient rangées antérieurement sous la rubrique « Opérations non déterminées » ont pu actuellement être ventilées en « Opérations sur marchandises » (rubrique 1) « Déplacements à l'étranger » (rubrique 5) et « Autres mouvements de capitaux » (rubrique 15);
 - les dépenses courantes d'institutions européennes dont le siège est en U.E.B.L. ont été transférées de la rubrique 6 « Autres services » à la rubrique 7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».
- Une description plus complète des écarts entre la nouvelle et les anciennes séries est donnée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de mai 1963, pp. 482 à 485.

- ¹ Pour une partie des importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de ces importations.
- ² Cette rubrique ne comprend, en dépenses, qu'une partie des frets et assurances pour le transport des importations. L'autre partie n'a pu être dissociée des importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les dépenses de la rubrique 1.1 « Exportations et importations » (cf. note 1).
- ³ Pour 1961, sont seuls disponibles des chiffres couvrant à la fois les rubriques 3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 3 et 4 pour 1962. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, en 1962, sont incluses dans la rubrique 8, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, en 1962, sont inclus dans la rubrique 4.

**IX - 3. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961		1962				1963	
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre p'	2 ^e trimestre p'
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	+ 1,8	+ 3,2	+ 3,2	- 0,1	+ 1,2	- 0,2	+ 0,3	- 0,3
2. Transferts de l'Etat .....	...	- 0,9	...	...	...	...	- 0,7	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2	- 1,8	- 0,1	+ 2,0	+ 1,3
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 1,0	- 0,4	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	+ 1,8	- 0,7	- 0,1
4.2 Autres	+ 0,9	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 1,8	- 1,6	- 0,2	+ 0,3
5. Erreurs et omissions	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,8	+ 1,6	+ 0,3
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	+ 0,7	+ 2,3	+ 1,5

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVIII^e année, vol. I, n^o 6, page 417 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1962 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES (francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français ou 100 fr. français suisses	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsch Mark	100 liras italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1958	49,89	11,84 ¹	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	13,19 ² 13,85 ³	11,54	11,95 ² 12,51 ³	8,03	9,65	6,98	7,22	50,469 ⁴ 48,153 ⁵	50,468 ⁴ 48,149 ⁵	174,21	192,32
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77
1962 3 ^e trimestre ..	49,74	10,15	139,47	13,82	11,51	12,45	8,01	9,66	6,96	7,19	46,139	46,138	173,91	192,78
1962 4 ^e trimestre ..	49,75	10,15	139,41	13,81	11,52	12,43	8,01	9,63	6,96	7,20	46,222	46,220	173,82	192,68
1963 1 ^{er} trimestre ..	49,82	10,17	139,64	13,84	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,22	46,224	46,224	174,09	192,88
1963 2 ^e trimestre ..	49,86	10,17	139,64	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,277	46,276	174,06	193,10
1963 3 ^e trimestre ..	49,90	10,18	139,69	13,84	11,55	12,53	8,03	9,62	6,98	7,23	46,164	46,163	174,09	193,37
1962 Octobre	49,76	10,15	139,40	13,81	11,51	12,42	8,02	9,66	6,96	7,19	46,238	46,236	173,82	192,80
1962 Novembre	49,75	10,15	139,39	13,80	11,53	12,41	8,01	9,63	6,96	7,19	46,195	46,192	173,79	192,56
1962 Décembre	49,75	10,15	139,45	13,82	11,53	12,45	8,01	9,59	6,96	7,21	46,233	46,233	173,86	192,69
1963 Janvier	49,78	10,16	139,61	13,82	11,51	12,43	8,02	9,61	6,97	7,21	46,208	46,208	174,05	192,73
1963 Février	49,81	10,17	139,64	13,83	11,52	12,45	8,02	9,61	6,97	7,21	46,212	46,211	174,10	192,83
1963 Mars	49,87	10,18	139,66	13,87	11,52	12,48	8,03	9,61	6,98	7,23	46,253	46,252	174,12	193,07
1963 Avril	49,84	10,17	139,60	13,87	11,51	12,48	8,03	9,60	6,98	7,22	46,282	46,282	174,02	192,94
1963 Mai	49,85	10,17	139,58	13,87	11,53	12,51	8,03	9,61	6,98	7,22	46,272	46,270	173,98	192,99
1963 Juin	49,90	10,18	139,74	13,86	11,54	12,54	8,03	9,63	6,99	7,23	46,277	46,276	174,18	193,38
1963 Juillet	49,90	10,18	139,76	13,85	11,54	12,53	8,03	9,63	6,98	7,23	46,221	46,219	174,20	193,38
1963 Août	49,89	10,18	139,69	13,83	11,56	12,52	8,04	9,61	6,98	7,22	46,075	46,073	174,09	193,37
1963 Septembre	49,90	10,18	139,61	13,83	11,56	12,54	8,02	9,62	6,97	7,23	46,196	46,196	173,98	193,37
1963 Octobre	49,93	10,19	139,70	13,86	11,57	12,55	8,02	9,61	6,98	7,23	46,320	46,320	174,11	193,28

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958. — ² Moyenne du 1^{er} janvier au 8 mars 1961. — ³ Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁵ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 octobre 1963

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4060	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 FF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Liras	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Liras
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,500	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ 2	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FF par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde		Emprunts consolidés intérieurs	Dette flottante intérieure	Emprunts consolidés et dette flottante extérieurs	Fonds de tiers	Encaisse (augmentation — diminution +)
	(1)	(2)	(3) = (2)-(1)	(4)	(5)	(6) = (5)-(4)		(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	+ 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1962	130,1	131,2	+ 1,1	17,8	0,5	-17,3	-16,2	+20,1	+ 6,0	- 9,3	- 0,5	- 0,1
1961 6 prem. mois	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
9 prem. mois	97,7	93,8	- 3,9	11,7	0,3	-11,4	-15,3	+ 9,9	+14,3	- 8,4	- 0,3	- 0,2
1963 3 prem. mois	39,3	32,6	- 6,7	5,5	0,2	- 5,3	-12,0	+ 4,9	+ 6,3	+ 3,6	- 3,1	+ 0,3
6 prem. mois	72,5	63,8	- 8,7	9,2	0,3	- 8,9	-17,6	+ 6,0	+ 7,5	+ 6,7	- 3,2	+ 0,6
1962 Juin	10,7	11,3	+ 0,6	1,1	0,1	- 1,0	- 0,4	+ 0,4	+ 2,9	- 3,1	+ 0,1	+ 0,1
Juillet	12,4	14,8	+ 2,4	1,4	...	- 1,4	+ 1,0	+ 2,2	- 1,6	- 0,2	- 1,1	- 0,3
Août	7,2	8,8	+ 1,6	1,5	...	- 1,5	+ 0,1	...	+ 1,2	- 0,9	- 0,6	+ 0,2
Septembre	9,4	8,4	- 1,0	1,5	...	- 1,5	- 2,5	...	+ 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,4
Octobre	9,6	10,7	+ 1,1	1,9	...	- 1,9	- 0,8	...	+ 3,5	- 1,3	- 2,0	+ 0,6
Novembre	10,6	11,4	+ 0,8	2,3	0,1	- 2,2	- 1,4	+10,2	- 7,8	- 0,4	- 0,8	+ 0,2
Décembre	12,1	15,2	+ 3,1	2,0	0,1	- 1,9	+ 1,2	...	- 4,0	+ 0,9	+ 2,6	- 0,7
1963 Janvier	14,0	13,5	- 0,5	2,0	0,1	- 1,9	- 2,4	...	+ 4,3	+ 0,5	- 2,2	- 0,2
Février	10,5	9,2	- 1,3	2,0	0,1	- 1,9	- 3,2	...	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,6
Mars	14,8	9,9	- 4,9	1,5	...	- 1,5	- 6,4	+ 4,9	+ 1,5	+ 2,1	- 1,0	- 1,1
Avril	11,9	10,0	- 1,9	1,3	0,1	- 1,2	- 3,1	...	+ 3,5	+ 0,6	- 1,5	+ 0,5
Mai	9,2	10,7	+ 1,5	1,2	...	- 1,2	+ 0,3	...	- 1,9	+ 2,1	- 0,3	- 0,2
Juin	12,1	10,5	- 1,6	1,1	...	- 1,1	- 2,7	+ 1,1	- 0,2	+ 0,3	+ 1,7	- 0,2

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5	
1962 6 premiers mois	17,5	+ 0,1	11,7	+ 0,1	23,5	- 0,6	52,7	- 0,4	
1963 6 premiers mois	16,5	- 0,1	12,1	- 0,1	24,7	- 0,2	53,3	- 0,4	
Exercice 1962	1962 Septembre	2,1	- 0,3	1,9	- 0,3	4,0	- 0,2	8,0	- 0,8
	Octobre	3,8	- 0,2	2,0	...	4,5	+ 0,1	10,3	- 0,1
	Novembre	4,3	+ 0,5	2,3	+ 0,2	4,2	+ 0,1	10,8	+ 0,8
	Décembre	5,7	+ 2,2	2,0	- 0,3	4,5	+ 0,1	12,2	+ 2,0
1963	1963 Janvier	4,9	+ 0,1	0,4	- 0,1	...	...	5,3	...
	Février	1,2	- 0,2	...	...	...	...	1,2	- 0,2
	Mars	1,0	+ 0,1	...	...	...	...	1,0	+ 0,1
Ex. 1963	1963 Janvier	2,7	...	1,6	+ 0,1	3,9	- 0,2	8,2	- 0,1
	Février	1,7	...	1,9	- 0,1	3,6	- 0,2	7,2	- 0,3
	Mars	1,8	...	2,1	- 0,1	4,2	- 0,2	8,1	- 0,3
	Avril	3,1	- 0,1	2,1	...	4,2	- 0,1	9,4	- 0,2
	Mai	3,5	+ 0,1	2,3	+ 0,1	4,5	+ 0,3	10,3	+ 0,5
	Juin	3,7	- 0,1	2,1	- 0,1	4,3	+ 0,2	10,1	...
	Juillet	11,1	+ 0,8	2,0	- 0,2	4,3	...	17,4	+ 0,6
	Août	3,7	+ 0,7	2,4	+ 0,2	4,4	+ 0,3	10,5	+ 1,2
	Septembre	3,6	- 0,1	2,2	...	4,6	+ 0,3	10,4	+ 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 3. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1962 ²		Exercice 1962 : septembre 1962		Exercice 1963 : septembre 1963	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	51,4	49,2	2,1	2,4	3,6	3,7
contribution foncière	0,7	0,5	0,1	0,1	...	...
taxe mobilière	4,3	4,6	0,1	0,2	0,1	...
précompte mobilier	—	—	—	—	0,2	0,2
taxe professionnelle ³	34,4	31,5	1,4	1,6	1,0	1,3
précompte professionnel	—	—	—	—	1,7	1,4
impôt complémentaire personnel	6,0	5,7	0,3	0,3	0,6	0,6
contribution nationale de crise	1,8	2,6	...	0,1	...	...
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	3,1	3,2	...	...	...	...
divers ⁴	1,1	1,1	0,2	0,1	0,2	0,1
II. Douanes et accises	24,5	24,7	1,9	2,2	2,2	2,2
dont : douanes	6,6	6,9	0,5	0,6	0,5	0,5
accises	16,7	17,6	1,3	1,6	1,6	1,7
taxes spéciales de consommat.	0,9		0,1		0,1	
III. Enregistrement	48,5	49,0	4,0	4,2	4,6	4,9
dont : enregistrement	4,3	4,5	0,3	0,3	0,4	0,3
successions	2,3	2,3	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées	41,4	41,7	3,5	3,6	4,0	3,7
Total ...	124,4	122,9	8,0	8,8	10,4	10,2
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,5		- 0,8		+ 0,2

Différence par rapport aux éval. budgét.

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire.

² L'exercice 1962, commencé le 1^{er} janvier 1962, a été clôturé le 31 mars 1963.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1961 9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,88
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1963 3 premiers mois	4,4	2,0	3,9	10,3	0,65
6 premiers mois	3,9	2,1	4,1	10,1	0,41
9 premiers mois	4,7	2,1	4,2	11,0	1,18
1962 Septembre	2,1	1,9	4,0	8,0	0,02
Octobre	3,8	2,0	4,5	10,3	0,06
Novembre	4,3	2,3	4,2	10,8	0,04
Décembre	5,7	2,0	4,5	12,2	1,49
1963 Janvier	7,6	2,0	3,9	13,5	1,78
Février	2,9	1,9	3,6	8,4	0,04
Mars	2,8	2,1	4,2	9,1	0,13
Avril	3,1	2,1	4,2	9,4	0,20
Mai	3,5	2,3	4,5	10,3	0,08
Juin	3,7	2,1	4,3	10,1	0,22
Juillet	11,1	2,0	4,3	17,4	8,14
Août	3,7	2,4	4,4	10,5	0,04
Septembre	3,6	2,2	4,6	10,4	0,03

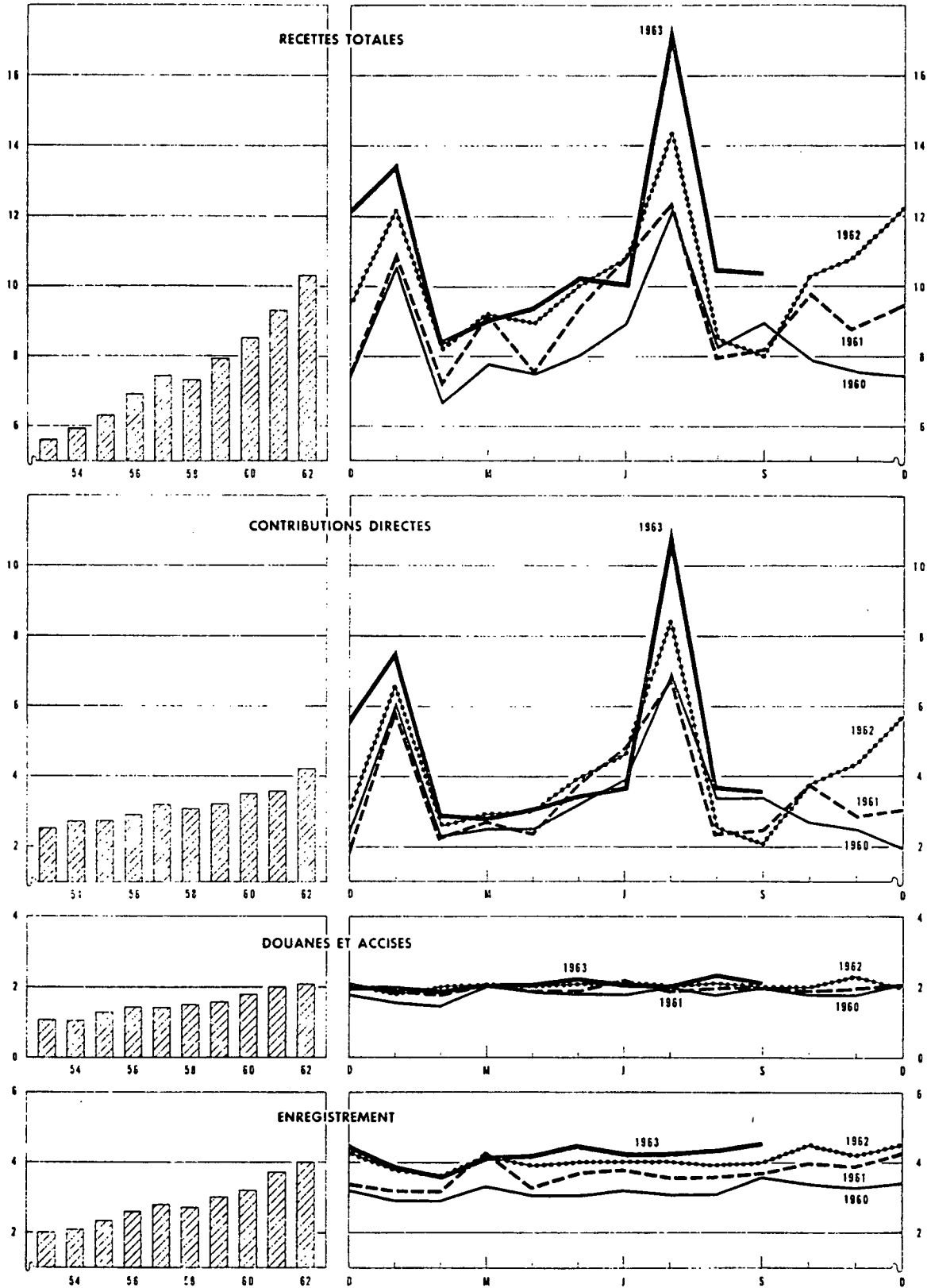
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI^e année, vol. II, no 6, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XI - 4. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



1. — ENCOURS DES CREANCES ET DETTES AU 31 DECEMBRE 1960

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

(Milliards de francs)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE														Total des dettes (15) = (6) + (7) + (13) + (14)	
		Secteurs nationaux non financiers							Etranger (7)	Intermédiaires financiers							Secteurs indéterminés et ajustements (14)
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (8)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Total des secteurs nationaux non financiers (6) = (1) à (5)	Organismes monétaires (8)		Fonds des Rentes (9)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)	Organismes d'assurance-vice et accidents de travail, fonds de pension (11)	Organismes publics de crédit non monétaires (12)	Total des intermédiaires financiers (13) = (8) à (12)			
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée		
		(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)		
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	26,0	—	2,4	—	2,9	31,4	6,6	37,9	
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	25,2	—	0,2	—	0,1	25,6	—	25,6	
		Obligations	8,0	—	—	—	—	8,0	0,2	—	1,0	—	13,1	—	—	22,4	
		Autres emprunts à moyen et long terme	13,0	0,1	—	—	—	13,1	—	—	68,2	22,9	66,9	168,0	—	171,1	
		Divers	4,3	1,1	1,5	0,2	7,5	14,7	—	—	1,6	5,9	0,5	7,9	—	22,6	
		(Actions et parts)	(155,2)	(0,1)	(...)	(...)	(...)	(155,3)	(...)	(0,4)	(...)	(1,3)	(...)	(2,5)	(...)	(157,8)	
		Total ...	25,4	1,2	1,5	0,2	7,5	35,8	0,2	51,3	—	73,5	41,9	70,4	237,0	6,6	279,6
Secteurs nationaux non financiers	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
		Accept., effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Oblig. accessibles à tout placeur	15,1	0,1	—	—	—	15,2	3,0	1,4	0,7	3,1	5,0	0,6	10,9	0,2	29,3
		Oblig. non accessibles à tout placeur	—	0,3	—	—	—	0,3	0,1	0,3	—	1,5	3,0	—	4,8	0,3	5,6
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Divers	3,9	—	4,2	0,1	—	8,3	0,7	—	—	—	—	—	0,1	—	11,0
	(Actions et parts)	(0,7)	—	(13,2)	(3,2)	(...)	(17,2)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(0,9)	(18,0)	
	Total ...	19,0	0,4	4,2	0,4	0,1	24,0	5,3	3,5	0,8	4,6	8,3	3,0	20,2	2,6	52,1	
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	—	—	0,6	—	—	31,0	—	—	—	—	—	—	—	
		Certificats à court terme	—	0,3	—	2,5	—	—	42,3	—	—	—	—	—	—	—	
		Oblig. accessibles à tout placeur	101,7	2,2	—	1,4	0,5	105,8	8,3	27,2	3,7	27,3	34,3	5,3	97,7	0,6	212,4
		Oblig. non accessibles à tout placeur	1,3	—	—	—	—	1,8	—	37,2	—	2,5	2,6	0,5	42,8	1,1	57,2
		Divers	—	0,6	—	—	—	1,1	—	—	—	0,1	1,7	—	—	—	3,0
		Total ...	105,0	3,0	—	4,5	1,6	114,1	53,6	137,7	6,3	31,9	38,8	16,5	231,2	6,9	405,8
	Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Oblig. accessibles à tout placeur	16,1	0,3	—	0,2	—	16,5	0,5	0,2	—	1,0	6,2	1,0	9,3	0,3	26,6
		Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	7,1	—	9,9	—	9,9
		Autres emprunts à moyen et long terme	—	4,2	—	—	—	4,2	—	—	—	0,6	—	—	39,9	—	44,1
		Divers	1,5	0,4	3,3	—	—	5,3	—	—	—	—	—	—	—	—	6,9
		Total ...	17,6	4,9	3,3	0,2	—	26,0	0,5	2,3	1,0	4,3	13,3	40,4	61,2	1,9	89,6
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,4	
		Divers	3,2	—	1,9	—	—	5,1	—	—	—	—	—	—	0,6	6,8	
		Total ...	12,6	—	1,9	—	—	14,5	—	—	—	—	—	—	0,6	1,0	16,2
Secteurs nationaux non financiers	(6) = (1) à (5)	Total des secteurs nationaux non financiers	179,5	9,5	10,9	5,3	9,2	214,5	59,5	194,8	8,0	114,2	102,9	130,3	550,2	19,0	843,3
	Etranger (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2
		Accept. et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	1,0	—	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Obligations	9,6	—	1,0	—	—	10,6	—	—	84,9	—	—	—	84,9	—	85,0
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,6	—	—	15,6	—	—	—	—	—	—	—	—	20,0
		Divers	—	—	8,1	—	—	9,4	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9
	(Actions et parts)	(48,9)	(0,1)	(0,4)	—	—	(49,4)	(...)	(0,8)	(...)	(...)	(1,2)	(...)	(2,0)	(...)	(51,5)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)
Organismes monétaires															
Monnaie	205,2	1,9	2,3	6,8	0,7	216,6	0,2	1,3	...	0,7	...	...	2,0	...	2,2
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,2	—	...	—	...	...	—	...	21,6
Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	21,6	—	...	—	...	...	—	...	7,2
Dépôts en devises des résidents	7,2	—	—	—	—	7,2	—	—	...	—	...	...	—	...	15,6
Dépôts sur livrets des résidents	15,6	—	—	—	—	15,6	—	—	...	—	...	...	—	...	19,1
Dépôts à terme des résidents	18,7	—	—	—	—	18,8	—	—	...	0,3	...	...	0,3	...	8,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,2	—	—	0,2	—	8,0	...	—	...	...	8,0	...	7,6
Obligations (y compris les bons de caisse)	7,6	—	—	—	—	7,6	—	—	...	—	...	...	—	...	7,9
Divers	0,2	...	0,2	...	...	0,3	...	—	...	—	...	...	—	7,5	(6,6)
(Actions et parts)	(5,8)	...	(0,2)	...	...	(6,0)	...	(0,5)	...	(0,1)	...	...	(0,6)	...	(6,6)
Total	254,6	1,9	2,7	6,8	0,7	266,6	21,8	9,3	...	2,3	1,9	0,4	14,0	7,5	309,9
Fonds des Rentés															
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	—	...	5,8
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	5,8	...	—	...	...	—	...	—
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	—	...	—
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	—	...	2,8
Dotations	—	—	2,8	—	—	2,8	—	—	...	—	...	...	—	...	0,1
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	—	0,1	—
Total	—	...	2,8	...	...	2,8	...	5,8	—	...	...	...	5,8	0,1	8,7
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation															
Dépôts à vue	2,5	...	...	0,4	0,4	3,3	...	...	...	...	0,4	0,2	0,6	-0,3	3,6
Dépôts sur livrets	104,3	0,6	—	—	—	104,9	...	...	...	...	...	...	...	...	104,9
Dépôts à terme	0,6	...	...	1,2	1,9	3,7	...	...	...	...	0,1	...	0,1	-0,1	3,7
Obligations (y compris les bons de caisse)	8,0	...	...	—	—	8,0	...	...	...	...	...	...	...	...	8,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,4	—	—	—	—	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4
Divers	4,0	...	0,2	...	...	4,2	...	0,2	...	0,1	...	...	0,3	1,7	6,1
(Actions et parts)	(1,1)	...	...	...	...	(1,1)	...	...	...	...	...	...	...	...	(1,1)
Total	119,8	0,6	0,2	1,6	2,3	124,5	...	0,2	...	0,2	0,4	0,2	1,0	1,3	126,7
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension															
Oblig. accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,8	...	0,2	4,3	...	5,4	0,4	6,0
Réserves de sécurité sociale	16,7	...	...	...	...	16,7	...	...	...	...	...	...	...	...	16,7
Réserves mathématiques	118,7	...	...	...	...	118,7	...	...	...	...	...	...	...	...	118,7
Divers	0,2	...	0,6	0,1	0,9	1,7	...	...	...	...	0,6	...	0,6	0,4	2,7
Total	135,5	...	0,6	0,1	1,0	137,1	0,1	0,8	...	0,2	4,9	...	6,0	0,8	144,0
Organismes publics de crédit non monétaires															
Dépôts à vue	0,9	...	...	0,4	...	1,4	...	...	...	...	...	...	...	0,1	1,4
Argent à très court terme	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	0,5	0,8
Dépôts sur livrets	3,3	...	...	...	...	3,3	...	...	...	...	...	...	...	...	3,3
Dépôts à terme	1,0	0,2	...	2,2	...	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	3,5
Engag. en comptes courants ou d'avances	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,5	...	
Oblig. accessibles à tout placeur	54,6	...	...	0,2	0,8	55,6	1,7	5,4	0,3	9,1	12,8	0,2	27,8	...	85,1
Oblig. non accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,4	0,4	...	...	...	7,8	8,6	...	16,4	2,0	18,9
Divers	2,6	...	10,1	0,2	...	12,9	...	...	...	0,2	...	...	0,2	3,0	16,0
(Actions et parts)	(0,7)	(...)	(0,7)	(...)	(...)	(1,4)	(...)	(0,1)	(-)	(...)	(...)	(...)	(0,1)	(...)	(1,6)
Total	62,4	0,3	10,1	3,0	1,3	77,1	1,8	5,5	0,3	17,6	21,4	0,2	45,0	5,4	129,5
Total des intermédiaires financiers	572,3	2,7	16,4	11,5	5,2	608,1	23,8	21,6	0,4	20,3	28,7	0,9	71,8	15,1	718,8
Secteurs industriels et Aliments															
(15) + (7) + (14)	- 7,1	2,2	1,0	- 1,2	0,1	- 4,9	7,1	7,5	0,4	0,5	0,2	- 0,6	8,0	—	10,3
Total des créances	754,3	15,7	54,1	15,5	14,6	854,3	90,4	320,4	9,7	135,9	135,1	133,0	734,1	34,7	1.713,5
16. Total des dettes [colonne (15)]	279,6	52,1	405,8	89,6	16,2	843,3	141,1	309,9	8,7	126,7	144,0	129,5	718,8	10,3	1.713,5
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+474,6	-36,3	-351,7	-74,1	-1,6	+11,0	-50,7	+10,5	+1,0	+9,1	-8,9	+3,5	+15,3	+24,4	...

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

* Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Récompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Royale de Crédit Agricole, Société Royale de Crédit Agricole, Fonds de Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers															
	Organismes monétaires (8)				Fonds des Reutes (9)				Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (10)				Organ. d'assurance-vie et soci. de travail, fonds de pension (11)			
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engagements bruts envers l'étranger ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépôts en devises des résidents	+ 2,9	—	—	—	—	—	+ 2,9	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,9
Dépôts sur livrets des résidents	+ 0,2	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2
Dépôts à terme des résidents	+ 3,3	—	—	—	—	—	+ 3,3	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	— 0,3	—	—	—	— 0,3	—	+ 0,5	—	—	—	—	+ 0,5	—	+ 0,2
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 0,7	—	—	—	—	—	+ 0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
(Actions et parts)	(+ 0,5)	—	(...)	—	—	—	(+ 0,5)	—	(- 0,1)	(...)	—	—	—	(- 0,1)	—	(+ 0,5)
Total ...	+11,7	...	- 0,1	- 0,6	...	+10,9	+ 7,3	+ 0,2	...	+ 0,7	- 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,1	+ 19,3	
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	- 0,1	—	- 0,1
Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,2	—	—	—	—	+ 1,2	—	+ 1,2
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Opérations à réméré	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dotations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	...	...	—	...	...	...	...	+ 1,2	—	- 0,1	...	...	+ 1,1	...	+ 1,2	
Dépôts à vue	- 0,2	—	—	—	- 0,3	- 0,6	—	—	—	—	—	- 0,1	- 0,1	- 0,2	—	- 0,8
Dépôts sur livrets	+ 7,0	—	—	—	+ 7,0	+ 7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,0
Dépôts à terme	+ 0,1	—	—	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	—	—	—	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	- 0,1
Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,0	—	—	—	—	+ 1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,0
Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	+ 0,4	—	+ 0,2	—	—	+ 0,6	—	—	- 0,1	—	—	—	—	- 0,1	+ 0,3	+ 0,9
(Actions et parts)	(+ 0,2)	—	—	—	—	(+ 0,2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,2)
Total ...	+ 8,2	...	+ 0,2	+ 0,2	- 0,4	+ 8,1	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,3	+ 7,9	
Oblig. accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oblig. non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	+ 0,2	+ 0,8	—	+ 1,4	+ 0,1	+ 1,5
Réserves de sécurité sociale	+ 0,5	—	—	—	—	+ 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5
Réserves mathématiques	+ 9,5	—	—	—	—	+ 9,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 9,5
Divers	—	—	—	+ 0,1	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,1
Total ...	+10,0	...	...	+ 0,1	...	+10,1	...	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 0,5	...	+ 1,0	+ 0,2	+ 11,4	
Dépôts à vue	+ 0,1	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 0,1	—	—	- 0,8	—	—	- 0,8	+ 0,3	- 0,4
Dépôts sur livrets	+ 0,3	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3
Dépôts à terme	+ 0,3	+ 0,2	—	+ 0,4	—	+ 0,8	—	—	—	—	- 0,1	—	- 0,1	—	—	+ 0,8
Engag. en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,2
Oblig. accessibles à tout placeur	+ 8,4	—	—	—	—	+ 8,4	—	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,2	- 0,3	+ 1,9	—	—	+ 10,3
Oblig. non accessibles à tout placeur	+ 0,9	—	—	—	+ 0,2	+ 0,9	—	—	—	+ 0,3	+ 1,1	—	+ 1,4	—	- 0,1	+ 1,6
Divers	+ 0,9	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	+ 1,5
(Actions et parts)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(+ 0,2)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,2)
Total ...	+ 9,9	+ 0,2	...	+ 0,4	+ 0,2	+10,7	...	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,3	+ 2,2	- 0,3	+ 2,7	+ 0,8	+ 14,2	
Total des intermédiaires financiers	+39,8	+ 0,1	+ 0,1	...	- 0,2	+39,8	+ 7,4	+ 2,0	+ 0,1	+ 1,1	+ 2,3	- 0,1	+ 5,4	+ 1,4	+ 54,0	
Secteurs miniers et autres tenants (14)	- 1,8	- 0,3	- 0,5	+ 0,4	- 0,2	- 2,4	+ 1,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,2	+ 0,3	- 1,3	- 1,6	—	—	- 2,2
Total des créances	+44,9	- 0,4	+ 3,2	- 2,3	+ 1,2	+46,6	+15,5	+21,1	+ 1,2	+ 8,8	+11,3	+14,9	+57,3	+ 0,1	+119,5	
16. Total des dettes [colonne (15)]	+26,8	+ 0,3	+21,7	+ 3,9	+ 2,2	+54,9	+12,8	+19,3	+ 1,2	+ 7,9	+11,4	+14,2	+54,0	- 2,2	+119,5	
17. Solde des créances (+) et des dettes (-) [(15) - (16)]	+18,1	- 0,7	-18,5	- 6,3	- 1,0	- 8,3	+ 2,7	+ 1,8	...	+ 0,9	- 0,1	+ 0,8	+ 3,3	+ 2,3	...	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.
 * Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal (pour son activité non monétaire), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour son activité non monétaire), Associations de crédit de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (pour leur activité non monétaire), Société Nationale du Logement, Institut National de Crédit Agricole, Office Central de Crédit Hypothécaire, Institut de Résecompte et de Garantie (pour son activité financée au moyen de ressources non monétaires), Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne (à l'exclusion de sa caisse d'assurance-vie), Fonds du Logement et Fonds des Etudes de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tation aux entreprises et particulières résidant en Belgique		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Créances et engage- ments sur et envers des inter- médiaires financiers non monétaires	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises													(5) = (1) à (4)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,6	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 2	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2 4	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5 4	74,8	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,0
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 4	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 4	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 4	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	5,8	6,6	167,2	66,8	78,6	-10,4	+ 9,0	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	150,1	7,0	6,7	163,8	72,9	86,7	-11,1	+10,1	- 5,8
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	7,2	6,0	173,0	74,5	88,6	-11,1	+10,3	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,3	...	332,8	84,4	164,5	7,5	6,4	178,4	78,7	92,5	-11,2	+10,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>															
Juin	p 272,5	51,3	8,3	...	p 332,1	81,6	167,3	7,5	5,3	180,1	79,0	92,8	-11,2	p+10,4	- 7,8

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1958 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

3 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre et décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier et février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne séries, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

6 Y compris les créances sur les fonds de pension.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 6, novembre 1958 — XXXVIII^e année, vol. II, n° 3.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63				
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4				
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	7,1				
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1				
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,6	2,4	0,9	2,7	1,2	2,4	0,3	2,3	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8				
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1				
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères ²	5,6	7,8	6,2	12,6	15,5	19,9	19,3	20,4	18,2	13,4	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6				
b) en francs belges ²	0,1	...	0,4	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	1,5	1,5				
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des créances sur l'étranger .	74,8	77,3	70,5	81,5	80,6	83,4	87,0	93,8	91,1	90,4	89,4	92,0	96,4	99,5	100,6				
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3				
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,2				
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	1,5				
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat :																			
a) à un an au plus	9,0	8,4	9,4	6,0	8,4	7,2	9,7	6,5	6,4	8,1	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2				
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3				
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0				
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles au public .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2				
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations .....	...	...	1,2	1,0	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...
b) effets commerciaux	2,5	2,4	3,5	3,4	2,8	2,1	1,7	2,5	2,0	1,7	1,7	6,3	2,5	2,5	1,9				
c) avances	0,1	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																			
— généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	—	—	—				
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	0,3	...	...		
b) à plus d'un an :																			
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
D. Autres	6,5	8,4	12,5	22,0	25,6	26,6	28,6	28,6	27,0	23,6	22,6	19,9	29,2	33,4	35,0				
TOTAL DE L'ACTIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2				

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — (Chiffres trimestriels)

(Milliards de francs)

	81-8-80	80-6-60	80-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	80-9-61	31-12-61	81-8-62	30-6-62	80-9-62	31-12-62	31-3-63	80-6-63	80-9-63				
A. Engagements envers l'étranger :																			
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2				
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Autres :																			
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,4	0,6	0,5	0,8	0,8	0,6	0,7				
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Total des engagements envers l'étranger	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	0,7	1,0	1,1	0,6	0,8	0,7	1,0	1,0	0,8	0,9				
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets ²	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,4	2,3	2,6	2,5	2,5	p 2,5				
2. Autres :																			
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1				
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Monnaie fiduciaire ³	113,9	117,1	118,5	121,7	120,4	122,6	123,8	126,7	125,5	129,7	131,0	135,9	138,0	143,8	p 144,2				
2. Monnaie scripturale :																			
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,4	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,3	0,3	p 0,4				
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
3. Liquidités quasi monétaires:																			
a) détenues par les entreprises et particuliers :																			
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
5. Autres :																			
a) envers le Fonds des Rentes	2,7	2,9	...	...	1,6	1,9	6,4	3,2	3,2	2,1	1,7	...	—	—	—				
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
D. Autres	7,9	9,7	13,8	23,9	26,9	28,3	29,8	30,6	29,0	25,3	24,3	21,1	30,5	34,9	p 36,1				
TOTAL DU PASSIF ...	129,9	134,0	136,2	150,9	154,4	156,4	164,0	168,6	163,6	160,8	160,5	162,7	174,5	182,4	184,2				

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	28-2-62	31-8-62	30-4-62	31-5-62	30-6-62	31-7-62	31-8-62	30-9-62	31-10-62	30-11-62	31-12-62	31-1-63	28-2-63	31-8-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	31-7-63	31-8-63	30-9-63
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	64,6	64,9	65,7	65,9	66,8	66,8	67,1	67,1	67,1	67,0	68,3	68,1	68,2	68,6	68,6	68,6	68,6	67,7	68,2	68,4
2. Participation au F.M.I.	7,2	7,2	6,5	6,5	7,5	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,5	6,8	6,8	7,1
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	0,3	0,5	1,0	2,3	3,5	0,3	0,8	2,0	3,0	3,8	3,5	1,6	3,0	2,7	2,3	3,1	5,0	4,2	3,8
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères ²	17,9	18,2	15,2	15,9	13,4	14,8	14,2	14,3	13,7	13,1	12,8	14,4	15,7	17,8	19,0	19,5	19,4	20,3	20,2	19,6
b) en francs belges ² .....	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	90,2	91,1	88,3	89,7	90,4	92,3	88,7	89,4	89,9	90,2	92,0	93,0	92,5	96,4	97,3	98,8	99,5	101,5	101,1	100,6
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1	0,3	...	0,2
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	1,3	0,1	...	0,3	...	...	0,2	1,1	0,4	1,5
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	4,0	6,4	8,6	7,5	8,1	7,2	10,0	9,9	9,5	4,6	5,2	7,3	9,2	8,8	8,6	9,3	9,9	6,1	9,2	8,2
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) effets commerciaux	2,2	2,0	1,8	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7	2,3	6,3	2,5	2,4	2,5	2,2	2,1	2,5	4,1	2,4	1,9
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations:																				
— généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	0,4	...	0,5	1,0	0,6	0,3	...	0,3	0,3	0,3	...	0,1	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	27,1	27,0	25,4	25,3	23,6	24,3	23,9	22,6	21,6	19,5	19,9	21,5	26,6	29,2	30,5	31,6	33,4	33,9	34,0	35,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,5	163,6	161,1	161,3	160,8	162,4	161,6	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2

¹ Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.² Pour les dates antérieures au 30 juin 1968, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(Milliards de francs)

	28-2-62	31-3-62	30-4-62	31-5-62	30-6-62	31-7-62	31-8-62	30-9-62	31-10-62	30-11-62	31-12-62	31-1-63	28-2-63	31-3-63	30-4-63	31-5-63	30-6-63	31-7-63	31-8-63	30-9-63
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,4	0,5	0,4	0,6	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,7	0,6	0,7	0,6	0,8	0,7	0,8	0,7	0,9	0,8	1,0	0,9	0,9	1,0	0,8	0,7	0,8	0,6	0,9	0,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	2,4	2,3	2,5	2,6	2,4	2,7	2,3	2,3	2,3	2,2	2,6	2,4	2,4	2,5	2,5	2,4	2,5	2,5	2,3	p 2,5
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	0,1	2,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	0,1	0,1	2,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	124,4	125,5	126,9	127,3	129,7	130,5	130,8	131,0	132,2	131,8	135,9	134,7	136,9	138,0	139,7	141,8	143,8	144,7	144,7	p 144,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	p 0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	3,3	3,2	3,5	3,0	2,1	2,1	2,0	1,7	0,8	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les parastatutaires de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	29,1	29,0	27,0	27,3	25,3	25,9	25,2	24,3	23,4	21,1	21,1	23,2	27,0	30,5	32,4	33,7	34,9	35,6	35,6	p 36,1
TOTAL DU PASSIF ...	160,5	163,6	161,1	161,3	160,8	162,4	161,6	160,5	160,1	156,3	162,7	161,6	167,6	174,5	175,8	179,0	182,4	183,9	183,9	184,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des parastatutaires, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires - ACHU - CHIFFRES INDICATEURS

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 2
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger .	1,2	1,4	0,9	0,4	1,7	1,2	1,6	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
2. Autres :															
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,4	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	29,2	30,9	32,0	34,4	33,2	33,4	34,2	34,0	34,9	36,6	36,8	38,6	40,0	41,2	41,2
b) à plus d'un an :															
— obligations généralement accessibles au public	4,8	4,9	4,9	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2	5,1	5,3	5,5	5,5	5,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :															
a) à un an au plus	2,1	1,9	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	3,4	3,3	3,4	3,4
b) à plus d'un an :															
— obligations généralement accessibles au public	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :															
a) acceptations	1,1	2,1	0,4	0,4	0,8	1,2	0,8	1,8	0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
b) effets commerciaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,7
c) avances .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
d) obligations :															
— généralement accessibles au public	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2
b) à plus d'un an :															
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,4	3,9	3,5	2,8	3,7	3,6	4,4	5,0	4,8	4,6	4,7	4,6	5,0	5,2	4,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,7	55,3	56,9	56,4

1 Office des Cheques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise, jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres »; à partir du 30 juin 1963, nouvelle série, cette contrepartie est rangée sous la rubrique « C6a - Créances sur les paraétatiques de crédit à un an au plus ».

2 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires - Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Informations et de Documentation - XXXVIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-8-60	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	30-6-61	80-9-61	81-12-61	81-3-62	30-6-62	80-9-62	81-12-62	81-8-63	80-6-63	80-6-63 s					
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
2. Envers l'U.I.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
b) en francs belges	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6					
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Total des engagements envers l'étranger	0,8	0,9	0,7	1,5	1,3	1,3	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6					
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3					
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1					
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,7	0,6	0,6					
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	4,9	5,0	5,1	5,2	5,1	5,3	5,3	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9					
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	25,5	26,8	25,6	28,2	27,2	28,6	28,5	29,5	29,3	30,6	31,1	32,4	33,2	34,6	34,1					
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7					
3. Liquidités quasi monétaires:																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,9	2,5	...	...	1,9	1,9	1,1	1,8	1,1	0,7	0,3	0,1	—	—	—					
b) envers les parastatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,3	...	—	—	—	—	—					
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
D. Autres	0,1	0,2	0,2	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1					
TOTAL DU PASSIF ...	42,5	45,8	43,5	46,2	47,0	47,6	48,6	51,1	49,1	50,8	51,4	53,7	55,3	56,9	56,4					

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des parastatiques, sauf ceux de certains parastatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne séries (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est.	30-6-63 1
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Participation au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,7	1,0	0,9	0,9	1,2	1,3	1,3	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,7
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,9	0,8	0,5	0,5	0,6	0,5	0,7	0,6	2,2	2,2	2,1	0,8	1,1	2,1	2,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères ²	9,4	10,4	12,4	11,3	12,2	14,0	14,2	15,2	16,0	15,7	16,3	19,5	19,3	23,9	24,0
b) en francs belges ²	2,2	2,3	2,8	2,4	2,2	2,4	2,3	1,9	2,2	2,5	2,2	2,2	3,3	3,4	3,8
7. Ajustement statistique	-0,7	-0,3	-0,3	-0,4	-0,5	-0,2	-0,3	-0,4	+0,3	-0,4	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—
Total des créances sur l'étranger .	12,5	14,2	16,3	14,7	15,7	18,0	18,2	18,8	22,0	21,2	22,3	23,7	25,5	30,4	30,6
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	2,0	2,2	2,0	2,4	2,2	2,1	2,1	2,3	2,2	2,3	2,2	2,6	2,5	2,5	2,5
2. Autres :															
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,2	2,8	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,2	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	33,1	35,0	39,4	32,9	39,0	45,6	46,8	42,1	39,0	39,4	39,0	14,4	19,1	21,9	21,9
b) à plus d'un an :															
— obligations généralement accessibles au public	18,1	17,6	17,7	18,0	18,3	19,3	19,7	20,7	22,9	23,6	25,0	28,5	29,9	29,2	32,0
— autres	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	2,4	2,4	2,8	2,6	2,6	2,7	21,9	20,2	20,5	20,5
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations généralement accessibles au public	1,5	1,6	1,7	1,5	1,6	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,3	1,6	0,5
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :															
a) acceptations	1,0	0,8	0,6	1,4	1,2	1,1	1,5	2,1	3,8	4,1	5,1	3,0	3,5	4,9	4,9
b) effets commerciaux	18,6	17,2	17,0	20,3	19,6	21,0	22,0	24,1	25,1	25,4	27,2	26,9	32,2	32,9	33,4
c) avances	24,8	25,9	25,6	26,2	26,4	28,1	28,1	30,0	30,0	31,1	31,8	35,6	35,1	37,6	37,3
d) obligations :															
— généralement accessibles au public	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,1	2,4
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	6,4	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
b) à plus d'un an :															
— obligations généralement accessibles au public	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,8	9,2	9,9	9,9
— autres .....	...	...	...	...	...	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5
D. Autres	20,2	22,0	20,5	21,9	22,0	23,6	23,7	24,4	25,4	29,6	28,1	31,1	36,2	40,4	39,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. 11, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-8-60	80-6-60	80-9-60	81-12-60	81-3-61	30-6-61	30-9-61	81-12-61	81-3-62	30-6-62	30-9-62	81-12-62	81-3-63	80-6-63 est	80-6-63 1
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1
b) en francs belges ^{1 2 3}	9,2	10,0	10,7	11,2	10,8	10,5	10,9	11,5	10,9	11,1	11,2	12,4	12,3	15,3	16,1
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	-1,2	—
Total des engagements envers l'étranger	14,0	16,5	19,0	19,3	22,5	32,4	33,5	32,2	26,3	26,6	28,3	32,5	34,6	42,2	46,2
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	1,7	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,3	0,2	0,2
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3
c) envers les banques de dépôts	2,2	2,1	1,7	2,1	2,3	2,7	3,7	3,0	3,4	3,1	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers	60,4	62,4	55,8	57,4	60,7	61,4	60,9	65,1	66,1	68,3	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires:															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,7	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes	0,6	...	...	...	0,9	2,2	0,7	0,8	0,5	1,3	0,7	...	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,4	0,6	1,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	30,4	32,2	32,7	33,3	32,8	34,1	37,2	37,7	39,6	42,5	43,5	44,2	46,2	48,2	45,8
TOTAL DU PASSIF ...	155,4	159,5	160,0	162,4	172,9	187,2	194,3	199,9	201,8	207,6	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0

¹ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. 11, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	31-3-60	30-6-60	30-9-60	31-12-60	31-3-61	30-6-61	30-9-61	31-12-61	31-3-62	30-6-62	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-9-63 4						
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	59,1	59,5	54,7	58,5	56,6	53,7	58,3	62,4	64,9	66,8	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6						
2. Participation au F.M.I.	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	7,4	8,0	7,2	7,5	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5						
3. Obligations	0,8	1,1	1,0	1,0	1,3	1,4	1,4	1,6	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	0,8						
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,1	2,2	2,0	3,3	3,2	4,4	3,5	3,5	2,9	4,7	3,1	4,8	4,2	5,3	5,3						
5. Créances sur l'U.E.P. ¹	5,5	5,5	4,1	3,5	3,1	2,4	0,7	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2						
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	15,0	18,2	18,6	23,9	27,7	33,9	33,5	35,6	34,2	29,1	30,6	32,3	37,1	43,4	43,5						
b) en francs belges ²	2,3	2,3	3,2	2,4	2,2	2,6	2,3	2,0	2,2	2,5	2,3	2,2	3,3	4,9	5,3						
7. Ajustement statistique	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,4	+ 0,3	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	-						
Total des créances sur l'étranger ..	88,5	92,9	87,7	96,6	98,0	102,6	106,8	113,1	113,5	111,8	111,9	115,9	122,0	130,0	130,2						
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8						
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	1,8	0,4	0,3	1,0	1,8	0,2	0,4	4,0	2,5	0,1	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1						
b) sur les organismes publics	2,1	1,5	2,6	3,1	2,1	1,5	2,1	1,8	0,8	1,0	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6						
c) sur les banques de dépôts	2,2	2,1	3,4	2,1	2,3	2,8	3,7	3,3	3,4	3,2	3,4	4,9	4,5	4,7	4,3						
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus	71,3	74,3	80,8	73,3	80,6	86,2	90,7	82,6	80,3	84,1	85,7	58,2	67,9	73,0	73,0						(7)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles au public	25,2	24,8	24,8	25,4	25,6	26,7	27,1	28,1	30,4	31,1	32,4	36,1	37,7	37,0	39,8						(7)
— autres	37,1	37,1	37,1	37,2	37,2	36,4	36,4	36,8	36,6	36,6	36,7	55,9	54,2	54,5	54,5						(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	2,1	1,8	0,9	2,1	1,5	2,1	1,6	3,4	2,6	2,5	3,2	3,4	3,3	3,4	3,4						(9)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles au public	1,6	1,9	2,0	1,8	1,9	1,8	1,7	1,8	2,0	2,0	2,3	2,2	1,7	1,9	0,8						(9)
— autres	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0						(9)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations	2,1	2,9	2,2	2,8	2,0	2,3	2,3	4,1	3,9	4,6	5,3	3,1	3,7	5,0	5,0						(11)
b) effets commerciaux	21,5	20,0	20,9	24,0	23,0	23,7	24,2	27,1	27,7	27,8	29,6	34,1	35,5	36,1	36,6						(11)
c) avances	24,9	26,3	25,7	26,2	26,4	28,1	28,1	30,1	30,1	31,2	31,9	35,7	35,2	37,6	37,4						(11)
d) obligations :																					
— généralement accessibles au public	2,0	1,9	1,6	1,6	1,9	2,0	2,0	2,3	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,1	2,4						(15)
— autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0						(15)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ³	6,1	7,5	3,9	5,8	8,4	10,0	11,7	11,0	8,0	8,6	8,6	7,0	—	—	—						(8)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,7	0,3	...	0,2						(14)
b) à plus d'un an :																					
— obligations généralement accessibles au public	5,1	5,3	5,3	5,4	5,6	5,9	6,1	6,7	7,6	8,3	8,5	8,8	9,2	9,9	9,9						(14)
— autres	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6						(14)
D. Autres	30,1	34,3	36,5	46,7	51,3	53,8	56,7	58,0	57,2	57,8	55,4	55,6	70,1	79,0	77,2						(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,5	457,4	481,3	480,8						

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

(6)

(7)

(7)

(7)

(9)

(9)

(9)

(11)

(11)

(11)

(15)

(15)

(8)

(14)

(14)

(14)

(15)

¹ Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 0a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.³ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».⁴ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Révision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII année, vol. 11, n° 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliards de francs)

	81-8-60	80-6-60	80-9-60	31-12-60	31-3-61	80-6-61	80-9-61	31-12-61	81-8-62	80-6-62	80-9-62	81-12-62	81-8-63	80-6-63 est	80-6-63 7						
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2						
2. Envers l'U.E.P.	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ²	5,6	6,9	9,1	9,2	12,4	22,4	23,0	21,3	15,5	16,4	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1						
b) en francs belges ^{1 2}	10,5	11,6	12,0	13,5	12,7	12,3	13,0	14,4	13,3	13,7	13,7	15,1	15,7	18,5	19,3						
4. Ajustement statistique	-0,8	-0,4	-0,8	-1,1	-0,7	-0,5	-0,4	-0,6	-0,1	-0,9	-0,1	-0,3	+0,6	-1,2	—						
Total des engagements envers l'étranger	15,6	18,4	20,5	21,8	24,6	34,4	35,8	35,3	28,9	29,4	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6						
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ³	2,7	2,9	2,7	3,0	2,9	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8						
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	2,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,3	0,4	0,3	0,3						
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	...	...	0,3	...	0,3	0,3						
c) envers les banques de dépôts	6,1	4,0	4,2	5,9	6,2	4,4	6,2	8,8	6,7	4,2	4,4	7,5	7,2	4,8	4,4						
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ⁴	118,8	122,1	123,6	126,9	125,5	127,9	129,1	132,2	131,0	135,3	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7						
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁵	86,2	89,6	81,9	86,4	88,4	90,4	89,8	95,2	95,8	99,3	99,0	102,2	106,4	110,9	110,2						
b) détenue par les pouvoirs publics	7,5	8,2	8,6	7,3	8,7	8,4	9,6	10,0	9,6	10,4	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7						
3. Liquidités quasi monétaires:																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	20,3	17,7	18,1	19,1	21,7	22,3	25,2	27,3	30,6	30,5	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9						
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	15,8	15,7	15,6	15,6	15,8	15,7	15,9	16,3	16,9	17,4	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4						
— dépôts en devises	4,8	5,8	8,0	7,2	7,9	7,9	8,4	8,0	8,2	7,9	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2						
b) détenues par le Trésor	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	6,9	7,1	7,8	7,6	7,9	8,2	8,4	8,6	9,1	9,8	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2						
5. Autres :																					
envers le Fonds des Rentes ⁶	4,2	5,4	...	...	4,4	6,0	8,2	5,8	4,8	4,1	2,7	0,1	—	—	—						
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	0,1	0,7	0,4	0,2	0,5	0,6	1,4	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3						
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
D. Autres	38,4	42,1	46,7	57,5	59,7	62,4	67,0	68,3	68,6	67,8	67,8	65,3	76,7	83,2	80,8						
TOTAL DU PASSIF ...	327,8	339,3	339,7	359,5	374,3	391,2	406,9	419,6	414,5	419,2	424,3	434,5	457,4	481,3	480,8						

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organ-
ismes monétaires » dans lequel
(6)

(1)

(1)

(1)

(2)

(2)

(3)

(4)

(13)

(6)

(14)

(7)

(15)

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

² Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

³ B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

⁴ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁵ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C 5a ou D « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

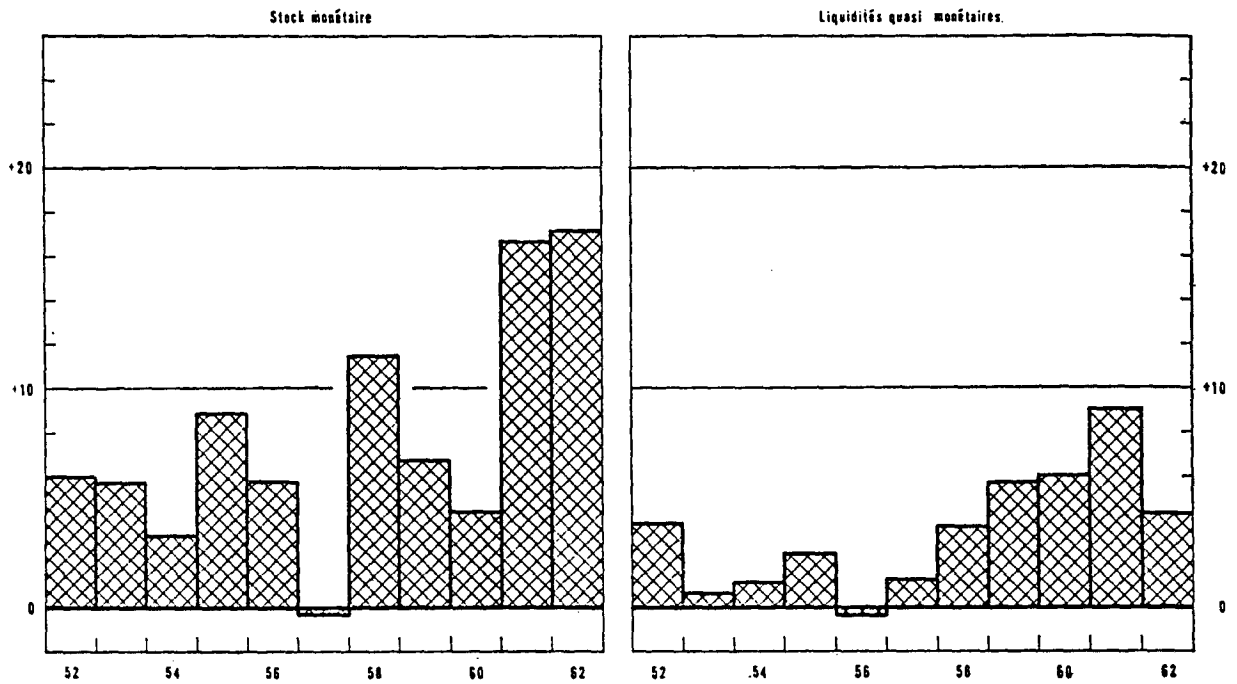
⁶ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

⁷ Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation — XXXVIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

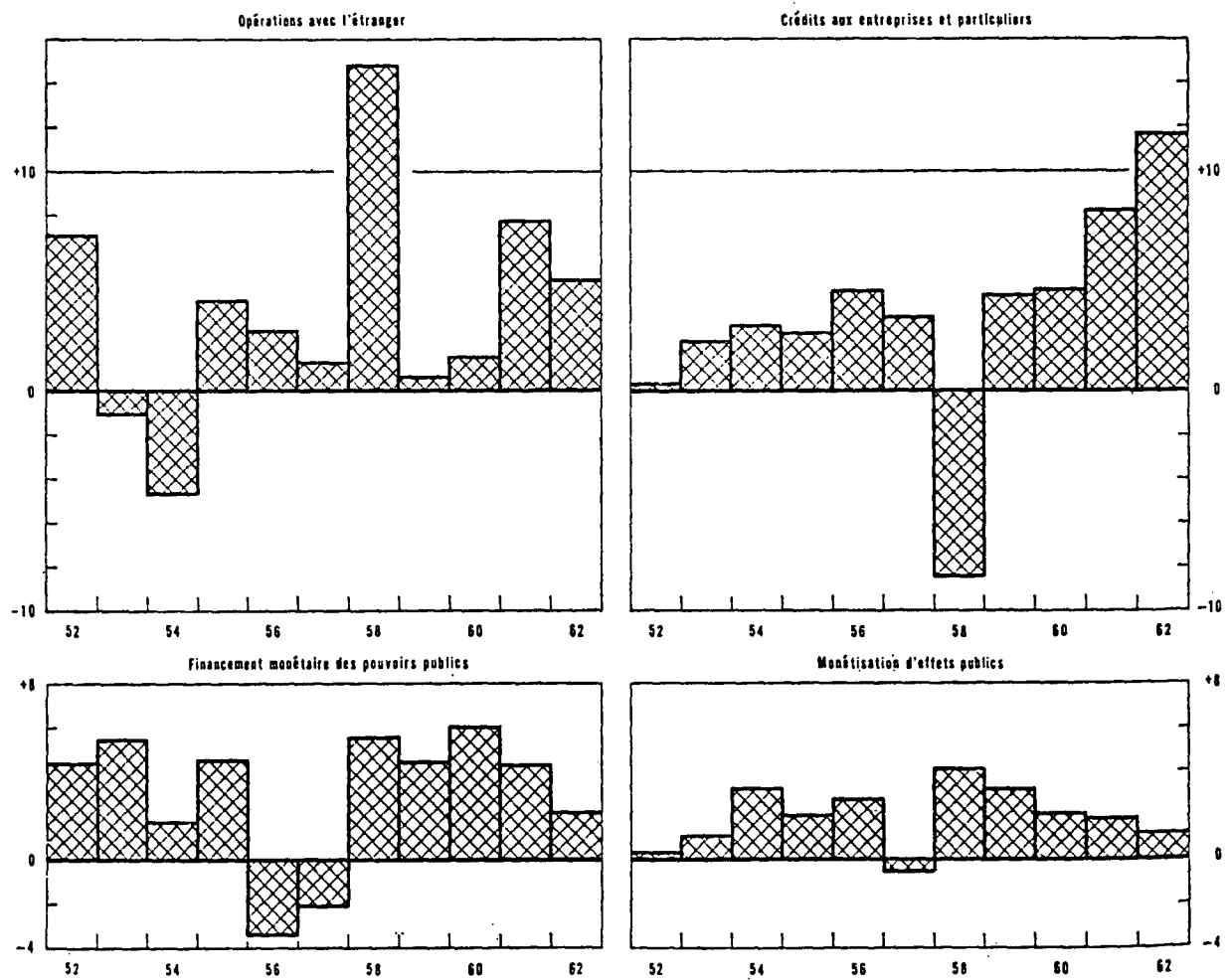
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entre- prises et particuliers résident en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics 3	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'inter- médiaire du Fonds des Rentes				
					par cession de titres de la dette	par cession nette de devises							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 2,7 ¹	+ 0,7 ¹	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 12,9 ¹	+ 2,4 ¹	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,8	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	+ 0,6	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	...	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,2	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,9	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,6	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,2 ²	+ 2,8 ²	- 2,4 ²	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,7	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,4	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,1 ²	... ²	+ 6,1 ²	+ 1,6	- 5,2	+ 5,3	+ 1,3	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,4	- 0,5
Total ...	+ 4,4 ²	+ 6,1 ²	+ 10,5 ²	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,9	+ 2,2	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	- 0,1	- 3,2
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,1 ²	+ 3,3 ²	+ 5,4 ²	- 1,7	+ 5,2	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,8
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,7 ²	+ 3,6 ²	+ 5,3 ²	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,8 ²	+ 1,8 ²	+ 10,6 ²	+ 5,4	- 6,2	+ 0,8	+ 2,5	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,5	+ 0,5
Total ...	+ 16,7 ²	+ 9,1 ²	+ 25,8 ²	+ 8,1	+ 8,5	- 6,4	+ 2,1	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,4	+ 2,0
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 3,8	- 1,2	+ 2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,4	- 0,5	- 0,2	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 1,7	+ 4,0	- 3,8	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,3	+ 2,4
3 ^e trimestre	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 0,2	+ 4,4	- 2,0	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	- 0,2	- 2,1
4 ^e trimestre	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 0,5	- 8,2	+ 0,4	+ 0,5	- 0,7	+ 0,9	+ 6,1	- 0,6	+ 0,6	+ 1,9
Total ...	+ 17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 5,2	+ 4,0	- 2,9	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,7	+ 11,6	- 2,4	+ 2,5	+ 1,1
1963 1 ^{er} trimestre	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 2,8	+ 9,1	+ 1,1	- 0,1	- 0,2	+ 0,2	+ 1,6	- 0,1	...	- 4,1
2 ^e trimestre (est.)	+ 10,6	+ 1,4	+ 12,0	+ 0,1	+ 5,1	+ 1,1	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	+ 4,2	- 0,1	...	+ 1,0

N. D. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Les comptes bancaires à plus d'un mois des sociétés financières qui jusqu'en juillet 1958 étaient englobés dans le stock monétaire ont pu être reclassés dans les liquidités quasi monétaires à partir d'août 1958. Les chiffres qui figurent aux colonnes (1) et (2) du présent tableau pour les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires au 3^e trimestre de 1958 et durant l'année 1958 font abstraction des mouvements comptables qui ont résulté de cette modification de la statistique. — 2 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers » ; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8 0,2 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent aux colonnes (1) à (8) du présent tableau. — 3 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenus par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenus par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1952 Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ⁴	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁴	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
1962 Août	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	56,4
Septembre	6,1	133,2	136,7	11,0	0,4	29,3	69,3	99,0	110,0	246,7	55,4
Octobre	6,1	134,5	137,9	8,6	0,4	30,2	69,5	100,1	108,7	246,6	55,9
Novembre	6,1	134,0	137,5	8,4	0,3	29,5	71,1	100,9	109,3	246,8	55,7
Décembre	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Janvier	6,2	137,1	140,5	9,2	0,3	32,7	70,5	103,5	112,7	253,2	55,5
Février	6,2	139,3	142,7	10,1	0,4	30,0	73,1	103,5	113,6	256,3	55,7
Mars	6,2	140,5	143,8	12,5	0,3	30,9	75,1	106,3	118,8	262,6	54,8
Avril	6,2	142,2	145,5	11,4	0,3	32,2	73,5	106,0	117,4	262,9	55,4
Mai	6,2	144,2	147,6	11,7	0,3	31,9	75,7	107,9	119,6	267,2	55,3
Juin (est.) ⁶	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série⁶</i>											
Juin	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	p 77,5	p110,1	p122,9	p272,5	54,9
Juillet	6,3	147,3	150,6	10,6	0,4	34,3	p 73,3	p108,0	p118,6	p269,2	55,9
Août	6,3	147,1	150,7	10,1	0,3	30,9	p 75,5	p106,7	p116,8	p267,5	56,3

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4.)

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

⁶ Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires — Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* — XXXVII^e année, vol. II, no 3, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (9) - (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	75,5	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,8	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ⁷	- 3,5	71,2 ⁷	- 1,6 ⁷	+ 0,9	- 0,7 ⁷	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁷	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,7 ⁹	74,8 ⁹	+10,8	- 3,7 ⁹	+ 7,1 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,6	...	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,9 ⁹	+ 4,3 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,6	+ 1,9	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,0 ⁹	- 1,8 ⁹	+ 0,2	- 0,3	- 1,7	+ 0,6	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	-15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	-14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,8	+ 0,1	+ 5,4	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,4 ⁹	+ 1,8 ⁹	- 6,4	+ 0,1	+ 8,1	- 1,2	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,5	+ 0,3	+ 3,8	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,8	...	+ 1,7	- 0,4	- 2,5
3 ^e trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,6	- 1,7	- 2,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,8
4 ^e trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,8	- 0,1	+ 0,4	...	- 0,5	+ 0,8	+ 0,7
				- 1,7	+ 4,2	+ 2,7	- 2,9	+ 0,4	+ 5,2	+ 1,3	+ 4,0
1963 1 ^{er} trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,3	+ 3,9	+ 1,1	...	+ 2,8	- 1,6	+ 2,3
2 ^e trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,1	...	+ 0,1	+ 0,3	+ 1,5
Nouvelle série 10											
2 ^e trimestre	98,6	p-10,6	p82,0								

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 8.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeoise, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

10 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à l'article « Organismes monétaires - Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation - XXXVIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1963, pp. 174 à 176.

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	346	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.530	117.697	122.681
Provision spéciale : pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	233	315	349	385	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	246	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N.B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 8 octobre	1963 7 octobre	1962 5 novembre	1963 4 novembre
ACTIF								
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	68.248	67.035	68.361	67.061	68.337
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	12.848	14.704	21.095	14.028	20.926
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	4.786	10.311	4.148	10.103
Avoirs à l'étranger, en francs belges ...	—	—	—	—	—	1.500	—	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	251	290	180	260	126
b) A.M.E. ....	...	...	...	...	35	...	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	6.738	6.738	7.064	6.738	7.064
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	13.754	21.052	13.353	20.613
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	10.083	2.801	6.293	3.558	6.152
Avances sur nantissement	102	51	74	3.022	35	989	534	232
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963)	8.215	6.040	6.515	5.140	8.765	7.725	9.840	8.325
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	326	411	324	392	336
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	1	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.627	2.697	2.627	2.703
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.593	1.539	1.593	1.539	1.593
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.223	1.336	1.221	1.333
Divers	515	698	544	1.778	1.060	1.456	1.067	1.511
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	159.804	185.927	160.368	184.856
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	803	906	610	1.279
PASSIF								
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	138.481	133.429	147.482	134.306	146.877
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	7	24	1	5	12	20	12	17
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	25	19	24	18
Trésor public { compte spécial liqui- dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	387	305	275	349	281
Comptes courants divers	9.161	2.606	8.338	3.474	2.114	670	2.556	760
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E.	344	249	200	185	133	159	211	149
b) autres accords	224	263	365	413	277	302	359	261
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	136.295	148.927	137.817	148.863
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	15.271	18.535	31.341	17.496	30.702
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.278	1.223	1.336	1.221	1.333
Divers	767	938	1.007	1.016	1.124	1.620	1.207	1.755
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.227	2.303	2.227	2.303
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.210	159.804	185.927	160.368	184.856
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	803	906	610	1.279

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1959	1960	1961	1962	1962	1963	1963	1963
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 juillet	31 juillet	31 août	31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux, C.N.C.P.	5.972	5.933	7.533	6.523	3.443	3.433	3.065	3.086
Prêts au jour le jour	1.013	1.277	1.214	1.272	1.038	364	1.149	1.650
Banquiers	6.696	8.103	10.782	13.192	11.084	16.340	10.031	17.012
Maison-mère, succursales et filiales	2.345	3.236	4.287	4.717	4.219	5.141	3.899	5.440
Autres valeurs à recevoir à court terme	5.205	6.017	6.742	8.248	6.641	8.463	6.282	10.249
Portefeuille-effets	52.469	55.155	66.088	46.685	69.233	67.873	72.177	69.288
a) Effets publics ²	34.341	33.627	40.213	16.569	39.176	29.794	40.341	29.439
b) Effets commerciaux ³	18.128	21.528	25.875	30.116	30.057	38.079	31.836	39.849
Reports et avances sur titres	1.364	1.168	1.237	1.317	1.207	1.195	1.189	1.206
Débiteurs par acceptations	11.944	12.682	14.318	17.927	16.570	19.081	15.871	18.780
Débiteurs divers	22.792	26.064	30.726	38.608	33.989	43.705	34.279	42.927
Portefeuille-titres	34.988	39.274	53.444	75.148	54.684	71.037	54.087	70.601
a) Valeurs de la réserve légale	366	401	429	468	468	537	468	537
b) Fonds publics belges ^{2 4}	32.021	36.199	50.094	71.460	51.290	67.268	50.608	66.637
c) Fonds publics étrangers ⁴	231	275	473	317	363	294	322	393
d) Actions de banques	1.340	1.291	1.261	1.282	1.267	1.548	1.272	1.556
e) Autres titres	1.030	1.108	1.187	1.621	1.356	1.390	1.417	1.423
Divers	1.730	1.570	1.552	2.339	1.709	2.199	1.630	2.258
Capital non versé	7	7	9	9	9	9	9	9
Total disponible et réalisable ...	146.525	160.486	197.932	215.985	203.826	238.840	203.668	242.506
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	23	20	19	17	17	21	17	20
Immeubles	1.126	1.190	1.251	1.301	1.287	1.417	1.292	1.428
Participations dans les filiales immobilières	257	258	273	265	265	265	265	265
Créances sur les filiales immobilières	350	345	278	312	310	312	314	313
Matériel et mobilier	140	153	166	200	190	214	194	218
Total de l'immobilisé ...	1.896	1.966	1.987	2.095	2.069	2.229	2.082	2.244
Total de l'actif ...	148.421	162.452	199.919	218.080	205.895	241.069	205.750	244.750

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Depuis juin 1963, la rubrique « Effets publics » comprend les valeurs émises à un an au plus par l'Etat belge ou sous sa garantie. Elle comprend donc, outre les effets publics réescomptables à la B.N.B. ou mobilisables auprès de cette institution à concurrence de 95 %, les effets publics libellés en devises étrangères et les effets à un an au plus émis avec la garantie de l'Etat, actifs qui, jusqu'à présent, étaient repris parmi les fonds publics belges.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques
(millions de francs)

1959 31 décembre	6.835	1961 31 décembre	6.999	1962 31 juillet	5.700	1963 31 juillet	8.473
1960 31 décembre	6.547	1962 31 décembre	6.486	1962 31 août	5.725	1963 31 août	7.306

⁴ La rubrique « Fonds publics belges » se voit, en outre, réduite à partir de juin 1963 de la fraction des titres de la dette congolaise qui, n'étant pas émis sous la garantie de l'Etat belge, sont désormais comptés parmi les fonds publics étrangers.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES 1

(millions de francs)

Passif

Rubriques	1959	1960	1961	1962	1962	1963	1962	1963
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 juillet	31 juillet	31 août	31 août
Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	415	330	398	1.747	360	1.532	348	804
Emprunts au jour le jour	644	1.332	2.110	871	2.669	2.053	2.310	1.547
a) Garantie par des sûretés réelles	571	1.247	1.986	815	2.525	1.934	2.233	1.416
b) Non garantis par des sûretés réelles	73	85	124	56	144	119	77	131
Banquiers	8.568	14.208	28.067	26.553	21.660	35.494	20.942	36.651
Maison-mère, succursales et filiales	2.398	3.165	3.911	4.300	3.113	6.251	3.138	7.052
Acceptations	11.945	12.683	14.319	17.928	16.571	19.081	15.871	18.785
Autres valeurs à payer à court terme	2.690	2.382	2.776	3.875	3.361	5.128	3.557	5.225
Créditeurs pour effets à l'encaissement.....	889	990	967	1.095	1.053	1.081	926	1.172
Dépôts et comptes courants	99.256	103.790	121.118	130.986	129.097	138.695	130.028	141.779
a) A vue	62.077	61.080	66.746	71.259	67.705	74.655	67.656	76.924
b) A un mois au plus	3.319	4.873	6.112	5.532	6.187	5.844	6.598	5.654
c) A plus d'un mois	14.800	19.200	27.902	29.392	32.933	29.062	33.015	29.126
d) A plus d'un an	1.495	956	1.529	2.201	2.137	1.590	2.161	1.508
e) A plus de deux ans	2.097	1.975	2.495	2.671	2.377	3.019	2.428	3.006
f) Carnets de dépôts	13.730	14.115	14.613	17.937	15.918	22.484	16.277	23.485
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.738	1.591	1.721	1.994	1.840	2.041	1.893	2.076
Obligations et bons de caisse	6.891	7.573	8.619	11.060	9.996	11.245	10.165	11.248
Montants à libérer sur titres et participations	664	635	615	689	610	696	610	677
Divers	4.451	4.940	6.007	6.104	5.665	6.000	5.738	5.984
Total de l'exigible ...	138.811	152.028	188.907	205.208	194.155	227.256	193.633	230.924
Non exigible :								
Capital	5.746	6.201	6.520	7.636	6.912	8.135	7.274	8.149
Fonds indisponibles par prime d'émission	283	284	292	785	305	793	430	793
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	369	406	428	467	467	537	467	538
Réserve disponible	3.106	3.363	3.652	3.828	3.929	4.161	3.817	4.161
Provisions	106	170	120	156	127	187	129	185
Total du non exigible ...	9.610	10.424	11.012	12.872	11.740	13.813	12.117	13.826
Total du passif ...	148.421	162.452	199.919	218.080	205.895	241.069	205.750	244.750

La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

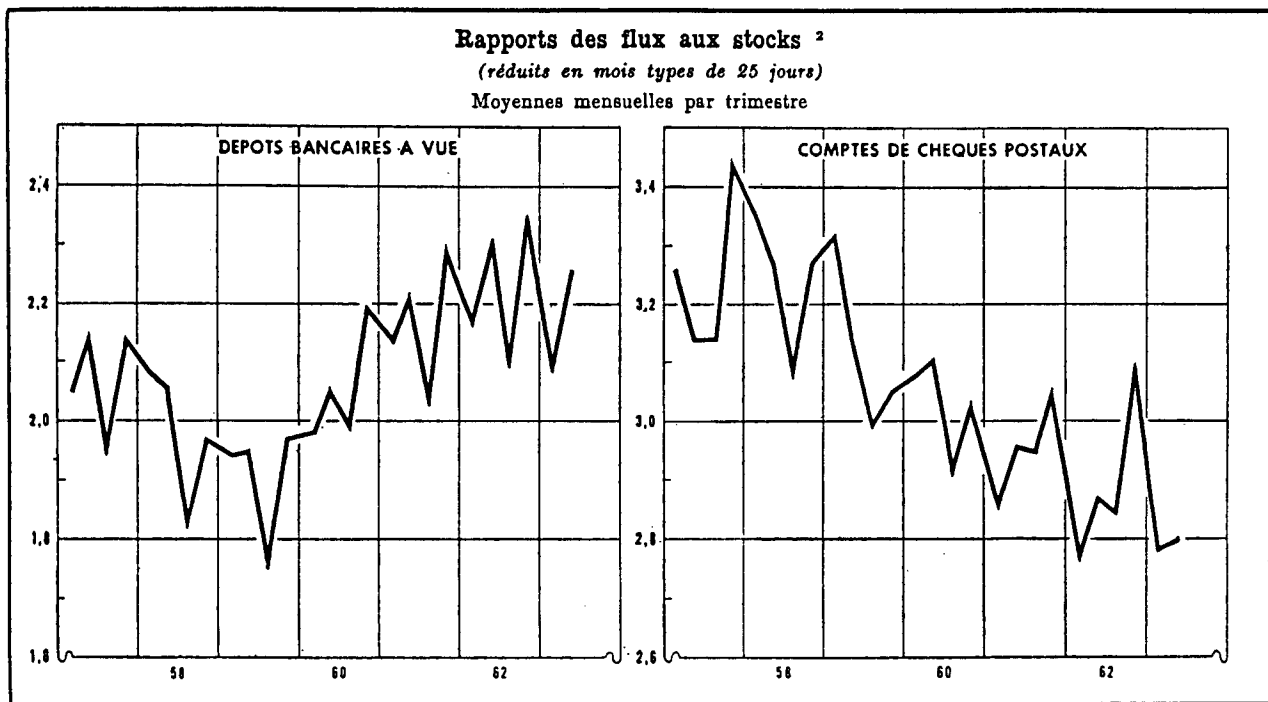
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
(fin de période)	(milliards de francs)								
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1962	907	43,4	31,7	49,8	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1962 1 ^{er} trimestre	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,7	114,8	326,7	92
4 ^e trimestre	907	44,2	31,6	54,7	128,4	52,8	128,4	364,3	92
1963 1 ^{er} trimestre	913	48,8	34,5	52,1	127,5	52,9	127,5	359,8	93
2 ^e trimestre	915	46,8	35,0	52,0	121,8	51,5	121,8	347,0	92
3 ^e trimestre	924	48,5	34,6	56,6	133,8	57,6	133,8	381,7	91
1962 Septembre	900	40,8	31,5	43,8	101,7	41,3	101,7	288,5	92
Octobre	903	43,7	31,5	51,7	124,8	52,6	124,8	353,8	91
Novembre	906	43,0	31,0	52,0	126,1	51,8	126,1	356,2	93
Décembre	907	46,1	32,4	60,4	134,3	53,9	134,3	382,9	93
1963 Janvier	909	51,2	34,7	56,9	132,5	53,9	132,5	375,8	92
Février	911	50,6	34,8	45,9	126,3	54,4	126,3	352,7	93
Mars	913	44,5	34,0	53,4	123,6	50,3	123,6	350,9	93
Avril	913	47,1	34,7	51,2	120,4	51,6	120,4	343,7	92
Mai	914	46,9	34,8	52,6	126,3	53,9	126,3	359,0	92
Juin	915	46,4	35,6	52,2	118,6	48,9	118,6	338,4	92
Juillet	917	53,5	35,3	69,1	159,6	69,8	159,6	458,0	93
Août	919	45,8	34,5	49,9	123,6	53,4	123,6	350,3	89
Septembre	924	46,2	34,0	50,8	118,2	49,5	118,2	336,7	92

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		avoirs en C.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 ^e trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
4 ^e trimestre	130,1	105,3	235,4	2,36	2,34	3,09
1963 1 ^{er} trimestre	117,8	103,8	221,6	2,12	2,09	2,78
2 ^e trimestre	132,1	105,6	237,7	2,24	2,26	2,80
3 ^e trimestre	131,0	105,3	236,3	2,24	2,18	2,81
1962 Septembre	106,8	88,3	195,1	1,98	1,98	2,57
Octobre	123,2	99,4	222,6	2,41	2,24	2,88
Novembre	132,1	108,4	240,5	2,27	2,37	3,30
Décembre	135,1	108,1	243,2	2,40	2,40	3,09
1963 Janvier	122,4	103,6	226,0	2,28	2,19	2,75
Février	115,8	108,3	224,1	1,99	2,07	2,90
Mars	115,3	99,4	214,7	2,10	2,02	2,68
Avril	132,9	103,9	236,8	2,30	2,30	2,74
Mai	138,8	109,3	248,1	2,34	2,34	2,97
Juin	129,9	103,5	233,4	2,07	2,15	2,68
Juillet	143,6	113,2	256,8	2,47	2,38	2,93
Août	118,9	103,8	222,7	2,08	2,00	2,81
Septembre	130,7	98,8	229,5	2,17	2,17	2,70

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1 3	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie valeur nominale						Avances	Escompte de bons de caisse 3
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.827
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.582	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.653	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	760	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.923	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962 Janvier	6.149	200	...	6.831	75	9.996	...	—	...	...
Février	6.235	220	...	3.300	2.696	9.253	...	—	...	...
Mars	6.188	130	...	3.188	1.600	7.961	...	—	...	...
Avril	6.112	1.018	...	3.521	1.878	9.391	...	—	...	...
Mai	6.215	280	...	3.003	2.192	8.492	...	—	...	...
Juin	6.701	11	...	2.108	2.923	8.589	...	—	...	...
Juillet	6.887	438	...	2.069	1.972	8.336	...	—	...	...
Août	6.803	200	1.175	2.041	1.401	8.593	...	—	...	...
Septembre ...	6.910	248	1.100	1.724	1.681	8.623	...	—	...	...
Octobre	7.233	572	1.200	796	2.564	9.248	...	—	...	...
Novembre ...	7.946	1.175	2.100	1	790	8.905	...	—	...	...
Décembre	7.792	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...

1 Y compris les opérations à réméré.

2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

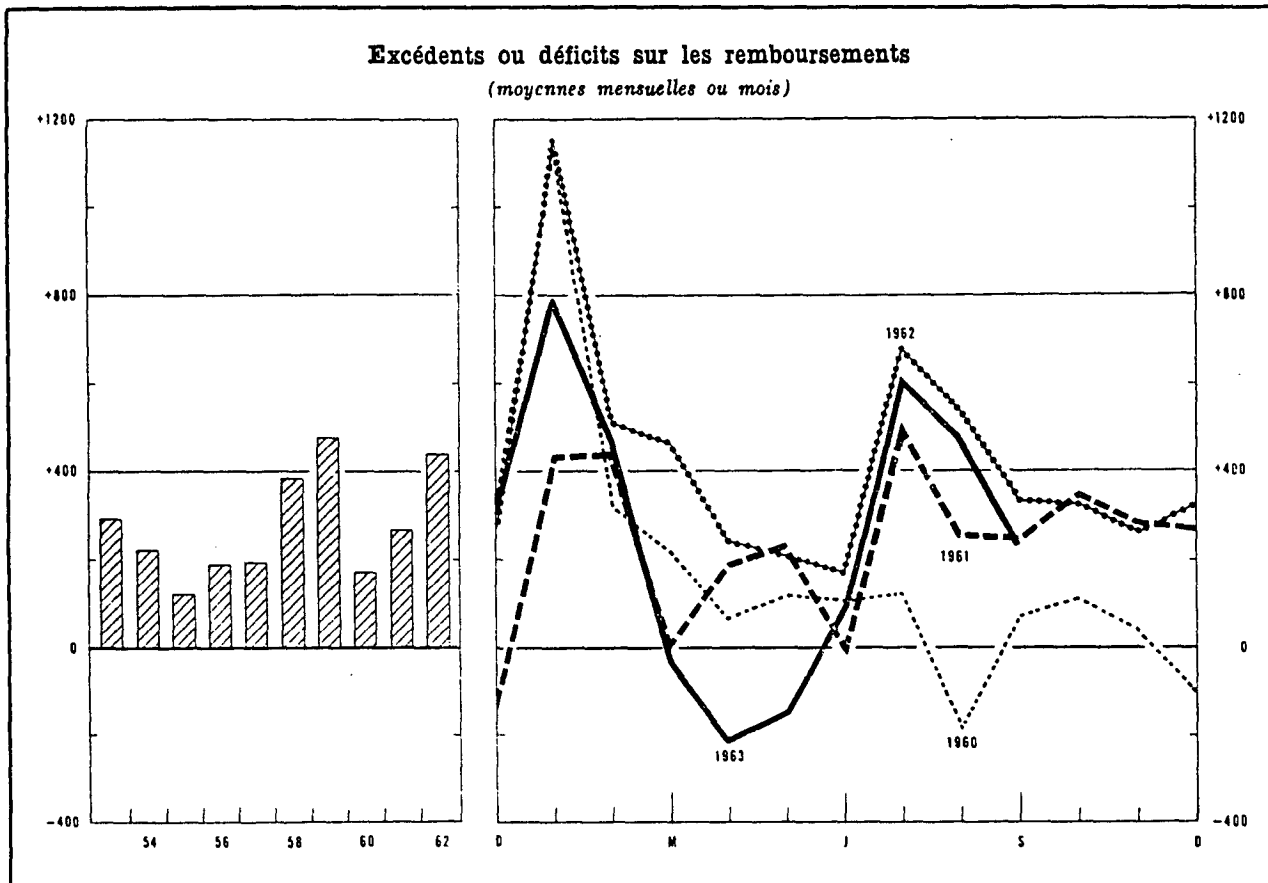
3 Il s'agit des valeurs nominales pour les chiffres de fin d'année et des valeurs comptables pour les autres mois.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6) = (3) - (4)	(7)	(8)
1952	12.958	8.127			4.831		40.748 ¹	
1953	13.204	9.684			3.520		45.493 ¹	
1954	13.383	10.764			2.619		49.459 ¹	
1955	13.624	12.176			1.448		52.354 ¹	
1956	14.518	12.295			2.223		56.132 ¹	
1957	16.783	14.455			2.328		60.144 ¹	
1958	18.912	14.316			4.596		66.700 ¹	
1959	21.939	16.232			5.707		74.442 ¹	
1960	21.840	19.786			2.054		78.887 ¹	
1961	22.799	19.585			3.214		84.633 ¹	
1962	25.995	20.717			5.278		92.654 ¹	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	2.616	2.388	1.458	1.600	1.158	788	85.791	93.442
Février	1.965	p 2.003	1.456	p 1.539	509	p 464	86.300	p 93.906
Mars	2.193	p 1.950	1.725	p 1.987	468	p - 87	86.768	p 93.869
Avril	2.003	p 1.976	1.757	p 2.189	246	p -213	87.014	p 93.656
Mai	2.093	p 2.096	1.878	p 2.239	215	p -143	87.229	p 93.513
Juin	2.152	p 2.144	1.975	p 2.048	177	p 96	87.406	p 93.609
Juillet	2.432	p 2.587	1.748	p 1.970	684	p 617	88.090	p 94.226
Août	2.149	p 2.202	1.609	p 1.720	540	p 482	88.630	p 94.708
Septembre	2.019	p 2.060	1.674	p 1.823	345	p 237	88.975	p 94.945
Octobre	2.188		1.850		338		89.313	
Novembre	1.931		1.664		267		89.580	
Décembre	2.254		1.923		330		92.654 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8	12,4
Avances à l'industrie	—	—	2,0	3,3	5,2	7,3
Crédit d'exportation	—	—	...	0,2	0,4	0,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4	2,5
Certificats de Trésorerie	1,8	1,5	5,2	4,3	2,0	4,3
Prêts au jour le jour	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8	0,7
Total des placements provisoires ...	9,5	10,8	17,3	19,7	21,6	27,7
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0	20,2
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8	16,6
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7
et communes						
Obligations de sociétés belges	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0	1,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et						
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la						
guerre						
Prêts hypothécaires	2,7	2,8	2,9	3,3	3,8	4,3
Crédit agricole	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6
Avances à la Société nationale du logement, aux	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2	22,7
sociétés agréées et aux communes en vue de la						
construction d'habitations sociales						
Total des placements définitifs ...	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0	71,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7	84,5
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7	3,7
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Total des dépôts sur livrets ...	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8	88,5
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0	3,4
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotations, fonds de prévisions diverses et fonds	5,6	6,2	6,7	7,3	7,9	8,7
de réserve						

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *
(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	6,8	7,2	7,5	7,7	7,9	7,1
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6	12,5
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Obligations de sociétés belges	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5	22,0
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	19,0	13,2	13,5	13,8	13,1 ¹	13,4
Réserves mathématiques ²		6,7	7,4	8,2	8,8	9,4
Total ...	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9	22,8

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) Depuis 1957 :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) Depuis 1958 : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) Depuis 1960 : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.
- ¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- ² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹
(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0	2,9
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0	2,6
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0	6,5
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹	4,9
Fonds de réserve	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5	1,8

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particulières	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 2 ^o trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
3 ^o trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^o trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
2 ^o trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
3 ^o trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4
4 ^o trimest.	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963 1 ^{er} trimest.	28,3	8,0	6,3	42,6	2,9	24,3	0,6	27,8	9,4	0,4	...	0,5	0,6	7,9	18,8	46,6
2 ^o trimest.	29,0	8,7	6,3	44,0	3,0	24,9	0,5	28,4	9,8	0,4	...	0,5	0,6	8,3	19,6	48,0

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5	10,9
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7	7,2
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1	15,7
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7	1,6
Crédits commerciaux à moyen terme	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3	1,0
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1	1,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,8
PASSIF						
Obligations	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9	37,5
Bons de caisse	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9	7,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7	1,7
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2	1,2

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.
 2 Il s'agit de crédits financés par l'Aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal									Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs			débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total							
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1953	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518
1955	1.701	4.316		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.631	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1961 Août	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500
Septembre	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537
Octobre	3.336	627	153	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.932
Novembre	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363
Décembre	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617
1962 Janvier	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177
Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697
Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488
Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026
Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338
Novembre	3.846	633	154	83	870	40	827	867	3.849		6.654	1.164	3.456	1.390
Décembre	3.849	551	118	146	815	31	753	784	3.880	52.178	7.337	1.333	3.086	2.247
1963 Janvier	3.880	479	155	56	690	13	784	797	3.773	52.158	7.352	1.059	4.235	3.781
Février	3.773	675	214	140	1.029	15	607	622	4.180	53.033	6.848	1.273	3.778	1.944
Mars	4.180	820	154	78	1.052	15	758	773	4.459	53.984	7.632	1.419	3.797	1.992
Avril	4.459	599	69	110	778	26	415	441	4.796	54.035	7.582	1.496	3.282	2.401
Mai	4.796	566	28	82	676	20	757	777	4.695	54.611	7.930	1.689	2.824	1.743
Juin	4.695	562	59	65	686	17	788	805	4.576	55.174	8.156	1.644	3.081	1.574
Juillet	4.576	724	125	173	1.022	27	880	907	4.691	55.672	7.892	1.557	3.512	3.470
Août	4.691	432	130	103	665	13	794	807	4.549	56.216	7.999	1.692	3.299	1.121

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1958	1959	1960	1961	1962	1958	1959	1960	1961	1962
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,4	1,7	2,3	2,6	3,1	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6
Prêts hypothécaires	7,1	7,8	9,0	10,5	11,4	1,8	2,0	2,3	2,7	3,2
Prêts sur police	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,9	3,5	4,8	5,3	5,7	2,8	3,1	3,2	3,4	3,6
Valeurs étrangères	0,5	0,8	1,3	1,9	1,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,6	3,1	4,2	4,2	4,6	0,4	0,4	0,7	0,7	0,8
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,2	1,4	1,4	1,6	0,9	1,0	0,9	1,0	1,1
Titres des provinces et com-										
munes	1,7	1,7	1,4	1,7	1,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,4	7,2	7,2	7,4	8,1	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,5	1,7	2,1	2,2	2,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7
Total des valeurs mobilières ...	17,8	19,6	22,5	24,2	25,7	5,9	6,5	6,7	7,2	7,7

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	27,0	31,0	35,3	38,7	41,7	9,0	9,8	10,7	11,6	12,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1962	3,03
1962 1 ^{er} trimestre .	2,67
2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13
4 ^e trimestre .	3,41
1963 1 ^{er} trimestre .	3,05
2 ^e trimestre .	2,99
3 ^e trimestre .	3,48

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960		1961	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisse d'épargne	6,6		5,0		5,0		6,0		5,5		9,8		9,9		6,6		9,3	
Banques	2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0		10,4	
Institutions parastatales de crédit ..	0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2		1,7	
Total ...		10,1		8,3		7,0		5,6		6,1		16,6		15,3		11,8		21,4
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,0		3,4		3,7		3,5		5,1		5,0		3,2		2,5		3,0	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7		1,1	
Caisses de vacances annuelles	0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		-0,1		-0,1		-0,1	
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		6,8		4,9	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,2		0,1		0,2		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4		0,5	
Total ...		7,7		7,9		9,0		8,8		10,6		10,3		9,9		10,5		9,6
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	3,2		2,9		2,9		1,8		2,1		1,8		1,8		1,1		2,4	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	4,4		5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,2		9,9	
Constructions d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,4		12,5	
Total ...		14,0		15,4		17,0		15,7		18,0		18,3		20,6		21,7		24,8
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public	6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		13,4		17,0		18,8	
Total (1 à 4)		37,9		44,7		43,5		38,0		48,3		61,4		59,2		61,0		69,6
Doubles emplois ² ...	-0,5		0,6		0,2		-0,6		0,2		-1,4		0,6		0,1		0,1	
Total net (1 à 4) ...		37,4		45,3		43,7		37,4		48,5		60,0		59,8		61,1		69,7
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0		35,9	
Epargne nette	7,8 ³		7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		5,2		7,7		8,4	
Total ...		31,0		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		35,9		42,7		44,3
Total général (1 à 5) ...		68,4		76,9		78,7		75,9		88,6		95,0		95,7		103,8		114,0

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (8) = (1) - (2)						
		(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (8) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement)	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	2,8	0,7	2,1	4,0
3. Organismes paraétatiques de crédit	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	12,4	4,0	8,4	35,4
6. Congo et Ruanda-Urundi	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	1962	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	12,4	4,0	8,4	35,4
7. Rectifications à apporter pour :	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
a) obtenir l'évolution de l'encours des titres accessibles à tout placeur d'une part et des titres non accessibles à tout placeur d'autre part — corrections :	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables ⁶	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — corrections :	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁷	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—
	1962	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1950 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 8,9; en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la cote officielle est prévue, y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et la Société Nationale des Distributions d'Eau.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Dans le courant de l'année 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée.

⁷ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1960	Juin	29 S.N.C.B.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10 S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ³	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁵
	Novembre	16 Etat belge 1960-65-70-75	5,25-5,50-5,75 ⁴	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 ⁵
	Novembre	30 C.N.C.P.	5,25 — 5,50	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 ⁵
1961	Janvier	16 S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ³	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février	27 S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ³	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁵
	Avril	13 R.T.T.	5,25 — 5,50 ³	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25 C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ³	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ⁵
	Juin	8 Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ⁶	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	Août	24 Ville d'Anvers	{ 5,25 - 5,50 - 5,75 - 6,00 ⁷	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	2 Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁸	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre	20 S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁸	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 ⁵
	Décembre	11 Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁸	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	1 Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	1 Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars	29 R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	2 S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁹	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	28 Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁹	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin	14 Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00 — 5,25 ¹⁰	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	Août	27 Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ⁹	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre	24 Fonds des Routes	5,00 — 5,25 ¹⁰	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre	12 Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ¹¹	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480	5,06
1963	Mars	4 Etat belge 1963-1983, 1 ^{re} série	5,00 — 5,25 ¹⁰	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.900	5,09 ¹²
	Avril	18 R.T.T. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.350	5,55 ¹²
	Mai	16 S.N.C.B. 1963-1983	5,50	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	1.300	5,55 ¹²
	Mai	30 C.N.C.P. 1963-1968-1973	5,20 — 5,50 ¹³	100,00	à 5 ou 10 ans	350	5,49 ^{5, 12}
	Juin	20 Etat belge 1963-1983, 2 ^e série	5,50 — 5,75 ¹⁴	99,00	à 10, 15 ou 20 ans	5.250	5,72 ¹²
	Septembre	3 Ville de Liège 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹⁵	99,00	à 10 ou 20 ans	1.000	5,90 ¹²
	Septembre	3 Ville de Gand 1963-1973-1983	5,20-5,40-5,60-5,80 ¹⁵	99,00	à 10 ou 20 ans	600	5,90 ¹²
	Octobre	8 Etat belge 1963-1983, 3 ^e série	5,50-5,75 ¹⁴	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	3.232	5,80 ¹²
	Octobre	8 Etat belge 1963-1983	6,00	100,00	à 20 ans	4.270	6,00 ¹²
	Novembre	18 Fonds des Routes 1963-1983	6,00	99,00	à 20 ans	2.500	6,12 ¹²

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent (XVI 1, colonne (1)) parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistres par la C.A.D.G.

2 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

3 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

5 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

6 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

7 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

8 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

9 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

10 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

11 Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

12 Rendement sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

13 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 dernières années.

14 Intérêts : 5,50 % pendant les 10 premières années, 5,75 % pendant les 10 dernières années.

15 Intérêts : 5,20 % pendant les 5 premières années, 5,40 % de la 6^e à la 10^e année, 5,60 % de la 11^e à la 15^e année et 5,80 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1960	Janvier	12 Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16 Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 ⁴
	Mars	18 Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,14 ⁴
	Mars	31 Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ² Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ² Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16 S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50 ⁴
	Mai	18 Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3 Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12 S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00 ⁴
	Juillet	12 S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	{ U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ⁴
	Octobre	3 Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	14 Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61 ⁴
	Novembre	28 Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12 Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux 250	5,06
1962	Mars	27 Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55
1963	Mai	10 Etat belge	4,875	100,0	3, 4 et 5 ans	U.S. \$ 20	4,97 ^{4, 6}

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

4 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

5 Emprunt de conversion.

6 Cet emprunt est exempt de tous impôts et taxes, présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes ou de toutes autorités belges ayant un pouvoir de taxation.

7 Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales ²
	Intérieure					Extérieure					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2		
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5
Novembre	232,2	20,9	76,3	33,0	362,4	19,7	16,7	36,4	398,8	27,5	426,3
Décembre	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2
1963 Janvier	250,7	16,7	56,1	37,4	360,9	19,5	18,1	37,6	398,5	27,5	426,0
Février	249,9	16,8	60,2	34,4	361,3	19,5	19,1	38,6	399,9	27,5	427,4
Mars	254,6	16,7	60,5	35,4	367,2	19,3	21,2	40,5	407,7	27,5	435,2
Avril	253,9	16,3	63,4	36,4	370,0	19,2	21,9	41,1	411,1	27,4	438,5
Mai	253,8	16,2	61,9	35,8	367,7	19,2	24,0	43,2	410,9	27,4	438,3
Juin	254,0	16,2	61,4	36,1	367,7	19,0	24,3	43,3	411,0	27,4	438,4
Juillet	257,7	15,8	56,0	37,8	367,3	18,9	24,6	43,5	410,8	27,2	438,0
Août	257,5	15,7	58,3	34,3	365,8	18,9	24,9	43,8	409,6	27,2	436,8
Septembre	256,7	15,7	58,3	35,2	365,9	18,7	25,1	43,8	409,7	27,1	436,8

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
A. Secteur public belge (fonds publics belges) :															
1. Etat ²	158,6	170,6	187,7	204,2	216,2	53,3	48,7	45,9	44,9	42,5	211,9	219,3	233,6	249,1	258,7
2. Organismes publics de crédit non monétaires	55,0	64,9	74,2	84,5	96,1	13,6	15,6	17,3	18,8	20,3	68,6	80,5	91,5	103,3	116,4
3. Paraétatiques d'exploitation	24,1	23,6	26,8	26,3	25,5	3,5	4,1	5,3	5,5	6,0	27,6	27,7	32,1	31,8	31,5
4. Fonds de pension	—	—	—	—	—	1,8	3,1	4,4	6,0	7,6	1,8	3,1	4,4	6,0	7,6
5. Secteur public non compris ailleurs	25,0	26,2	27,0	26,2	25,7	7,2	8,3	9,2	9,9	10,2	32,2	34,5	36,2	36,1	35,9
B. Trésor congolais (fonds publics congolais)	9,0	12,8	12,2	10,8	10,8	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	10,4	14,1	13,5	12,1	12,1
Total ...	271,7	298,1	327,9	352,0	374,3	80,8	81,1	83,4	86,4	87,9	352,5	379,2	411,3	438,4	462,2

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
A. Secteurs nationaux non financiers :															
1. Entreprises privées et particuliers ³	148,0	163,5	180,3	194,8	207,1	10,8	9,9	8,7	6,7	6,6	158,8	173,4	189,0	201,5	213,7
2. Paraétatiques d'exploitation	1,7	1,7	2,2	2,5	2,8	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,9	1,9	2,4	2,7	3,0
3. Secteur public non compris ailleurs ⁴	1,5	1,4	1,6	1,8	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6	1,5	1,7	1,9	1,7
4. Sécurité Sociale	1,2	1,1	1,0	1,0	1,2	0,6	0,6	0,6	1,0	1,0	1,8	1,7	1,6	2,0	2,2
B. Etranger : Congo et Ruanda-Urundi ⁵	4,0	4,1	4,0	3,4	2,6	1,4	1,1	0,7	0,3	0,3	5,4	5,2	4,7	3,7	2,9
C. Intermédiaires financiers :															
1. Organismes monétaires ⁶	25,4	31,5	35,4	35,7	41,1	38,4	36,5	36,3	37,7	37,6	63,8	68,0	71,7	73,4	78,7
2. Fonds des Rentes	4,1	3,3	4,5	6,6	6,9	—	—	—	—	—	4,1	3,3	4,5	6,6	6,9
3. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	34,0	34,6	38,8	40,7	41,9	11,7	12,7	13,6	14,8	14,2	45,7	47,3	52,4	55,5	56,1
4. Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	47,4	51,4	53,6	58,4	60,8	17,5	20,0	23,2	25,6	27,9	64,9	71,4	76,8	84,0	88,7
5. Organismes publics de crédit non monétaires	4,4	5,5	6,5	7,1	8,3	0,1	—	—	—	—	4,5	5,5	6,5	7,1	8,3
Total ...	271,7	298,1	327,9	352,0	374,3	80,8	81,1	83,4	86,4	87,9	352,5	379,2	411,3	438,4	462,2

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique Etranger « Congo et Ruanda-Urundi ».

⁴ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

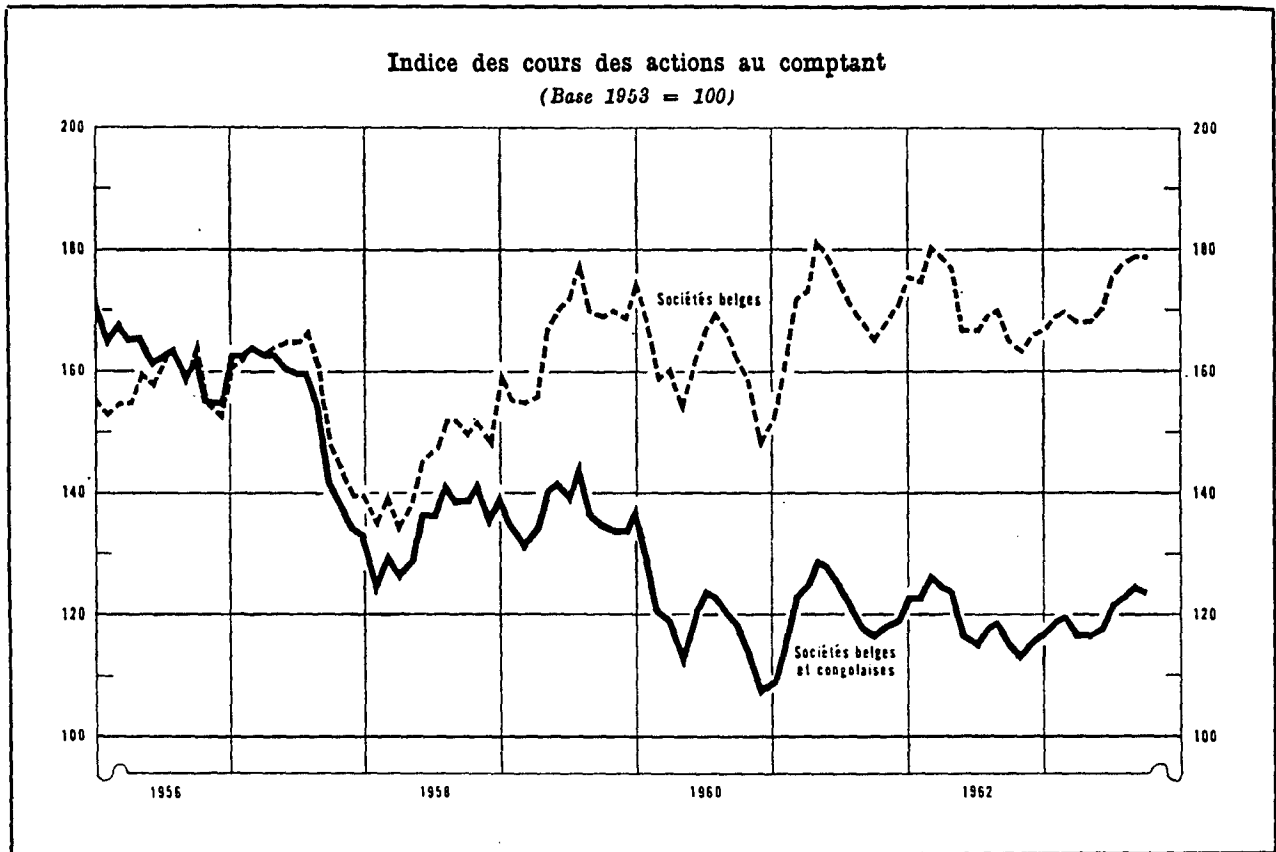
⁵ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, no 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ». — XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances - (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	4,2	n.d.						
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	187	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
1962 Moyenne mensuelle .	82	119	171	113	3,2	3,2						
	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Janvier	97	93	123	117	176	167	116	113	3,3	2,9	3,1	3,2
Février	96	89	123	119	175	169	117	117	3,3	2,9	3,1	3,1
Mars	113	79	127	120	181	170	119	116	3,2	2,9	3,1	3,2
Avril	104	89	125	117	179	168	117	114	3,2	2,9	3,1	3,2
Mai	109	83	124	117	177	168	117	114	3,3	2,8	3,2	3,1
Juin	85	83	117	118	167	170	112	114	3,3	2,7	3,3	3,0
Juillet	62	89	116	122	167	176	110	116	3,1	2,5	3,2	2,9
Août	58	84	118	123	169	178	110	118	3,1	2,5	3,2	2,8
Septembre	63	87	119	125	170	179	113	119	3,1	2,5	3,1	2,8
Octobre	65		115	124	165	179	107	116	3,1	2,4	3,2	2,8
Novembre	67		113		162		108		3,0		3,2	
Décembre	70		116		166		111		3,1		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	p10.800	447

Sociétés financières et immobilières ⁵

1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	p12.928	602

Industrie des fabrications métalliques

1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	p 1.856	117

Métallurgie du fer

1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	p 5.437	286

Industrie textile

1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	p 346	24

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	p 761	52

Industrie chimique

1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	p 962	66

Electricité

1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	0,1	1.690	82	p 6.997	340

Industrie du charbon

1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	p 398	27

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.606	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	p45.172	2.259

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	p 1.019	35

C. — Total général des sociétés par actions ⁶ ⁷

1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	p46.191	2.294

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 4 premiers mois	5.777	71,7	44,1	10,1	1,8	5,6	0,8
5 premiers mois	9.500	116,5	71,2	15,7	3,1	8,5	1,0
6 premiers mois	11.429	131,2	82,7	18,2	3,4	9,6	1,3
7 premiers mois	12.018	137,3	87,5	19,2	3,5	10,1	1,5
8 premiers mois	12.226	138,7	88,2	19,4	3,5	10,2	1,6
9 premiers mois	12.601	140,1	89,6	19,6	3,5	10,3	1,7
10 premiers mois	13.183	150,0	94,2	20,9	3,7	11,2	1,9
11 premiers mois	13.550	163,5	102,7	23,1	3,8	12,3	2,1
12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	151	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	390	4,8	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.198	19,9	12,9	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.582	55,9	33,5	8,9	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.506	122,1	71,5	17,7	2,5	9,2	1,8
6 premiers mois	11.500	139,6	84,6	20,8	2,8	10,6	2,2
7 premiers mois	12.189	147,2	91,0	22,1	3,0	11,2	2,6
8 premiers mois	12.408	148,1	91,6	22,2	3,0	11,2	2,9
9 premiers mois	12.786	150,0	92,9	22,5	3,0	11,3	3,2
10 premiers mois	13.369	157,2	96,7	23,6	3,2	11,8	3,6
11 premiers mois	13.760	171,2	107,5	25,1	3,7	12,8	3,9
12 mois	14.174	186,2	115,2	26,9	3,9	14,1	4,3
1963 Janvier	p 103	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	p 263	2,9	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	p 1.660	19,9	11,4	3,1	0,4	2,1	0,6

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger
(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 4 premiers mois	39	1,7	0,6	0,1	...	0,1	...
5 premiers mois	96	20,9	11,3	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	201	31,4	14,0	6,4	0,5	4,0	...
7 premiers mois	246	35,0	15,7	6,7	0,6	4,2	...
8 premiers mois	256	35,3	15,8	6,7	0,7	4,2	...
9 premiers mois	267	36,4	16,3	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	298	37,5	16,5	7,0	0,7	4,3	0,1
11 premiers mois	316	39,7	17,4	7,1	0,8	4,4	0,1
12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	3	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	8	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	17	0,3	0,1	...	...	...	...
4 premiers mois	41	1,3	0,5	0,1	...	...	...
5 premiers mois	87	19,8	11,8	4,4	0,1	2,4	...
6 premiers mois	194	30,0	14,4	5,4	0,2	2,8	...
7 premiers mois	237	33,5	16,2	5,6	0,3	2,9	...
8 premiers mois	240	33,6	16,2	5,6	0,3	2,9	...
9 premiers mois	250	34,3	17,1	5,6	0,5	2,9	...
10 premiers mois	267	34,7	17,2	5,6	0,5	2,9	...
11 premiers mois	285	37,1	18,2	5,8	0,6	3,0	...
12 mois	305	38,9	19,4	5,9	0,6	3,1	0,1
1963 Janvier	p 2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	p 24	1,7	0,6	...	...	...	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 4 premiers mois	5.816	73,4	44,7	10,2	1,8	5,7	0,8
5 premiers mois	9.596	137,4	82,5	21,2	3,3	12,0	1,0
6 premiers mois	11.630	162,6	96,7	24,6	3,9	13,6	1,3
7 premiers mois	12.264	172,3	103,2	25,9	4,1	14,3	1,5
8 premiers mois	12.482	174,0	104,0	26,1	4,2	14,4	1,6
9 premiers mois	12.868	176,5	105,9	26,4	4,2	14,5	1,8
10 premiers mois	13.481	187,5	110,7	27,9	4,4	15,5	2,0
11 premiers mois	13.866	203,2	120,1	30,2	4,6	16,7	2,2
12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	154	4,0	1,0	0,4	...	0,2	0,4
2 premiers mois	398	4,9	2,9	1,0	...	0,8	0,8
3 premiers mois	2.215	20,2	13,0	3,6	0,3	2,0	1,1
4 premiers mois	5.623	57,2	34,0	9,0	1,0	4,5	1,5
5 premiers mois	9.593	141,9	83,3	22,1	2,6	11,6	1,8
6 premiers mois	11.694	169,6	99,0	26,2	3,0	13,4	2,2
7 premiers mois	12.426	180,7	107,2	27,7	3,3	14,1	2,6
8 premiers mois	12.648	181,7	107,8	27,8	3,3	14,1	2,9
9 premiers mois	13.036	184,3	110,0	28,1	3,5	14,2	3,2
10 premiers mois	13.636	191,9	113,9	29,2	3,7	14,7	3,6
11 premiers mois	14.045	208,3	125,8	30,9	4,3	15,8	3,9
12 mois	14.479	225,1	134,6	32,8	4,5	17,2	4,4
1963 Janvier	p 105	2,2	0,7	0,2	...	0,1	0,3
2 premiers mois	p 269	3,0	2,5	0,8	0,1	1,0	0,4
3 premiers mois	p 1.684	21,6	12,0	3,1	0,4	2,1	0,6

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I., et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels
(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	592	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	p 6.052	1.667	1.645	22	844	866	p 6.918	12.660
1962	p 19.173	7.519	3.138	1.845	1.293	1.747	3.040	10.559	15.477

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	269	p 92	...	85	— 85	— 24	— 109	p — 17	— 64
1962	p 398	195	...	36	— 36	...	— 36	159	159

Total général

1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.282	p 6.144	1.667	1.730	— 63	820	757	p 6.901	12.596
1962	p 19.571	7.714	3.138	1.881	1.257	1.747	3.004	10.718	15.636

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continuées brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1960 6 premiers mois ...	5.282	2.409	302	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.448	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
6 premiers mois ...	6.691	2.877	1.564	4.441	256	31	...	31
9 premiers mois ...	13.945	5.084	1.590	6.674	395	196	...	196
12 mois	19.172	6.519	1.840	8.359	399	196	...	196
1962 Février	945	192	8	200	200	30	...	30
Mars	1.169	767	112	879	19	...	...	...
Avril	1.083	687	1.132	1.819	...	...	...	...
Mai	1.314	707	160	867	37	1	...	1
Juin	1.113	216	52	268	...	...	...	...
Juillet	5.111	1.027	23	1.050	...	...	...	...
Août	570	457	3	460	...	...	...	...
Septembre	1.573	723	...	723	139	165	...	165
Octobre	1.202	790	...	790	...	...	...	...
Novembre	958	155	50	205	4	...	...	...
Décembre	3.067	490	200	690	...	...	...	...
1963 Janvier	422	129	102	231	...	...	...	...
Février	500	200	100	300	...	...	...	...
Mars	688	365	...	365	...	...	...	...
Avril	1.545	1.046	1.000	2.046	...	...	...	...
Mai	1.955	619	...	619	...	...	...	...
Juin	1.338	272	...	272	...	...	...	...
Juillet	755	203	...	203	...	...	...	...
Août	541	161	...	161	...	...	...	...
Septembre	1.632	607	...	607	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1953	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.295	2.733	289	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1962	1.518	943	10	1.593	1.517	1	1.275	1.271	4.064	307
1962 1 ^{er} trimestre	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.241	1.055	3.647	886
2 ^e trimestre	1.507	939	...	1.979	1.489	...	1.660	1.276	4.425	243
3 ^e trimestre	1.198	1.573	3	1.640	1.953	...	1.083	1.378	4.414	...
4 ^e trimestre	1.509	820	26	1.431	1.279	...	1.134	1.373	3.786	92
1963 1 ^{er} trimestre	1.780	221	46	1.651	1.430	163	1.198	907	3.698	174
2 ^e trimestre	1.608	373	23	1.611	1.822	56	999	798	3.615	20
3 ^e trimestre	1.115	169	...	1.557	1.766	19	...	1.056	2.841	3
1962 Octobre	1.294	1.108	28	1.113	1.300	...	875	1.368	3.543	...
Novembre	1.508	238	7	1.845	1.068	...	1.285	1.245	3.598	281
Décembre	1.758	1.100	43	1.864	1.479	...	1.272	1.514	4.265	...
1963 Janvier	1.996	463	5	1.667	1.505	...	1.668	958	4.131	...
Février	1.438	139	40	1.746	1.397	11	1.138	817	3.363	186
Mars	1.880	45	95	1.544	1.382	478	765	939	3.564	345
Avril	1.913	222	15	1.260	1.536	163	1.078	633	3.410	14
Mai	1.630	515	29	1.913	1.994	...	1.119	974	4.087	44
Juin	1.246	382	31	1.662	1.948	...	784	589	3.321	...
Juillet	944	343	40	1.471	1.713	...	511	574	2.798	9
Août	1.058	52	...	1.856	1.926	5	...	1.035	2.966	...
Septembre	1.358	96	...	1.311	1.662	55	...	1.048	2.765	...
Octobre	1.800	...	...	1.544	1.171	420	...	1.753	3.344	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

² Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

³ Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962	39	3	158	475	196	478	854	285	68	763	422
1962 1 ^{er} trimestre	39	3	146	488	175	491	321	276	64	767	385
2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^e trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
4 ^e trimestre	39	3	143	504	231	507	374	304	73	811	447
1963 1 ^{er} trimestre	39	3	140	451	206	454	346	285	72	739	418
2 ^e trimestre	39	3	133	505	206	508	339	308	71	816	410
3 ^e trimestre	39	2	112	508	239	510	351	312	72	822	423
1962 Septembre	39	3	147	405	178	408	325	255	68	663	393
Octobre	39	3	139	529	236	532	375	321	74	853	449
Novembre	39	3	137	473	225	476	362	291	70	767	432
Décembre	39	2	152	510	232	512	384	300	75	812	459
1963 Janvier	39	3	167	513	222	516	389	297	78	813	467
Février	39	3	121	360	191	363	312	274	69	637	381
Mars	39	2	132	480	206	482	338	284	68	766	406
Avril	39	3	126	519	221	522	347	318	75	840	422
Mai	39	3	153	526	209	529	367	322	74	851	441
Juin	39	2	116	471	188	473	304	284	65	757	369
Juillet	39	3	118	546	272	549	390	340	76	839	466
Août	39	2	112	468	225	470	337	283	66	753	403
Septembre	39	2	106	509	220	511	326	314	72	825	398

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 ; « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 ; « Le marché monétaire en Belgique ».

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 866 jours	autres effets publics	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 866 jours 1	2			
958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,—		
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75			5,75		
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50			5,50		
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25			5,25		
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—			5,—		
959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75	>	>	4,75		
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	>	>	5,—		
960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	>	>	6,25		
		représentatives d'importations d'exportations									
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	>	>	6,25	
961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	>	>	6,—	
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 866 jours		
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.
 2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 31 octobre 1963.
 Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyenne 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2	1,70
Du 12-11 au 31-12 3	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1962	2,13
1962 Novembre	1,77
Décembre	2,73
1963 Janvier	2,32
Février	1,76
Mars	1,77
Avril	1,78
Mai	2,07
Juin	2,19
Juillet	2,87
Août	2,49
Septembre	2,55
Octobre	2,16

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1957	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1958	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1959	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1962 Nov. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25 3,24	1962 4 déc.	3,350	3,400	3,450
Déc. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30 3,27	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1963 Janv. .	2,50	2,75	3,—	—	3,30 3,30	5 févr.	3,390	3,400	3,450
Févr. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,35 3,35	5 mars	3,400	3,449	3,500
Mars ...	2,50	2,75	3,—	—	3,35 3,35	2 avril	3,451	3,503	3,550
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40 3,40	7 mai	3,500	3,542	3,588
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40 3,40	4 juin	3,541	3,600	3,650
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40 3,40	2 juillet	3,566	3,600	3,675
Juillet ...	2,80	3,10	3,40	—	3,75 3,65	6 août	3,875	3,900	4,000
Août ...	2,80	3,10	3,40	—	3,80 3,80	8 sept.	3,900	3,950	4,037
Sept. ...	2,85	3,15	3,45	—	3,85 3,82	12 oct.	4,075	4,200	4,120
Oct. ...	3,25	3,50	3,75	—	4,— 3,92	9 nov.	*	*	4,500

1 Les moyennes publiées ci-dessous sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. Jusqu'au 16 novembre 1959, moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers. Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.
 2 Nous signalons que l'I.R.G. établit ses moyennes en comptant le nombre total de jours du mois.
 3 Depuis le 10 novembre 1949 jusqu'au 8 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1950 : 1,58.
 4 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.
 5 Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028).
 6 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957: les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8.50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois ou plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.
 7 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
 8 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.
 9 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Compte de dépôt à					Caisse Générale d'Épargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	8 mois	6 mois			
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,—	2,—	
1958	0,50	0,90	1,85	1,75	2,15	3,— ³	2,—	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ³	
1961	0,50	1,30	2,40	3,15	3,80	3,— ³	2,— ³	
1962	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1962 Novembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1962 Décembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Janvier	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	
1963 Février	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	
1963 Mars	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	
1963 Avril	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	2,75 ³	2,— ³	
1963 Mai	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Juin	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Juillet	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ³	
1963 Novembre 4	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50			

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Prime de fidélité égale à 10 % des intérêts acquis sur toutes sommes restées en dépôt pendant l'année civile entière. Pour les sommes jusqu'à 250.000 F, pas de majoration en 1959. Pour les dépôts excédant 250.000 F, la prime de fidélité est appliquée depuis le 1-1-1960. — 4 A partir du 6-11-1963.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dette unifiée (rendement au regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Parastatiques et villes	Etat	Parastatiques et villes	
	4 % 1re s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,5 %	
1954	4,33	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,67
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1962 Novembre	4,08	4,30	4,46	5,01	5,04	4,95
1962 Décembre	4,07	4,52	4,60	5,08	5,08	5,03
1963 Janvier	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94
1963 Février	4,03	4,32	4,28	4,71	4,82	4,70
1963 Mars	4,02	4,38	4,27	4,64	4,70	4,62
1963 Avril	4,01	4,67	4,42	4,90	4,83	4,83
1963 Mai	4,00	4,59	4,41	4,91	4,85	4,84
1963 Juin	4,00	4,60	4,51	4,94	4,88	4,88
1963 Juillet	4,03	4,71	4,54	5,03	4,92	4,94
1963 Août	4,02	4,71	4,50	5,03	4,95	4,95
1963 Septembre	4,02	4,74	4,47	5,01 ³	4,95 ³	4,95 ³
1963 Octobre	4,02	4,84	4,67	5,11 ³	5,00 ³	5,02 ³
1963 Novembre	4,03	4,89	4,82	5,16 ³		

* Sauf indication contraire, le taux de rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %. — 3 Après déduction du précompte mobilier applicable sur les coupons et les primes de remboursement des emprunts émis après le 1er décembre 1962.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956		3,50		2,60		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50									25	3,25				
Août			24	3,—												
Septembre .	6	5,—									22	3,75				
Octobre ...													22	4,—		
Novembre .																
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—									15	2,50
Mai											17	4,25	11	5,—		
Juillet ...											16	5,—				
Août			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25							25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai													3	4,50		
Juin	27	3,—					22	5,50								
Août							19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Septembre .			12	2,—			14	4,50								
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50							15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet ...							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50	18	3,50		
Juin													14	4,—		
Juillet ...			17	3,50												
Novembre .					15	4,—										

1 Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 6 septembre	1963 5 septembre	1962 4 octobre	1963 8 octobre
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	3.969	5.744	9.985	13.355	12.399	16.748	13.020	16.784
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	656	1.314	2.546	2.546	2.556	2.546	2.605
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>national</i>				2.204	2.204	2.214	2.204	2.263
<i>Autres opérations</i>				342	342	342	342	342
Annuités de Prêt de la B.I.R.D.	—	—	—	—	—	630	—	630
Monnaies divisionnaires	101	23	18	8	13	18	24	14
Comptes courants postaux	669	561	553	481	618	739	618	726
Prêts à l'Etat ²	6.500	6.500	6.500	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	2.640	901	2.358	3.221	4.530	4.370	4.471	4.370
Portefeuille d'escompte	16.392	18.851	18.675	20.608	15.838	17.608	16.639	18.035
<i>Effets escomptés sur la France</i>	4.232	5.118	5.846	6.310	6.116	8.220	5.722	8.020
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	1	1	1	1	1	1	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céré-</i> <i>ales</i> ⁴	699	878	797	1.223	143	136	221	160
<i>Effets de mobilisation de crédits à</i> <i>moyen terme</i>	11.460	12.854	12.031	13.074	9.578	9.251	10.696	9.855
Effets négociables achetés en France ⁵	2.827	3.554	2.878	2.412	3.364	2.732	2.934	2.857
Avances à 30 jours sur effets publics ...	169	205	187	166	152	78	167	134
Avances sur titres	83	70	74	67	62	67	66	61
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	863	529	553	870	373	451	515	702
Divers	627	764	834	885	755	1.234	741	1.250
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	50.422	57.003	51.513	57.960

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.947	39.320	44.348	50.082	47.188	53.227	48.005	53.863
Comptes créditeurs :	2.943	2.066	2.590	2.718	1.778	1.995	1.956	2.258
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	...	1	1	1	1	...
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i>	1.965	967	1.561	200	134	191	274	274
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .				1.291	653	714	651	745
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i>	978	1.098	1.029	1.226	990	1.089	1.030	1.239
Capital de la Banque	150	150	150	150	150	250	150	250
Divers	1.122	1.144	1.163	1.441	1.306	1.531	1.402	1.589
Total ...	39.162	42.680	48.251	54.391	50.422	57.003	51.513	57.960

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1963 28 February	1962 5 September	1963 4 September	1962 10 October	1963 9 October
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	-------------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.136	2.237	2.313	2.338	2.363	2.438	2.313	2.438
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	2	1	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.150	2.250	2.325	2.350	2.375	2.450	2.325	2.450
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.375	2.450	2.325	2.450

Notes Issued :

In Circulation	2.116	2.212	2.302	2.309	2.313	2.421	2.301	2.409
In Banking Department	34	38	23	41	62	29	24	41
Total ...	2.150	2.250	2.325	2.350	2.375	2.450	2.325	2.450

Banking Department

Government Securities	274	425	507	266	359	234	404	242
Other Securities :								
Discounts and Advances	33	28	44	54	55	57	28	68
Securities	20	19	20	22	20	22	20	21
Notes	34	38	23	41	62	29	24	41
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	362	511	595	384	497	343	477	373

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Reserve	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	12	18	13	11	11	12	11	11
Special Deposits	—	155	241	—	159	—	118	—
Other Deposits :								
Bankers	264	251	249	280	239	243	256	274
Others Accounts	67	68	73	74	69	69	74	70
Total ...	362	511	595	384	497	343	477	373

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1962 31 December	1962 5 September	1963 4 September	1963 10 October	1963 9 October
ASSETS								
Gold certificate account	18.186	16.413	15.445	14.430	14.609	13.971	14.590	13.973
Redemption fund for F.R. notes	978	1.066	1.170	1.266	1.208	1.320	1.200	1.331
Total gold certificates reserves ...	19.164	17.479	16.615	15.696	15.817	15.291	15.790	15.304
F.R. notes of other Banks	524	525	—	—	—	—	—	—
Cash	359	363	320	288	367	342	354	298
Discounts and advances	458	33	130	38	119	212	92	213
Industrial loans .....	...	—	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright	44	54	48	52	34	37	34	38
Held under repurchase agreement	31	20	3	58	—	—	—	8
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.606	2.900	3.193	2.442	3.065	3.179	2.882	3.392
Certificates	10.507	9.060	1.699	13.182	9.538	10.732	9.542	10.712
Notes	11.010	12.481	19.984	10.717	13.772	14.010	13.902	13.993
Bonds	2.484	2.543	3.846	4.137	3.952	4.438	4.131	4.538
Total bought outright ...	26.607	26.984	28.722	30.478	30.327	32.359	30.457	32.635
Held under repurchase agreement	41	400	159	342	233	335	72	344
Total U.S. Government securities ...	26.648	27.384	28.881	30.820	30.560	32.694	30.529	32.979
Total loans and securities	27.181	27.491	29.062	30.968	30.713	32.943	30.655	33.238
Due from foreign banks .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection	6.438	6.809	6.125	6.518	4.451	4.991	4.881	5.165
Bank premises	100	108	111	104	107	102	107	103
Other assets	262	209	237	357	576	307	690	398
Total assets ...	54.028	52.984	52.470 ²	53.931 ²	52.031 ²	53.976 ²	52.477 ²	54.506 ²
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	28.262	28.449	28.802	30.151	29.084	30.925	29.186	31.050
Deposits :								
Member bank reserves	18.174	17.080	17.387	17.454	17.157	16.684	17.164	16.637
U.S. Treasurer - general account	504	485	465	597	454	844	492	904
Foreign	345	217	279	247	177	154	227	155
Other	693	554	320	424	310	199	307	182
Total deposits ...	19.716	18.336	18.451	18.722	18.098	17.881	18.190	17.878
Deferred availability cash items	4.847	4.941	3.825	3.584	3.315	3.542	3.555	3.932
Other liabilities and accrued dividends ...	29	32	59	73	71	85	70	84
Total liabilities ...	52.854	51.758	51.137	52.530	50.568	52.433	51.001	52.944
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	388	409	445	467	460	486	462	486
Surplus	775	817	888	934	888	934	888	934
Other capital accounts	11	...	...	...	115	123	126	142
Total liabilities and capital accounts ...	54.028	52.984	52.470 ²	53.931 ²	52.031 ²	53.976 ²	52.477 ²	54.506 ²
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	82	230	126	86	70	93	69	105
Industrial loan commitments .....	...	—	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	39.9 %	37.4 %	34.8 %	31.8 %	33.2 %	31.1 %	33.1 %	31.0 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² "F.R. note liabilities combined" includes \$ 425 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item "F.R. notes of other Banks". Besides, the figure of the item "Cash items in process of collection" has been modified. In the liabilities, the figures relating to the "Federal Reserve notes" and the "Deferred availability cash items" have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1962 31 december	1962 8 oktober	1963 7 oktober	1962 5 november	1963 4 november
ACTIVA								
Goud	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	786	1.107	484	586	741	1.278	661	1.104
Buitenlandse betaalmiddelen	1	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	71	40	14	7	9	4	9	4
Wissels, promeessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	6	...	48	...	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	547	249	523	597	331	523	286	523
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	62	12	52	72	125	4	6	4
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	35	51	21	19	19	17	17	18
Belegging van kapitaal en reserves	165	174	183	183	188	187	188	187
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	12	12	8	10	10	10	11	12
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	7.122	7.722	6.877	7.551

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	4.513	4.900	5.279	5.758	5.324	5.927	5.393	5.980
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.139	1.603	1.421	1.036	1.405	1.389	1.111	1.133
's Rijks schatkist	528	934	995	620	589	839	519	994
Banken in Nederland	484	519	283	283	655	446	446	101
Andere ingezetenen	127	150	143	133	161	104	146	38
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	65	59	77	112	138	125	118	166
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	56	48	71	106	130	122	112	163
Andere niet-ingezetenen	9	11	6	6	8	3	6	3
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	6	320	14	18	17	40	15	29
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	152	164	168	168	168	168	168	168
Diverse rekeningen	72	67	53	55	50	53	52	55
Totaal ...	5.967	7.133	7.032	7.167	7.122	7.722	6.877	7.551
N. B. - Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	105	110	69	63	63	61	62	61

XX · 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1962 dicembre	1962 luglio	1963 luglio	1963 agosto	1963 agosto
Oro in cassa	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	—	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	11	10	13	12	13	22	13	29
Portafoglio ²	430	443	500	616	507	650	517	642
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	46	64	107	260	131	251	115	295
Prorogati pagamenti	—	7	6	12	...	11	1	32
Ufficio italiano dei cambi	—	1.257	1.810	2.146	1.769	2.102	1.907	2.184
Disponibilita in divisa all'estero	62	63	63	63	64	64	63	65
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	70	75	83	244	98	185	100	197
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	2.191	119	123	132	153	127	180	142
Partite varie	3	2	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	64	—	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	485	485	485	485	440	485	440
Emissioni per forze alleate	145	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	128	20	—	—	—	—	—	—
C/c servizio tesoreria	—	—	—	—	—	71	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	—	1	...	—	—	—	—
Spese	44	43	45	56	28	38	30	40
Totale attivo ...	3.557	3.652	4.236	5.026	4.248	4.961	4.411	5.066
Circolazione dei biglietti ⁴	2.237	2.424	2.779	3.235	2.735	3.281	2.736	3.265
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	28	23	39	43	23	29	20	21
Conti in correnti liberi	130	117	118	122	78	46	78	54
Conti correnti vincolati	772	694	797	988	769	1.287	749	1.303
Creditori diversi	173	170	189	237	230	242	249	237
C/c servizio tesoreria	146	159	263	320	359	—	530	121
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	17	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	5	16	—	18	20	30	12	17
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	3	4	4	4	5	4	5
Fondo di riserva straordinario	2	2	2	2	2	3	2	3
Rendite	45	44	45	57	28	38	31	40
Totale passivo e patrimonio ...	3.557	3.652	4.236	5.026	4.248	4.961	4.411	5.066
Depositanti di titoli e valori	3.604	4.407	4.775	4.845	5.637	4.537	5.521	4.493
¹ Compresa moneta di Stato	8	5	6	8	8	8	8	7
² Compreso finanziamento ammassi	—	437	482	588	498	568	491	581
³ Compresa operazioni con privati	—	3	3	4	4	2	5	2
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	2	3	1	2	2	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	16	14	21	18	15	19	13	14

XX 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1960 31 Dezember	1961 31 Dezember	1962 31 Dezember	1962 7 September	1963 6 September	1962 5 Oktober	1963 7 Oktober
AKTIVA							
Gold	12.286	14.426	14.490	14.445	14.817	14.446	14.964
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	15.905	11.387	10.929	10.311	12.062	11.177	12.330
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	157	292	329	271	309	268	318
Kredite an internationalen Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.657	2.442	2.289	2.323	2.164	2.308	2.141
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	1.993	1.038	897	923	782	912	764
<i>b) an Weltbank</i>	1.560	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342	1.342
Deutsche Scheidemünzen	91	57	45	81	86	68	86
Postcheckguthaben	193	281	546	130	142	145	252
Inlandswechsel	1.283	1.146	1.967	1.154	1.708	1.599	2.204
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	137	...	...	...	...	...	11
Lombardforderungen	419	220	158	22	19	27	38
Kassenkredite	79	167	739	270	520	...	7
Wertpapiere	324	1.484	1.369	1.425	1.334	1.413	1.231
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	3.561	3.432	4.958	3.970	4.543	4.671	5.010
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	1.387	2.636	2.156	2.228	2.214	2.146	2.264
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	—	3.778	3.703	3.703	3.595	3.703	3.595
Sonstige Aktiva	370	307	253	269	311	341	324
	39.849	42.055	43.931	40.602	43.824	42.312	44.775

PASSIVA

Banknotenumlauf	20.470	22.992	24.147	22.712	24.537	23.125	24.423
Einlagen von	16.696	16.600	16.795	15.272	16.506	16.559	17.455
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	13.036	11.615	12.232	10.404	11.997	10.250	11.366
<i>Öffentlicher Einlegern</i>	3.440	4.733	4.284	4.839	4.241	6.069	5.757
<i>Andere inländischen Einlegern</i>	220	252	279	229	268	240	332
Verbindlichkeiten aus dem Auslandge- schäft	447	368	374	380	304	374	302
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	282	274	353	359	281	351	279
<i>Sonstige</i>	165	94	21	21	23	23	23
Rückstellungen	806	867	950	950	1.076	950	1.075
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	562	588	638	638	701	638	701
Sonstige Passiva	578	350	737	360	410	376	529
	39.849	42.055	43.931	40.602	43.824	42.312	44.775

XX . 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1962 7 septembre	1963 7 septembre	1963 6 octobre	1963 7 octobre
ACTIF								
Encaisse or	8.969	9.455	11.078	11.543	10.637	10.607	10.615	10.959
Devises	535	583	842	867	747	816	734	830
Portefeuille effets sur la Suisse	58	53	70	124	64	54	64	60
<i>Effets de change</i>	58	53	70	79	64	54	63	60
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	45	...	...	1	...
Avances sur nantissement	40	38	66	72	10	14	12	27
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	—	207	—	207	—	207
Titres	44	43	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	17	16	16	16	16	...
<i>autres</i>	44	42	26	27	27	27	27	43
Correspondants :	52	52	65	88	18	18	16	22
<i>en Suisse</i>	45	45	58	78	10	8	8	11
<i>à l'étranger</i>	7	7	7	10	8	10	8	11
Autres postes de l'actif	28	30	80	41	34	43	40	50
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.553	11.802	11.524	12.198

PASSIF								
Fonds propres	51	52	53	54	54	55	54	55
Billets en circulation	6.344	6.854	7.656	8.506	7.381	7.992	7.488	8.121
Engagements à vue	2.535	2.756	2.947	2.800	2.477	2.097	2.334	2.362
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.330	2.288	1.996	2.294	1.948	1.753	1.764	2.061
<i>Autres engagements à vue</i>	205	468	951	506	529	344	570	301
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	—	390	293	373	400	400	400	400
Autres postes du passif	196	202	210	217	206	223	213	225
Total ...	9.126	10.254	12.194	12.985	11.553	11.802	11.524	12.198

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

Situations en millions de francs or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	31	31	30	30	Passif	31	31	31	31	30	30
	décembre 1961	décembre 1962	août 1962	août 1963	septembre 1962	septembre 1963		décembre 1961	décembre 1962	août 1962	août 1963	septembre 1962	septembre 1963
I. Or en lingots et monnayé	2.340	1.883	2.722	2.472	2.679	2.039	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	79	49	40	36	47	45	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable : ...	193	667	247	198	241	346	II. Réserves	24	25	25	25	25	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque	16						1. Fonds de Réserve légale	11	12	12	12	12	12
2. Bons de Trésor	177						2. Fonds de réserve générale	13	13	13	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	59	9	30	6	31	6	III. Dépôts (or) :	2.089	2.214	2.183	2.288	2.171	2.301
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.217	1.344	1.115	1.361	1.144	1.609	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	1.019	1.184	991	1.061	971	1.265	a) de 9 à 12 mois	28	38	—	—	—	—
b) à 3 mois au maximum (or)	4	3	3	4	3	3	b) de 6 à 9 mois	—	—	10	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	154	121	67	238	106	304	c) de 3 à 6 mois	10	10	40	—	50	—
d) de 6 à 9 mois	—	29	32	55	33	34	d) à 3 mois au maximum ...	182	659	185	265	185	471
e) de 9 à 12 mois	7	4	15	3	24	3	e) à vue	1.802	1.479	1.869	1.967	1.857	1.757
f) à plus d'un an	33	3	7	—	7	—	2. Autres déposants :						
VI. Autres effets et titres :	665	740	507	860	504	909	a) de 9 à 12 mois	10	—	—	—	—	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum ...	10	3	58	252	71	139	c) de 3 à 6 mois	—	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois	10	10	17	15	3	50	d) à 3 mois au maximum ...	28	—	10	—	10	—
c) de 6 à 9 mois	—	75	—	6	10	10	e) à vue	29	128	69	56	69	73
d) de 9 à 12 mois	78	87	16	—	6	56	IV. Dépôts (monnaies) :	2.159	2.160	2.174	2.226	2.169	2.191
e) à plus d'un an	—	—	10	—	10	—	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	71	84	74	49	74	47
a) à 3 mois au maximum ...	375	65	210	201	197	260	b) de 9 à 12 mois	—	—	1	1	—	70
b) de 3 à 6 mois	113	367	43	233	51	240	c) de 6 à 9 mois	—	69	71	113	71	114
c) de 6 à 9 mois	2	34	49	57	48	60	d) de 3 à 6 mois	338	272	446	457	544	409
d) de 9 à 12 mois	10	28	3	26	27	16	e) à 3 mois au maximum ...	1.465	1.343	1.188	1.254	1.070	1.229
e) à plus d'un an	67	71	101	70	81	78	f) à vue	40	19	16	16	16	19
VII. Actifs divers	1	1	4	2	4	1	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
Total actif ...	4.622	4.761	4.733	5.003	4.718	5.023	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois	3	—	15	59	24	34
							d) à 3 mois au maximum ...	220	359	337	254	337	248
							e) à vue	22	14	26	23	33	21
							V. Effets :						
							à 3 mois au maximum	—	—	—	104	—	139
							VI. Divers	36	40	29	31	31	37
							VII. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	8	8
							VIII. Prov. pour charges éventuelles	181	189	189	196	189	197
							Total passif ...	4.622	4.761	4.733	5.003	4.718	5.023

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)							Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets de bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernement allem.	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							Total ...	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1968 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1962.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs or 149.020.880.—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ...

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.B.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Affectation du produit national :		4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
b) Indices des estimations aux prix de 1953	I - 4b	1. Tableau général	VIII - 1
II. — Emploi et chômage.		2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
Chômage — Renseignements généraux	II - 2	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	b) Indices du volume	VIII - 4b
III. — Agriculture et pêche.		5. Orientation géographique	VIII - 5
Production agricole	III - 1	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Chiffres annuels	IX - 1
IV. — Industrie.		2. Chiffres semestriels et annuels (nouvelle série)	IX - 2
a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	3. Chiffres trimestriels	IX - 3
Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	X. — Marché des changes.	
Energie	IV - 3	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1
Métallurgie	IV - 4	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
Construction : données annuelles	IV - 5	XI. — Finances Publiques.	
Construction : données mensuelles	IV - 6	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	2. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 2
V. — Services.		3. Détail des recettes fiscales	XI - 3
Transports :		4. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1960	XII - 1
c) Navigation intérieure	V - 1c	2. Mouvement des créances et des dettes en 1960	XII - 2
1. Tourisme	V - 2	XIII. — Organismes monétaires.	
1. Commerce intérieur :		1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
a) Indices des ventes	V - 3a	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
VI. — Revenus.		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
		4. Stock monétaire	XIII - 4
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958)	XIII - 6
		Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
		7. Situation globale des banques	XIII - 7
		8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dette de l'Etat	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

	Numérotation des tableaux
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Emission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4a et b
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX
XI - 4. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 4
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
